Votre famille. Votre avenir. Votre Canada.

Libéral

Votre famille. Votre avenir. Votre Canada.

Message de Michael Ignatieff 3

1 L'économie : faire de meilleurs choix, prendre une nouvelle direction 4

- Le point sur la situation actuelle 6
- Une politique fiscale équilibrée, progressiste et responsable 11
- Innover pour créer les emplois d'aujourd'hui et de demain 14

2 Les familles, les finances et l'avenir 24

- La stratégie canadienne d'apprentissage 26
- Soins familiaux : aider les Canadiens qui prennent soin de leurs proches 33
- Renforcer le régime public de retraite pour les travailleurs canadiens 35
- La santé et les soins de santé : à la table pour le Canada 38

3 Des ressources propres, un environnement sain et l'économie de demain 46

4 Rassembler les Canadiens 58

- Des communautés plus fortes et sécuritaires 60
- Un Canada créatif, bilingue, fort de sa diversité et plus équitable 66
- Le Canada rural, ça compte 70
- Le fédéralisme à l'ère des réseaux et l'excellence de la fonction publique 74
- Les Canadiens établissent les règles : respecter et renouveler notre démocratie 76

5 Le Canada dans le monde : une stratégie des réseaux mondiaux 80

Conclusion : Les 150 ans du Canada 98

Annexe un : Cadre financier de la plate-forme 100
Annexe deux : Documents de référence 101
Mentions de sources 102

© Parti libéral du Canada, Ottawa 2011

Publié par :
Le Parti libéral du Canada
81, rue Metcalfe, bureau 600
Ottawa, Ontario K1P 6M8
www.liberal.ca

This document is also available in English

Des parties de cette publication peuvent être reproduites sans frais ou permission écrite pourvu que la source est identifiée de manière adéquate.

Autorisé par l'Agence libérale fédérale du Canada, agent enregistré du Parti libéral du Canada.

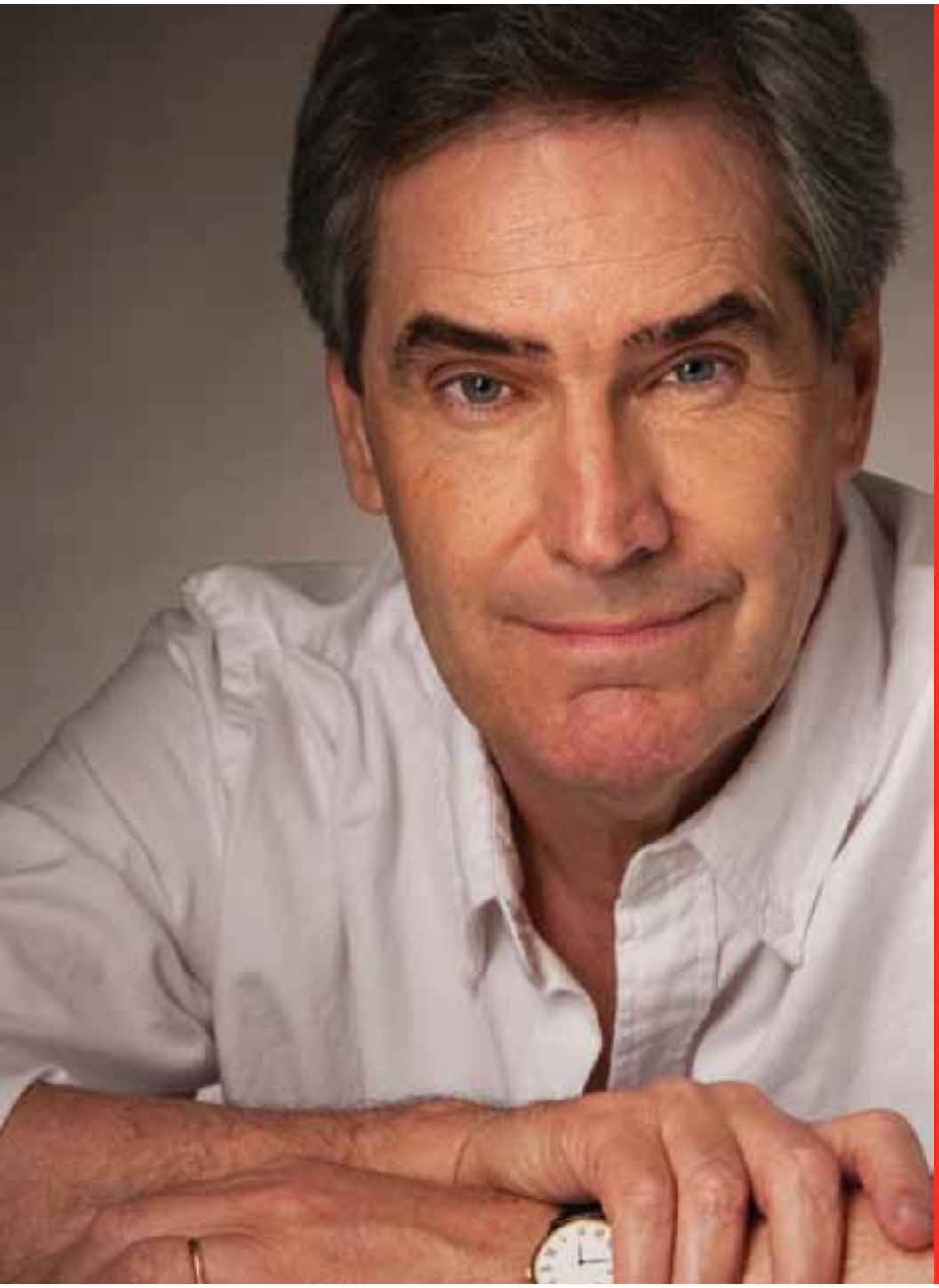


Photo: Philippe Landreville

Lorsque chacun d'entre nous a la chance de réussir, nous réussissons tous ensemble.

mars 2011

Message de Michael Ignatieff

Il est temps de remettre le principe de l'égalité des chances au cœur de notre vision du Canada.

Notre pays a beaucoup d'avantages : des gens extraordinaires, des institutions libres et des ressources naturelles exceptionnelles. Cependant, c'est l'égalité des chances qui a vraiment contribué à la prospérité du Canada. Nous croyons que chaque famille devrait pouvoir prospérer; chaque enfant devrait acquérir les compétences nécessaires pour les emplois de l'avenir; chaque personne qui a récemment immigré au Canada mérite d'avoir une chance équitable d'améliorer son sort.

L'égalité des chances est ce qui fait du Canada un grand pays.

Les gouvernements libéraux ont créé les fondations de cette égalité – en mettant sur pied le système universel de soins de santé, un bon régime public de retraite et la Charte des droits et libertés qui garantit une égalité des droits et des responsabilités pour tous les Canadiens. Maintenant nous nous tournons vers l'avenir.

Notre plate-forme pour cette élection comporte un objectif primordial : faire de l'égalité des chances une réalité pour chaque Canadien, et ce, que vous viviez dans une grande ville, un petit village, une communauté éloignée, un village de pêcheurs ou sur une ferme.

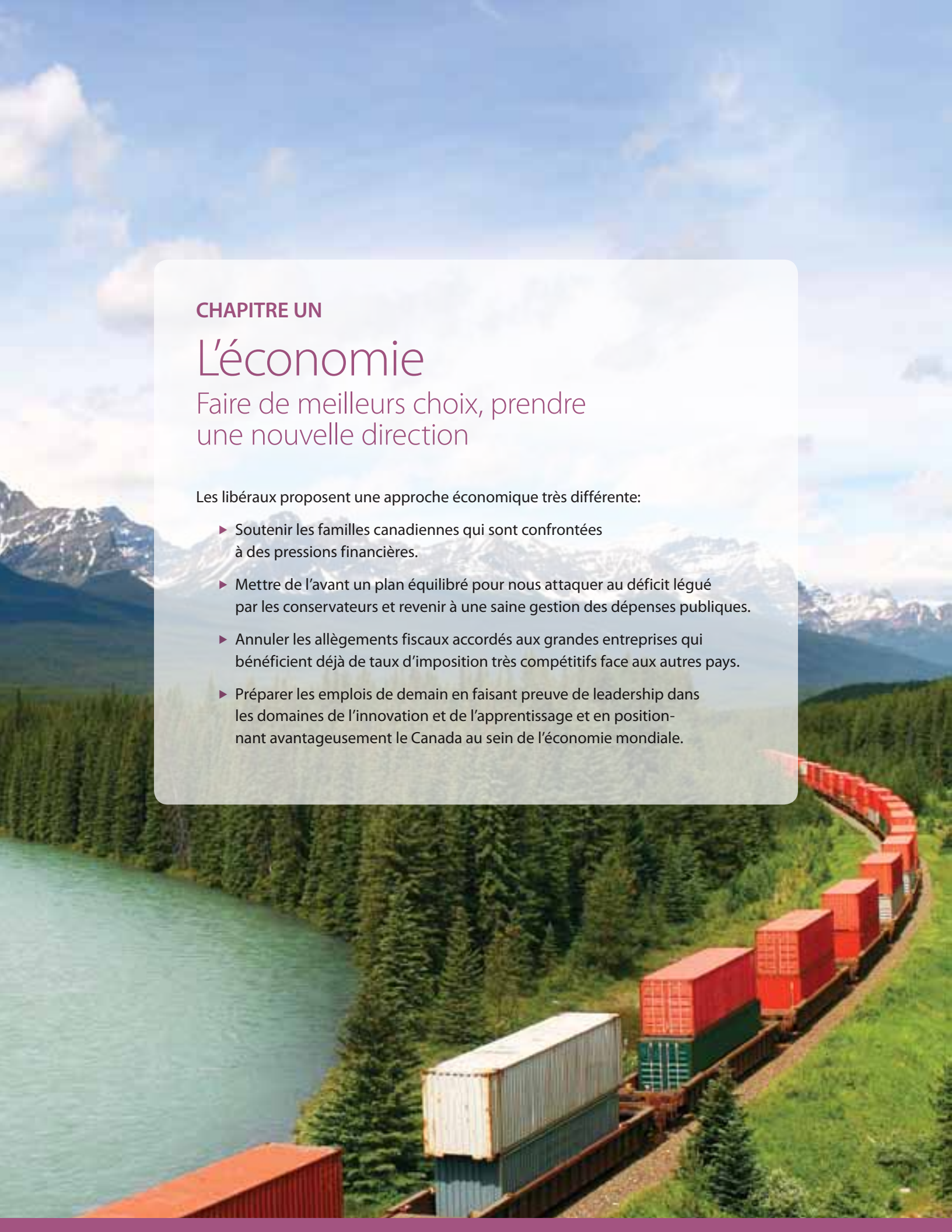
Nous investirons pour offrir des services de garde d'enfants à chaque jeune famille qui en a besoin. Nous aiderons les familles avec les frais d'études post-secondaires afin que leurs enfants soient équipés pour les emplois de demain. Nous nous assurerons que les familles puissent prendre congé de leur travail afin de s'occuper d'êtres chers à domicile. Nous renforcerons le système universel des soins de santé et nous veillerons à offrir un Régime de pensions du Canada qui soit bien financé afin que chacun puisse prendre sa retraite en sécurité et dans la dignité. Nous aurons aussi un nouveau crédit d'impôt pour vous aider avec les coûts liés aux rénovations qui amélioreront l'efficacité énergétique de votre résidence.

Finalement, étant donné que les Canadiens ont des possibilités partout dans le monde, nous assurerons la promotion du succès du Canada à l'étranger et nous appuierons le fier idéal selon lequel un citoyen canadien est vraiment un citoyen du monde.

Nous pouvons nous permettre de faire tout cela grâce à de meilleurs choix, tout en réduisant de façon responsable le déficit conservateur et sans augmenter vos impôts. Nous annulerons les baisses d'impôt inabordables pour les grandes entreprises, nous cesserons de dépenser inutilement et nous mettrons l'accent sur ce qui compte vraiment, en donnant à chaque Canadien les outils pour réussir dans les années à venir.

Améliorer l'égalité des chances est le fruit d'une démocratie saine. Mais, au cours des cinq dernières années, nos institutions démocratiques ont été affaiblies par un régime autocratique et secret qui brise les règles et met fin aux débats. Nous allons commencer le dur travail de restaurer la crédibilité du Parlement et de rétablir les liens entre le gouvernement et la population qu'il doit servir.

C'est la promesse électorale que nous vous faisons : un gouvernement qui respecte notre démocratie et qui renforce l'égalité des chances pour chaque homme, chaque femme et chaque enfant dans ce pays fantastique. Lorsque chacun d'entre nous a la possibilité de réussir, nous réussissons tous ensemble.



CHAPITRE UN

L'économie

Faire de meilleurs choix, prendre une nouvelle direction

Les libéraux proposent une approche économique très différente:

- Soutenir les familles canadiennes qui sont confrontées à des pressions financières.
- Mettre de l'avant un plan équilibré pour nous attaquer au déficit légué par les conservateurs et revenir à une saine gestion des dépenses publiques.
- Annuler les allègements fiscaux accordés aux grandes entreprises qui bénéficient déjà de taux d'imposition très compétitifs face aux autres pays.
- Préparer les emplois de demain en faisant preuve de leadership dans les domaines de l'innovation et de l'apprentissage et en positionnant avantageusement le Canada au sein de l'économie mondiale.

Votre argent, vos choix

Priorités des libéraux	Priorités des conservateurs
Les soins familiaux : aider les familles à prendre soin de leurs êtres chers à domicile : 1 milliard de $	Les allègements fiscaux pour les grandes entreprises : 5-6 milliards de $ par an
Le passeport d'apprentissage : une aide financière directe aux familles pour les études supérieures : 1 milliard de $	Les avions de chasse furtifs : 30 milliards de $
L'option de retraite sûre, pour aider les Canadiens à épargner	Les méga-prisons à l'américaine : 10-13 milliards de $
Le crédit d'impôt pour la rénovation écologique : 400 millions de $	Le gaspillage aux sommets G8/G20 : 1 milliard de $

Les libéraux croient que les familles de la classe moyenne
sont la pierre angulaire de notre économie.
Leurs préoccupations doivent guider notre politique économique.

Le point sur la situation actuelle

Sous le gouvernement libéral précédent, le Canada affichait un surplus budgétaire substantiel. Nous remboursions notre dette et réduisions les impôts.

Les libéraux ont aussi fait des investissements majeurs en recherche et développement, et ont pris l'engagement d'un financement fédéral à long terme en matière de soins de santé – contribuant ainsi à la compétitivité du Canada.

Grace à une culture d'affaires prudente, un système réglementaire efficace et de bonnes décisions prises par dans les années 1990, dont celle de refuser les méga-fusions bancaires, le secteur financier canadien est demeuré fort, au moment même où d'autres pays ont dû injecter des milliards de dollars dans des plans de sauvetage.

Ces politiques, ainsi que les efforts de millions de Canadiens, ont donné à notre économie la résistance nécessaire pour faire face à la crise qui a secoué le monde entier.

Où en sommes-nous donc aujourd'hui ?
Voici où les politiques actuelles nous mènent :

- En 2006, au moment où le gouvernement Harper a pris le pouvoir, le taux de chômage était de 6,4 pour cent. Aujourd'hui, il se situe entre 7,5 et 8 pour cent.
- Au cours des cinq dernières années, la dette personnelle des familles canadiennes par rapport à leur revenu a augmenté de 20 pour cent et se situe maintenant au premier rang parmi les 20 pays les plus développés.
- En 2005-06, le *surplus* budgétaire était de 13,2 milliards de $. En 2009-10, le *déficit* atteignait 56 milliards de $, soit le plus élevé de l'histoire canadienne.

Emplois

2006 – **6,4 %**

2011 – **7,8 %**
Taux de chômage

Endettement personnel

2006 – **123,5 %** du revenu

2010 – **150,2 %** du revenu

Solde budgétaire fédéral

2005-06 – **13,2 G $** de surplus

2009-10 – **56 G $** de déficit

Dépenses du gouvernement fédéral

2005-06 – **175,2 G $**

2009-10 – **244,8 G $**

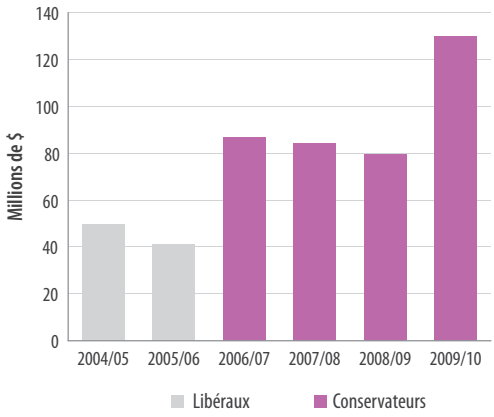
De 2006 à 2008, le gouvernement Harper a engagé des dépenses trois fois supérieures au taux d'inflation, a éliminé la réserve de contingence qui figurait dans les budgets précédents, et a transformé l'excédent budgétaire en déficit avant même l'arrivée de la récession. Au nombre des principales priorités des conservateurs en matière de dépenses figurent :

- 30 milliards de $ pour l'achat des avions de chasse furtifs ;
- 1 milliard de $ gaspillés pour une séance de photo de 72 heures aux sommets du G8 et du G20;
- 10 à 13 milliards de $ pour la construction de méga-prisons à l'américaine à travers le Canada;
- 5 à 6 milliards de $ par an pour des allégements fiscaux aux plus grandes entreprises, qui bénéficient déjà d'un taux d'imposition de 25 pour cent *inférieur* à celui en vigueur aux États-Unis
- plus d'un milliard de $ par an pour payer des consultants et acheter de la publicité pour faire de l'autopromotion aux frais des contribuables.

Ce sont là de mauvais choix. Alors que la plupart des autres pays ont consacré leurs dépenses de relance à des initiatives visant à rendre leurs économies plus fortes et plus concurrentielles, le plan de relance du gouvernement Harper a été caractérisé par un parti pris flagrant en faveur des circonscriptions détenues par les conservateurs, des dépenses démesurées en publicité et des panneaux promotionnels à tous les coins de rue. Il a raté une occasion en or d'investir dans l'avenir.

Les libéraux croient que les familles de la classe moyenne sont la pierre angulaire de notre économie. Au sortir de la récession, les familles canadiennes sont plus endettées que celles de la plupart des pays occidentaux, incluant les États-Unis. Chaque dollar du revenu disponible d'un ménage moyen est contrebalancé par près d'un dollar et demi d'endettement. Dans ce contexte, il devient difficile pour les familles d'assumer le coût grandissant des études postsecondaires de leurs enfants. Un grand nombre de parents se trouvent dans l'obligation de continuer à travailler pendant qu'ils élèvent leurs enfants, mais ils ne parviennent pas à trouver des garderies éducatives, de qualité et à prix abordable.

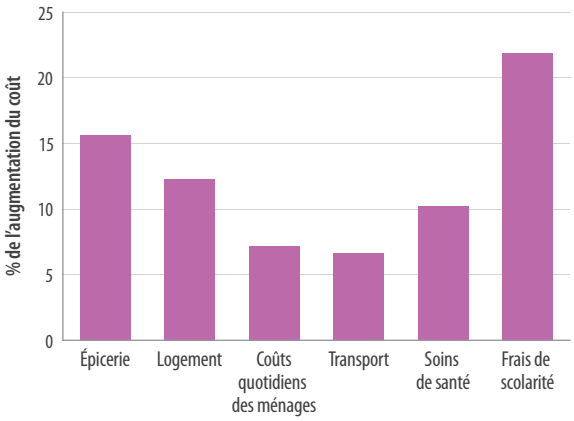
Les dépenses du gouvernement fédéral en publicité ont triplé



Beaucoup de ces familles doivent aussi prendre soin de parents âgés ou d'autres proches dans le besoin. Économiser suffisamment pour jouir d'une retraite confortable est devenue une impossibilité pour un trop grand nombre de Canadiens. Qui plus est, les familles ne savent pas si elles pourront compter sur le système de soins de santé quand elles en auront besoin.

Coincées par ces tensions financières et émotionnelles, les familles canadiennes ont le sentiment que leur situation devient de moins en moins enviable, même si elles travaillent plus d'heures. Situés au sommet de l'échelle salariale, les riches deviennent toujours plus riches et l'écart entre ceux-ci et la famille moyenne s'agrandit.

Augmentation du cout de la vie
au cours des 5 dernières années



Les libéraux croient qu'un Canada plus juste et plus égalitaire, avec une classe moyenne florissante, sera un Canada plus compétitif et plus productif.

Les familles canadiennes commencent à subir l'impact du vieillissement de la population. Avec le départ en retraite des baby boomers, la proportion de la population active deviendra de plus en plus faible. Les experts prédisent que durant les 30 prochaines années, notre niveau de vie ne progressera qu'à la moitié de son taux de croissance des quatre dernières décennies.

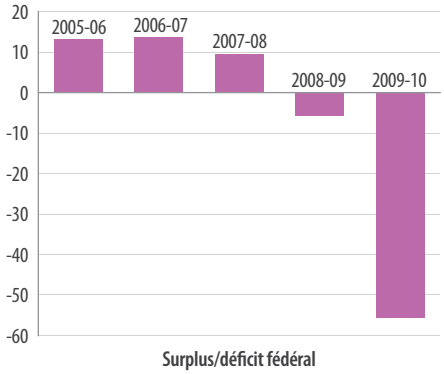
Trouvons-nous acceptable que nos enfants seront plus pauvres que nous le sommes maintenant ?

Aujourd'hui, 14 pour cent de la population est âgée de 65 ans ou plus; d'ici 2040, ce pourcentage sera de l'ordre de 25 pour cent. Cela signifie que le nombre de Canadiens en âge de travailler pour répondre aux besoins des personnes âgées diminue, alors même que la demande de services sociaux coûteux, notamment dans le domaine de la santé, continue de progresser.

Voilà pourquoi il est plus important que jamais que nous devenions plus productifs, plus rapidement. Malheureusement, l'accroissement de la productivité du Canada traîne loin derrière celle des États-Unis ainsi que de celle de la plupart de nos compétiteurs.

Les emplois de l'avenir exigeront plus de compétences et de connaissances. Par conséquent, investir dans l'apprentissage est l'une des plus importantes initiatives que puissent prendre les gouvernements, les entreprises et les Canadiens eux-mêmes. Nous savons que la productivité et le niveau de vie prennent source dans l'innovation. Le rôle majeur revient bien sûr aux entreprises et aux entrepreneurs, mais les gouvernements peuvent faire leur part en mettant en place des incitatifs.

Le surplus budgétaire
s'est transformé en déficit record

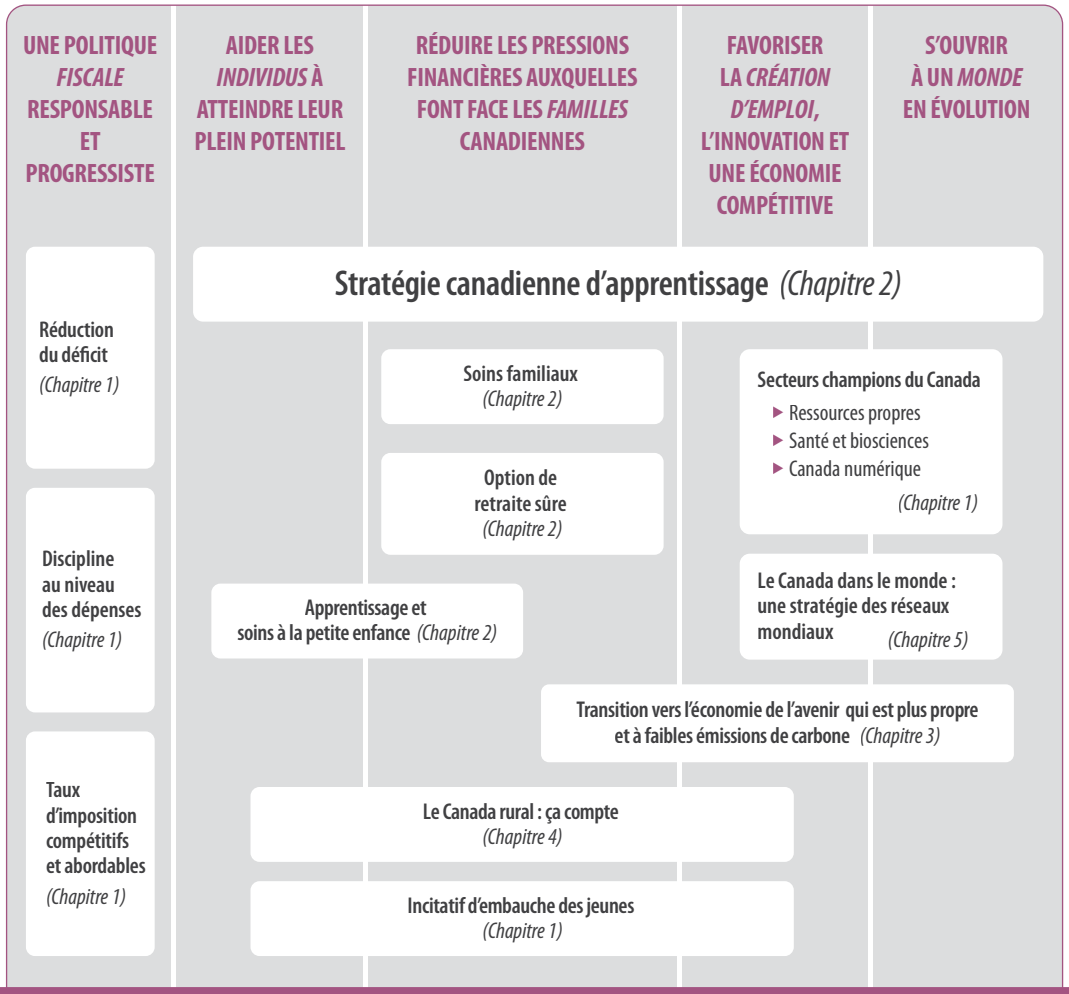


Par ailleurs, dans le contexte d'une économie mondiale de plus en plus concurrentielle, et au moment où des nouvelles puissances économiques comme la Chine ou l'Inde influencent grandement la création de la richesse et l'emploi, il est essentiel que le gouvernement fédéral collabore efficacement avec des partenaires gouvernementaux, du secteur privé et de la société civile, afin de renforcer la présence canadienne sur la scène internationale.

Nous avons besoin de leadership différent au niveau fédéral – un leadership responsable, équilibré et progressiste. Le plan libéral propose des investissements significatifs en apprentissage, pour les soins à domicile pour nos proches malades et pour créer des emplois. Ce sont là les priorités des familles de la classe moyenne, et les bases d'une économie robuste.

Si nous évitons de confronter ces défis, ils ne disparaitront pas – ils empireront et deviendront des boulets pour nos enfants et nos petits-enfants. Ce pays vaut mieux que cela. Nous avons les ressources, les habiletés et l'ambition de faire face à ces défis ensemble et de les surmonter. Tout ce qui nous manque est le leadership nécessaire pour le faire.

Une économie plus forte, un meilleur avenir : l'approche libérale



Des chances égales pour tous les Canadiens

Une politique fiscale équilibrée, progressiste et responsable

L'approche libérale en matière de **responsabilité fiscale** compte trois objectifs clés :

- Réduction du déficit
- Taux d'imposition compétitifs et abordables
- Discipline au niveau des dépenses

Réduction du déficit

Notre plan s'appuie sur un cadre fiscal rigoureux.

Un gouvernement libéral s'engagera à **réduire le déficit à un 1 pour cent du PIB** au cours des deux premières années de son mandat, en baisse de 3,6 pour cent pour l'année 2009-2010. Nous établirons ensuite des objectifs renouvelables annuels pour continuer de réduire le déficit jusqu'à ce que nous atteignions l'équilibre budgétaire. À moins que le Canada doive faire face à une deuxième récession inattendue au cours des deux prochaines années, la planification budgétaire dans son ensemble s'inscrira dans la logique de ce cadre fiscal.

Nous rétablirons un cadre budgétaire biennal pour accroître la transparence et réaliser des progrès constants et mesurables en matière de réduction du déficit. Ces progrès seront motivés par des **objectifs renouvelables à court terme**, à la fois fermes et réalisables.

En outre, les libéraux rétabliront une planification budgétaire prudente, et ce, dès la présente plate-forme. À partir de la deuxième année de sa mise en œuvre, notre plan libérera 7 milliards de $ grâce à de meilleurs choix. Nous créerons une **réserve de contingence** de 3 milliards de $ qui nous permettra de faire face aux imprévus tout en maintenant nos cibles budgétaires. Si les fonds affectés à la réserve ne sont pas utilisés, ils iront à la réduction du déficit.

Ces engagements inébranlables – des objectifs renouvelables en matière de réduction du déficit, un délai budgétaire réaliste et un retour à la prudence – ont donné des bons résultats dans le passé, notamment lorsqu'il a fallu effacer le dernier déficit laissé par les Conservateurs.

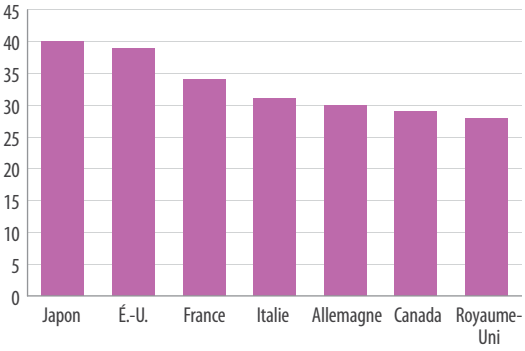
Taux d'imposition compétitifs et abordables

Un gouvernement libéral rendra le régime d'imposition plus juste et libérera une marge de manœuvre financière en adoptant deux politiques. Cette marge de manœuvre servira à financer le plan de réduction du déficit et les priorités de la classe moyenne, ce qui aura aussi des bénéfices à long terme pour notre économie.

En premier lieu, nous **annulerons les baisses d'impôt consenties aux grandes entreprises** le 1er janvier 2011 et le 1er janvier 2012. Nous restaurerons le taux d'imposition de 2010. Cela maintiendra tout de même l'écart de 25 pour cent que nous détenons sur les États-Unis, et nous permettra d'avoir l'un des plus bas taux parmi les pays du G7. Les taux d'imposition des sociétés étant déjà très compétitifs, il n'est pas prudent d'emprunter de l'argent pour les réduire davantage. Ce geste nous permettra de libérer plus de 5 milliards de $ au cours de la 2e année du plan et ce montant augmentera à presque 6 milliards de $ au cours de la 4e année.

Deuxièmement, nous **plafonnerons le montant des déductions fiscales sur les options d'achat d'actions**. Dans certaines compagnies, on offre aux employés d'acquérir des actions à un prix fixe, sous le prix du marché si la valeur de l'action s'est appréciée. La différence est alors considérée comme une compensation et l'employé peut réclamer un crédit d'impôt de 50 pour cent sur son profit. À l'heure actuelle, 8 000 Canadiens qui gagnent plus de 500 000$ déduisent en moyenne 400 000$ par an sur leurs revenus imposables en achat d'actions. Plusieurs contribuables réclament des montants plus modestes. Mais les 8 000 Canadiens reçoivent 75 pour cent des montants totaux réclamés grâce à ces déductions.

Le taux d'imposition des entreprises au Canada de 2010 est compétitif



Le taux d'imposition des entreprises du G7 en 2012
(si le taux d'imposition fédéral des entreprises est maintenu au niveau de 2010)

Plafonner les déductions fiscales sur les options d'achat d'actions :

Les 100 plus importants chefs de la direction au Canada ont reçu en moyenne 6,6 millions de $ en salaire en 2009, soit 155 fois plus que le travailleur moyen. Près du tiers de leur compensation était sous forme de bénéfices liés aux options d'achat d'actions.

Et ils disposent aussi d'un montant supplémentaire de 1,3 milliard de $ en options d'achat d'actions qu'ils n'ont pas encore encaissés.

Source : Centre canadien de politiques alternatives

Au moment où le déficit est élevé et les inégalités sont grandissantes, nous pensons qu'il est raisonnable de demander aux Canadiens mieux nantis d'accepter un plafond sur cet avantage fiscal. Un gouvernement libéral limitera le montant pouvant être réclamé via les achats d'actions à 50 000$ par an.

Les achats d'actions sont une méthode légitime de compensation et sont particulièrement utiles pour les jeunes entreprises. Les employés qui réclament jusqu'à 100 000$ par année en gain sur leurs options d'achat d'actions ne seront pas affectés par ce changement. Les contribuables mieux nantis pourront aussi continuer de bénéficier de cette déduction et paieront le taux d'imposition normal au-delà du plafond. Ce changement permettra un juste équilibre et générera 600 millions de $ en revenus au trésor public en deux ans.

Notre plan ne requiert pas d'augmentation au niveau de la TPS, de l'impôt des particuliers ou bien du taux d'imposition des petites entreprises.

Discipline au niveau des dépenses

La plate-forme libérale coûtera moins au total que celui entrepris par le gouvernement Harper. La différence permettra d'avoir une généreuse réserve de contingence, telle que décrite préalablement.

Tous les crédits nécessaires au financement des nouveaux engagements préconisés dans la présente plate-forme ont été identifiés, sans ajouter au déficit. Nous allons, par exemple :

- financer les nouvelles initiatives de notre plan Le Canada dans le monde en réaffectant plus de 1 milliard de $ après la fin de notre mission de combat en Afghanistan en 2011.
- amortir le revenu anticipé provenant de la prochaine vente aux enchères du spectre réservé au service sans fil sur la durée de 10 ans des licences d'exploitation qui seront accordées, dans le but de faire du Canada un pays mieux branché et plus créatif
- supprimer le Fonds pour les partenariats publics-privés du gouvernement Harper qui, pendant ses deux ans d'existence, n'a distribué que 8 pour cent des fonds qui lui ont été alloués, et investir, à la place, dans le logement abordable. Un fonds dédié n'est pas nécessaire aux PPP et, en réalité, celui-ci n'a presque rien accompli.
- annuler immédiatement la déduction pour amortissement accéléré applicable au matériel dans le secteur des sables bitumineux et investir les économies qui en résulteront dans des initiatives qui contribueront à rendre leur exploitation plus propre.
- annuler l'engagement mal géré de 30 milliards de $ pour les avions de chasse furtifs F-35. Lorsqu'il sera nécessaire d'acheter des nouveaux avions de chasse, nous dépenserons des milliards en moins que le gouvernement Harper ne le ferait. Mais les plus grandes priorités seront d'investir dans les familles de la classe moyenne et de bâtir une économie plus forte pour l'avenir.

Par ailleurs, un gouvernement libéral **reverra la totalité des dépenses de programmes** afin de réaliser des économies durables. Nous solliciterons l'avis des professionnels de la fonction publique pour recueillir les meilleures analyses et suggestions et nous offrirons des directives basées sur une vision positive et réaliste de ce qu'est un gouvernement moderne.

Nous **couperons dans les dépenses inutiles** qui ont explosé sous le gouvernement Harper. Par exemple, nous limiterons les annonces publicitaires payées par les contribuables, nous dégraisserons le conseil des ministres élargi ainsi que le personnel du cabinet du premier ministre et nous éliminerons le recours excessif aux services de consultants de toutes sortes.

Nous prévoyons économiser au moins 500 millions de $ au terme de la deuxième année de notre plan, cela qui est conforme à l'évaluation de l'Institut C.D. Howe des économies à réaliser.

Mises ensembles, ces mesures créeront une politique fiscale équilibrée, progressiste et responsable. Nous restaurerons la prudence dans la gestion des finances publiques, nous permettrons un retour vers l'équilibre budgétaire et nous investirons dans les priorités des familles canadiennes d'une façon qui fera croître notre économie à long terme.

Innover pour créer les emplois d'aujourd'hui et de demain

Des facteurs tels l'émergence de puissances économiques comme la Chine et l'Inde, les transformations des nouvelles technologies, qu'elles soient numériques ou de l'Internet, et l'apparition de secteurs économiques entièrement nouveaux sont en train de façonner l'économie mondiale du XXIe siècle.

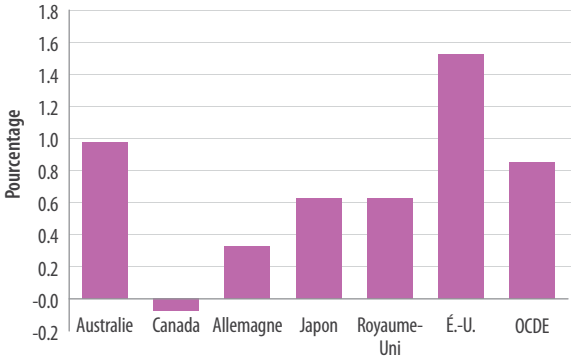
Les pays en voie de développement, dont le principal atout était jusqu'ici une main d'œuvre bon marché, s'orientent maintenant vers l'économie du savoir et sont devenus des concurrents sur la scène internationale. Dans ce contexte où la compétition pour les emplois et la croissance économique est si forte, aucun pays ne peut s'offrir le luxe de ne rien faire.

Malheureusement, la productivité canadienne a tourné au ralenti au cours des dernières années. Aux dires de Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada : « Le Canada sous-investit dans les machines et le matériel ainsi que dans la formation et l'innovation – en fait dans tous les déterminants fondamentaux de la productivité. » Notre pays se classe 16e parmi les pays membres de l'OCDE pour ce qui est des dépenses en recherche et développement. Au Canada, le capital à risque est à son plus bas niveau depuis quatorze ans.

Un gouvernement tourné vers l'avenir doit favoriser un climat propice à l'innovation. Il faut certes éliminer toute réglementation superflue, mais le gouvernement fédéral peut faire plus, en ciblant les investissements publics et en offrant aux entrepreneurs et aux investisseurs les incitatifs qui les encourageront à accepter les risques que présentent les idées nouvelles ou la mise en œuvre de nouveaux modes de gestion ou d'améliorations de la productivité. La tâche primordiale du gouvernement fédéral est de faire de l'apprentissage, à tous les stades de la vie, une priorité typiquement canadienne.

Le gouvernement Harper est demeuré passif alors que plusieurs grandes compagnies canadiennes sont passées aux mains d'intérêts étrangers. Les ministres conservateurs n'ont rien fait pour empêcher que Nortel, une entreprise qui était le symbole de l'innovation canadienne, ne soit démantelée et vendue à la pièce à des investisseurs étrangers. De la même façon, Inco, Alcan et Stelco ont été vendus et les sièges sociaux et la gestion de ces compagnies ont quitté le pays. Si ce n'avait été des pressions de la Saskatchewan et du reste du pays, il serait advenu la même chose avec Potash Corporation, un joueur majeur dans le secteur d'une ressource naturelle clé sur la scène mondiale.

La productivité du Canada tire de l'arrière à comparer avec nos compétiteurs



Moyenne de la croissance de la productivité annuelle (2006-09)

Les investissements étrangers sont bons pour le Canada, et les Canadiens investissent davantage à l'extérieur du pays que les étrangers le font ici. Mais nous devons continuer à tirer notre épingle du jeu sur le plan mondial. Cela requiert que le gouvernement canadien cesse d'être un spectateur passif. Un gouvernement libéral renforcera la **Loi sur Investissement Canada** afin de rendre l'examen de l'investissement étranger plus transparent, notamment pour déterminer de quelle façon les « avantages nets » sont calculés, reconnaitre l'importance des sièges sociaux et du contrôle de la gestion au Canada et justifier quand un actif peut être considéré comme ayant une valeur « stratégique » pour le Canada. Être proactif ne veut pas dire être protectionniste. Il s'agit plutôt d'une approche efficace à l'innovation et de la place que peut prendre le Canada dans l'économie mondiale du 21e siècle.

Les secteurs champions du Canada

Un gouvernement libéral se concentrera sur **trois secteurs clés qui seront vraisemblablement sources de croissance** de l'économie mondiale au cours des prochaines années, des secteurs déjà solidement implantés au Canada et à fort potentiel : les ressources propres, la santé et les biosciences, et la technologie numérique.

L'objectif du Canada sera de devenir un leader mondial dans chacun de ces « **secteurs champions du Canada** », qui seront prioritaires dans tous les ministères et seront au cœur de la collaboration avec d'autres gouvernements, ainsi qu'avec des leaders du milieu des affaires et du milieu académique. Et nous établirons des incitatifs fiscaux destinés à des entreprises émergentes innovantes dans ces secteurs champions du Canada.

Les secteurs champions du Canada

1) Les ressources propres
2) La santé et les biosciences
3) Les technologies numériques

1) Les ressources propres

Sur les marchés mondiaux, les écoproduits et une consommation des ressources plus respectueuse de l'environnement ont la cote. On accorde de plus en plus d'importance à l'empreinte écologique de chaque maillon des chaînes d'approvisionnement. Le Canada est bien placé pour tirer un avantage commercial de ses exportations de produits issus de l'exploitation responsable de ressources naturelles ainsi que de la demande étrangère pour les compétences et les technologies requises afin d'extraire, de gérer et de consommer les ressources plus écologiquement.

Ce secteur des ressources propres ainsi largement défini et incluant l'énergie, sera un des principaux moteurs de l'économie mondiale pendant des décennies, et le Canada peut être un leader mondial dans ce domaine. Un gouvernement libéral offrira des incitatifs à l'innovation et collaborera avec l'industrie, les spécialistes et d'autres gouvernements afin de promouvoir la réussite commerciale du Canada et la création d'emploi.

2) La santé et les biosciences

Que ce soit la découverte de l'insuline en 1922 ou d'autres plus récentes, mais aussi capitales, issues de la recherche sur les cellules souches, de la génomique et de la neuroscience, sans oublier l'instauration, en 1966, d'un régime public d'assurance-maladie, les exemples abondent qui démontrent que le Canada est, depuis longtemps, à l'avant-garde de l'innovation dans le secteur de la santé. Ce positionnement nous permettra de profiter de la demande accrue prévue dans le domaine des produits et des services reliés à la santé de la part d'une population vieillissante partout sur la planète.

Un gouvernement libéral collaborera avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, et avec la communauté des chercheurs afin d'encourager l'innovation dans le domaine de la santé et des biosciences, d'améliorer la santé des Canadiens, et de contribuer à la commercialisation réussie de nouveaux produits sur les marchés mondiaux.

3) Les technologies numériques

Le secteur de la technologie de l'information et des communications a toujours joué un rôle important dans l'économie et la société canadiennes. Aujourd'hui, il génère des revenus annuels qui se chiffrent à plus de 155 milliards de $, il emploie plus d'un demi-million de Canadiens et sa contribution à la recherche et développement du secteur privé atteint près de 40 pour cent, un pourcentage qui se doit d'augmenter si nous voulons suivre le rythme de nos compétiteurs. Des leaders mondiaux comme Research in Motion, Open Text, Ubisoft et Electronic Arts, sont déjà implantés chez nous.

Un gouvernement libéral fera des technologies numériques l'un de ses secteurs champions du Canada, en renforçant les incitatifs destinés à canaliser les investissements dans les entreprises novatrices et en consolidant leur capacité à conquérir des marchés à travers le monde.

Soutenir l'entrepreneuriat et l'innovation dans les secteurs champions du Canada

Un gouvernement libéral favorisera l'innovation et l'esprit d'entreprenariat dans les secteurs champions du Canada – les ressources propres, la santé et les biosciences, et les technologies numériques. Cela nécessitera des capitaux du secteur privé. Compte tenu de la taille modeste du marché de capital de risque au Canada, plus d'incitatifs sont requis pour générer des fonds de démarrage pour les entrepreneurs. Conséquemment, nous mettrons en place:

- Un nouveau **Crédit d'impôt pour l'innovation et la productivité** (CIIP) qui assurera un crédit d'impôt de 15 pour cent aux investisseurs canadiens qui placeront des capitaux dans de petites et jeunes entreprises au stade du démarrage et qui sont incapables d'obtenir du financement auprès des sources traditionnelles, telles que les banques et le marché boursier.
- Un prolongement d'une mesure qui s'est révélée populaire – le financement par « **actions accréditives** » – qui sera étendue au bénéfice des jeunes entreprises dans les trois secteurs champions du Canada. Cet avantage fiscal permettra à des entreprises à risque, ne dégageant pas de revenus ou très peu, de transférer certaines déductions fiscales aux investisseurs, lesquels seront ainsi incités à placer leurs capitaux dans des entreprises canadiennes œuvrant dans des secteurs prometteurs où le Canada peut devenir un leader mondial.

Les petites et moyennes entreprises sont le moteur de l'économie canadienne. Nous voulons que plus d'entre elles grandissent et deviennent des grandes sociétés canadiennes compétitives sur le marché mondial. Ces mesures de promotion des trois secteurs champions du Canada cibleront les jeunes entreprises et amélioreront les incitatifs en place pour les plus innovatrices d'entre elles.

Un nouveau portail pour l'innovation

Un gouvernement libéral actualisera également les programmes en faveur de l'innovation, afin de s'assurer qu'ils répondent mieux aux besoins des entreprises canadiennes. Actuellement, il existe plus d'une centaine de programmes, éparpillés ici et là dans la structure gouvernementale et mis en œuvre sans vision ou objectifs stratégiques bien définis, si bien que les entrepreneurs canadiens et les principales entreprises ne savent pas exactement quel soutien offre le gouvernement.

Un gouvernement libéral mettra en place un nouveau **portail pour l'innovation qui sera le « guichet unique »** du soutien gouvernemental à l'innovation et à l'entreprenariat dans les sphères en émergence ainsi que dans des secteurs de compétence de longue date tels ceux de l'aérospatial, de l'industrie manufacturière et des ressources naturelles. L'objectif sera de mettre l'accent de façon plus simple et plus efficace sur des compagnies entreprenantes et innovatrices. Toutes les ressources fédérales affectées à l'innovation transiteront par ce portail pour l'innovation, et les principaux objectifs de cette initiative viseront à :

- Aider les entrepreneurs à obtenir la formation en administration des affaires dont ils ont besoin;
- Favoriser l'implantation d'incubateurs et de grappes d'entreprises innovatrices, en collaboration avec l'industrie ainsi que les collèges, les écoles polytechniques et les universités du Canada; et
- Soutenir les entreprises canadiennes en pleine croissance, parvenues au stade où, après avoir bénéficié de capital à risque, elles ont besoin d'une aide transitoire pour traverser la « vallée de la mort », c'est-à-dire l'étape à franchir pour passer de la recherche à la commercialisation.

Les petites entreprises : une priorité libérale

Les petites entreprises créent plus de la moitié des emplois au Canada et les politiques libérales les aideront à en créer encore davantage.

- L'incitatif d'embauche des jeunes – un rabais des cotisations à l'assurance emploi de 100 pour cent pour chaque jeune Canadien embauché
- Le crédit d'impôt pour l'innovation et la productivité et le prolongement du financement par « actions accréditives » des jeunes entreprises dans les secteurs émergents
- La connectivité Internet à 100 pour cent haute vitesse dans tout le Canada rural
- Un plan responsable et prudent pour réduire le déficit sans augmentation au niveau de la TPS, de l'impôt des particuliers ou bien du taux d'imposition des petites entreprises
- La stratégie canadienne d'apprentissage avec des nouveaux investissements dans la main d'œuvre de demain
- L'option de retraite sûre, une façon abordable pour les employés et les employeurs d'économiser pour la retraite

Investir dans la science, la technologie et la recherche fondamentale

Le gouvernement fédéral doit continuer à financer la recherche fondamentale que le secteur privé – plus intéressé par la rentabilité et le rendement du capital investi – n'entreprendra pas adéquatement. L'histoire nous a démontré que de tels investissements publics sont sources d'énormes retombées économiques à long terme, une fois que des découvertes clés sont adaptées pour des usages commerciaux. Le Bras canadien, le BlackBerry, IMAX et le canola sont parmi les exemples que l'on peut citer pour démontrer que des découvertes innovatrices n'auraient pas été faites sans le financement public de la recherche fondamentale.

À mesure que la situation financière du gouvernement s'améliorera, nous augmenterons les investissements dans les secteurs de la science, de la technologie et de la recherche fondamentale. À court terme, plusieurs engagements contenus dans cette plateforme, dont la recherche sur le cerveau, l'impact environnemental des sables bitumineux et la Stratégie canadienne sur l'eau douce feront avancer la science, en collaboration avec les principaux organismes de recherche nationaux.

Les transports et l'infrastructure comme moteurs de l'économie de l'avenir

Des infrastructures modernes et efficaces sont un autre moteur d'une économie productive et d'une qualité de vie supérieure. Des investissements bien ciblés peuvent réduire la pollution et diminuer la congestion dans nos villes, et du même coup rendre notre économie plus compétitive.

Un gouvernement libéral fera preuve de leadership et travaillera avec les autres ordres de gouvernement et le secteur privé pour mettre en place une **stratégie canadienne de transport et d'infrastructure** qui misera sur les bénéfices économiques à long terme.

Le gouvernement libéral précédent avait adopté une approche stratégique avec la stratégie de la porte d'entrée du Pacifique, qui combinait à la fois une plus grande compétitivité au niveau du commerce international et des investissements en matière d'infrastructure pour le transport. Cependant, sous le gouvernement Harper, l'esprit partisan a eu le dessus sur les bonnes politiques publiques. Le rôle du gouvernement fédéral en infrastructure s'est résumé à des séances photo avec de gros chèques en main destinés aux comtés conservateurs.

À l'avenir, tous les gouvernements devront coordonner leurs stratégies et leurs investissements, entre eux et avec le secteur privé. Les municipalités continuent de bénéficier du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale sur l'essence, une mesure qui donne de bons résultats, mais d'autres mécanismes de financement de l'infrastructure lancés avant le début de la récession arriveront à terme au cours des prochaines années. Une nouvelle stratégie canadienne de transport et d'infrastructure sous-tend de nouvelles mesures de financement.

Obligés de composer à la fois avec des déficits budgétaires record et des déficits en matière d'infrastructure, nous devrons faire preuve de réalisme, coopérer et faire des choix rationnels, si difficiles qu'ils soient. Un gouvernement libéral clarifiera le rôle du gouvernement fédéral en matière d'infrastructure. Il s'assurera que les investissements soutiendront la mise en œuvre d'objectifs primordiaux du Canada tels que la compétitivité sur le plan du commerce international, le développement régional, la croissance et la modernisation de notre économie, la qualité de vie en milieu urbain et la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution.

Les priorités libérales en matière d'infrastructure incluent :

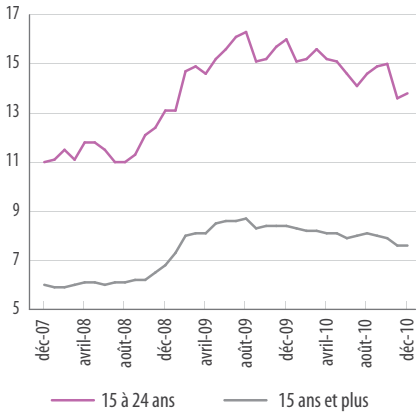
- **les autoroutes et les grandes voies de circulation** qui facilitent le commerce international et interrégional, et le développement économique;
- **les moyens de transport locaux et régionaux, les services de transport en commun rapide et les trains de banlieue** qui sont des solutions de rechange efficaces pour décourager le recours aux véhicules personnels et ainsi réduire les émissions de gaz à effet de serre;
- **les infrastructures municipales**, notamment pour l'approvisionnement en eau et l'évacuation des eaux usées, afin de répondre aux besoins locaux et de réduire la pollution de l'eau, et les espaces publics multifonctionnels majeurs;
- **les trains à grande vitesse** dans les régions où des liaisons rapides et pratiques entre des centres urbains importants seraient bonnes pour l'environnement, faciliteraient la mobilité, réduiraient les encombrements et stimuleraient les échanges commerciaux internationaux, si les investissements requis sont coordonnés avec ceux qui sont déjà consentis aux États-Unis.

Les municipalités canadiennes sont des moteurs de la qualité de vie et de la compétitivité au sein de l'économie mondiale. Des lacunes persistantes en infrastructure nous coûtent des emplois et diminuent notre productivité. Le gouvernement Harper s'est peu préoccupé des villes et n'a démontré aucune vision quant à leur rôle dans l'économie de l'avenir. La stratégie canadienne de transport et d'infrastructure d'un gouvernement libéral prendra en compte les besoins et les intérêts des municipalités et mettra en valeur leur dynamisme et leur désir d'innover.

Agir pour créer des emplois pour les jeunes

À 14 pour cent, le taux de chômage chez les jeunes est presque deux fois plus élevé que la moyenne nationale et est à son pire niveau des dernières années.

Le taux de chômage chez les jeune
est presque deux fois supérieur
à la moyenne nationale



De façon immédiate, nous mettrons en œuvre un **incitatif d'embauche des jeunes** pour les petites et moyennes entreprises – un rabais des cotisations à l'assurance emploi de 100 pour cent pour chaque Canadien embauché âgé entre 18 et 25 ans. L'incitatif qui s'appliquera à toutes les nouvelles embauches par des petites et moyennes entreprises sera d'une durée de trois ans et fera l'objet d'une évaluation au cours de la troisième année afin de vérifier les résultats et l'efficacité administrative. L'incitatif d'embauche des jeunes sera particulièrement utiles pour les petites entreprises qui payent déjà passablement de charges sociales. La mesure devrait toucher jusqu'à 170 000 jeunes Canadiens chaque année, pour un investissement annuel de 130 à 160 millions de $.

L'incitatif d'embauche des jeunes touchera
170 000 jeunes Canadiens chaque année.

Le Canada numérique de demain

Avec un accroissement continu de la capacité de traitement, de l'entreposage de données et de l'innovation dans le domaine du sans fil, la technologie numérique et l'Internet ont le potentiel de revigorer notre démocratie, notre économie et notre culture en mettant toute la puissance de l'information et de l'action dans les mains des citoyens.

Au cours des cinq dernières années, le Canada s'est laissé dépasser par des concurrents plus ambitieux. Le Royaume-Uni, la France, l'Australie et les États-Unis, par exemple, ont élaboré des plans de grande ampleur pour la société numérique de l'avenir, et ces pays introduisent actuellement des politiques et des programmes exhaustifs.

Un gouvernement libéral élaborera et mettra en œuvre l'initiative « **Le Canada numérique** », qui s'articulera autour des objectifs suivants :

Assurer l'accès au service à large bande pour tous les Canadiens. Les libéraux considèrent qu'un réseau à large bande assurant une connexion Internet haute vitesse est une infrastructure essentielle, au même titre que l'étaient les réseaux électrique et téléphonique il y a plus d'un siècle. Un gouvernement libéral émettra un appel d'offres destinées aux entreprises afin qu'elles mettent en réseau les centaines de milliers de Canadiens qui habitent dans les régions rurales, éloignées ou du Nord et qui n'y ont pas accès.

Afin de rendre ces contrats rentables pour l'investissement par le secteur privé, un gouvernement libéral investira 500 millions de $ pour faire en sorte que, trois ans après son élection, tous les foyers canadiens aient accès à un service Internet haute vitesse de base. Ces fonds proviendront de la prochaine vente aux enchères du spectre réservé au service sans fil.

Combler le fossé numérique. Les recherches démontrent que les compétences en informatique sont porteuses de réels avantages économiques, incluant des coûts plus bas pour les consommateurs et les petites entreprises. Un gouvernement libéral collaborera avec toutes les parties intéressées pour promouvoir l'acquisition de connaissances pratiques en informatique ainsi que la formation en ce domaine, notamment parmi les Canadiens plus âgés et les familles à faibles revenus.

Concilier équitablement les droits des créateurs et ceux des consommateurs. La technologie numérique ouvre beaucoup de possibilités nouvelles, mais profiter de contenus sans indemniser leurs créateurs ne devrait pas en faire partie. Parallèlement, les consommateurs devraient être libres d'utiliser à des fins personnelles tout contenu numérique qu'ils possèdent légitimement. Les libéraux ont cherché à faire adopter une loi efficace sur le droit d'auteur, incluant un paiement compensatoire pour la copie privée au lieu d'imposer de nouvelles taxes aux consommateurs.

Donner un nouvel essor au contenu local et à l'expression de l'identité culturelle du Canada grâce aux médias numériques. Le Canada numérique de demain devrait offrir aux Canadiens encore plus de possibilités de trouver dans les médias des histoires et des contenus canadiens. Les nouveaux médias devraient donner aux artistes canadiens de nouveaux moyens d'expression dynamiques et valorisants. Les radiodiffuseurs publics, Radio Canada et CBC, ont des rôles primordiaux à jouer dans la réalisation de ces objectifs.

Favoriser la concurrence dans un environnement commercial sain qui récompense l'innovation. Les consommateurs doivent pouvoir choisir parmi un éventail de services, et les fournisseurs qui investissent dans des services de pointe et la modernisation de l'infrastructure méritent d'en tirer un profit équitable.

Défendre le principe d'un Internet ouvert. L'Internet est aujourd'hui l'outil principal pour faire circuler librement les idées. Pour garantir qu'il facilite les échanges spontanés qui sont porteurs d'innovation, l'Internet doit demeurer le plus ouvert possible au Canada. La gestion du trafic Internet doit rester neutre, et le libre partage de technologies, d'idées et d'applications légitimes doit être maintenu. Il est également essentiel d'instaurer un système équitable et efficace afin que les petits fournisseurs de services Internet puissent louer l'infrastructure à large bande à des prix abordables.

Défendre le principe d'un gouvernement ouvert. Le gouvernement fédéral du Canada doit avoir recours sans réserve aux technologies de l'information et à la large diffusion de données pour améliorer les services fournis aux Canadiens et rendre l'administration publique plus transparente et plus imputable de ses dépenses. Mettre en ligne les données recueillies par Statistique Canada ainsi que d'autres informations gouvernementales – dans toute la mesure du possible et dans la limite autorisée par la loi, notamment en matière de protection des renseignements personnels – facilitera le renouvellement démocratique et contribuera à l'innovation et à la dissémination de connaissances.

Protection contre les menaces informatiques. L'ouverture et la transparence de l'Internet sont sources d'une innovation et d'une créativité sans limites, mais ces caractéristiques sont trop souvent exploitées par des criminels qui provoquent des bouleversements importants dans l'économie et dans nos vies personnelles, qui s'attaquent à nos enfants et qui vont même jusqu'à mettre la sécurité nationale en danger. Un gouvernement libéral donnera, par l'entremise de son initiative « Le Canada numérique », la priorité à la sécurité, en collaborant à cette fin avec le secteur privé et d'autres instances gouvernementales au pays et à l'étranger.

CHAPITRE DEUX

Les familles, les finances et l'avenir

Les familles de la classe moyenne sont la base de l'économie canadienne et de notre mode de vie. Grandes et petites, nucléaires, monoparentales et recons-tituées, provenant de tous les horizons culturels, les familles d'aujourd'hui sont diverses.

Aujourd'hui, de plus en plus de familles sont aux prises avec des pressions financières. Souvent, elles doivent s'occuper simultanément de leurs parents âgés et de leurs propres enfants. Elles aident les jeunes à payer leurs études collégiales ou universitaires tout en essayant d'épargner pour la retraite. La dette moyenne des ménages est plus élevée que jamais auparavant.

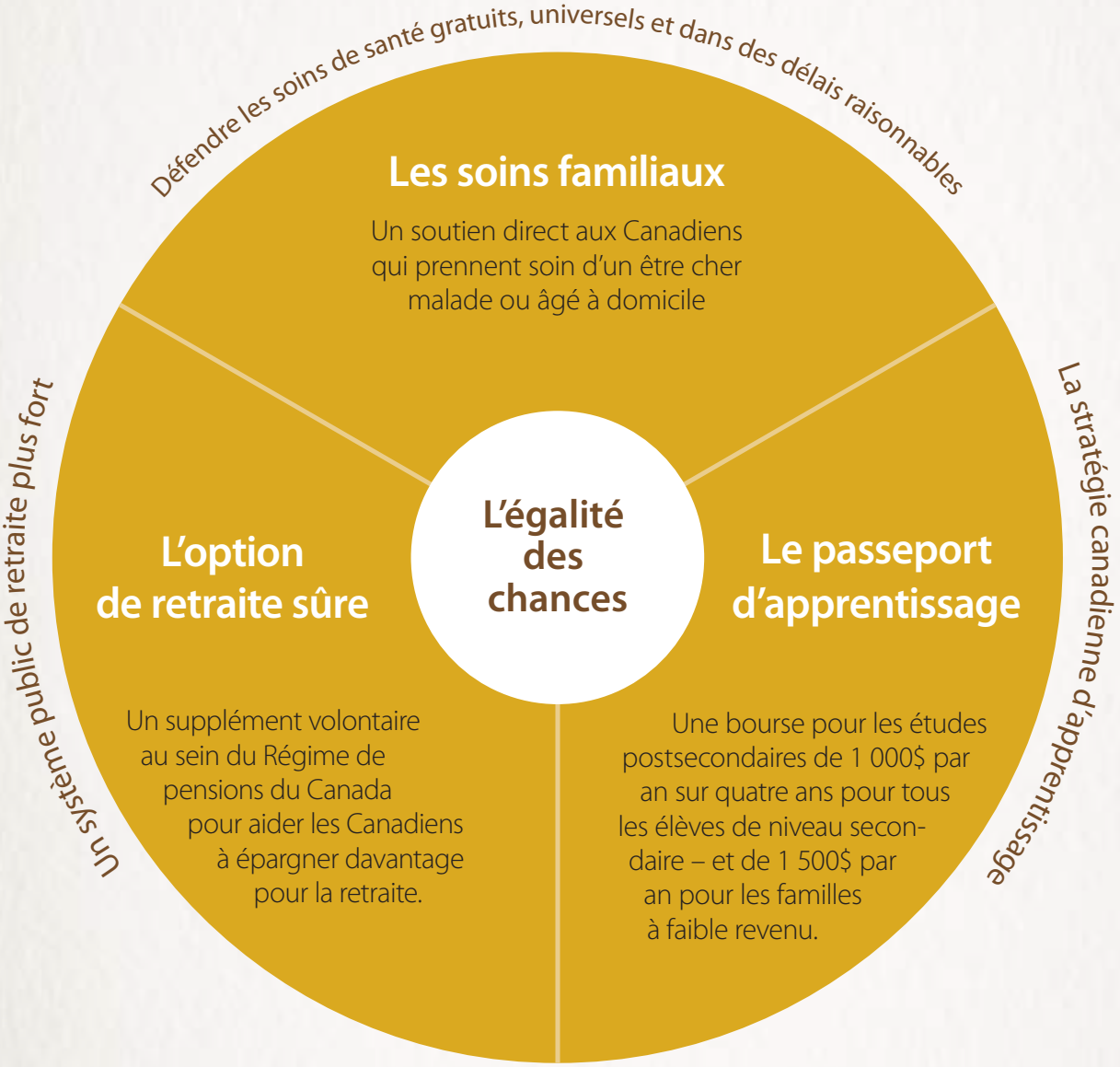
Ces pressions se trouvent exacerbées par la crainte de savoir si le système de santé pourra répondre à leurs besoins, le moment venu.

Les Canadiens veulent vivre dans une société qui fait preuve de compassion et possède une économie forte. Si les emplois de demain exigent des compétences et une formation toujours plus poussées, n'est-il pas logique d'aider les familles de la classe moyenne à faire face à la montée en flèche des frais associés aux études collégiales et universitaires? N'est-il pas logique de venir en aide aux familles qui prennent soin d'un parent âgé ou d'un être cher à domicile et qui ont peine à joindre les deux bouts?

À mesure que la population vieillit, les pressions auxquelles sont soumises les familles ne peuvent qu'augmenter. Elles veulent assumer leurs responsabilités, mais ne devraient pas avoir à le faire seules.

Quand les temps sont durs, nous devons particulièrement appuyer les familles et en faire une priorité à long terme.

Les familles, les finances et l'avenir



L'assainissement des finances publiques et les investissements intelligents pour les familles de la classe moyenne vont main dans la main. Ces deux mesures aident à bâtir une économie plus forte et à remettre l'égalité des chances au cœur de la vie au Canada.

La stratégie canadienne d'apprentissage

Aucun pays n'est à l'abri des pressions concurrentielles de l'économie mondiale, caractérisée par une demande croissante en matière de compétences, de savoir et d'innovation.

Pour que le Canada puisse conserver, voire rehausser, son niveau de vie et sa compétitivité dans les années à venir, l'apprentissage doit être une priorité pancanadienne.

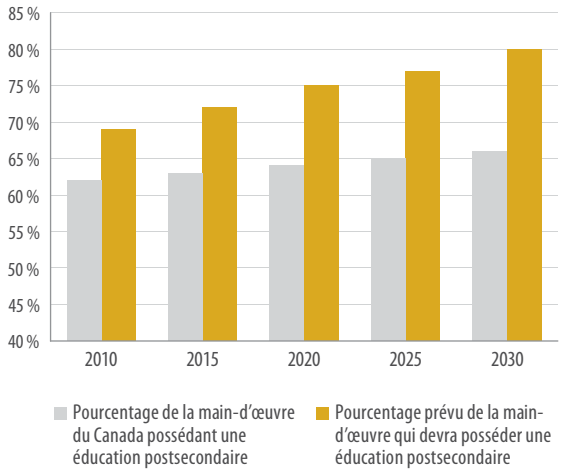
La stratégie inclura les initiatives suivantes :

- Le fonds pour l'apprentissage et les soins de la petite enfance
- Le passeport d'apprentissage
- L'apprentissage pour les Autochtones
- La formation linguistique pour les nouveaux Canadiens
- La prestation pour l'apprentissage des anciens combattants
- La dimension internationale de l'apprentissage au Canada

Un gouvernement libéral travaillera avec les syndicats, les employeurs et les autres gouvernements afin d'améliorer les programmes d'apprentis et l'acquisition de compétences pour les travailleurs canadiens.

En matière d'alphabétisation pour les adultes, où les gouvernements provinciaux et les agences locales détiennent l'expertise, un gouvernement libéral offrira son soutien par l'entremise de la stratégie canadienne d'apprentissage.

L'écart des compétences au Canada augmente

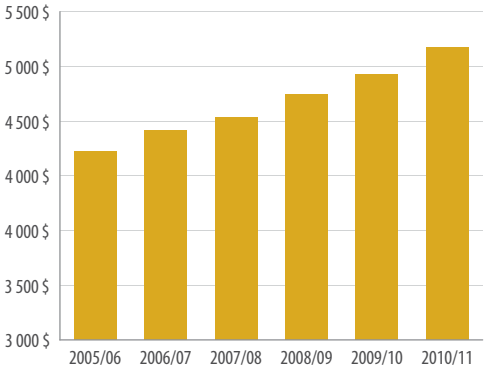


À moins d'agir, le Canada deviendra de plus en plus un pays qui a « des emplois sans travailleurs et des travailleurs sans emplois ». Autrement dit, nous aurons un grand nombre de travailleurs sans emploi ou sous-employés, mais aussi des centaines de milliers d'emplois que nous ne pourrons pas combler parce qu'un trop petit nombre de Canadiens posséderont les compétences et la formation nécessaires. D'ici 2017, les experts prévoient qu'il faudra faire passer de 60 à 73 pour cent le nombre de Canadiens possédant une éducation postsecondaire si le Canada veut faire face à cette demande de main-d'œuvre qualifiée. Toutefois, les écarts et les obstacles à l'apprentissage persistent et continuent de s'accroître à tous les niveaux.

Si les études postsecondaires prennent une importance toujours plus grande dans la réussite, elles coûtent aussi de plus en plus cher. Les frais de scolarité, qui dépassent en moyenne les 5 000 $ par année, ne sont plus à la portée de bien des familles de la classe moyenne.

Nous sommes aussi confrontés à un écart inacceptable en matière de scolarité selon les régions et les revenus, avec 60 pour cent des étudiants à faible revenu qui abandonnent l'école dans certaines communautés. L'écart de scolarité entre les jeunes en milieu rural et les jeunes en milieu urbain est considérable, et celui entre les Autochtones et les non-Autochtones est totalement inacceptable.

Les frais de scolarité universitaires ont augmenté de 20 % au cours des 5 dernières années



Un nombre trop élevé de parents à la recherche d'un service de garde éducatif pour leurs jeunes enfants ne parviennent pas à trouver de places de qualité et abordables à l'endroit et au moment propices. De même, les employeurs doivent offrir davantage d'occasions de formation pour aider les travailleurs canadiens à se perfectionner.

Les études démontrent que plus de 40 pour cent des adultes n'ont pas les compétences de base en alphabétisation pour pouvoir fonctionner efficacement dans l'économie moderne. Les nouveaux Canadiens sont souvent confrontés au défi particulier de maitriser l'une ou les deux langues officielles de notre pays.

Le défi de l'apprentissage existe pour tous les Canadiens et est fondamental si nous voulons faire de l'égalité des chances une réalité pour toutes les familles.

Les initiatives contenues dans la stratégie canadienne d'apprentissage se chiffrent à près de trois milliards de $ en nouveaux fonds au cours des deux premières années d'un gouvernement libéral, un investissement de taille pour l'avenir du Canada.

L'apprentissage et les soins de la petite enfance

Tous les enfants au Canada, sans distinction, ont droit au meilleur départ possible dans la vie et c'est pourquoi une stratégie exhaustive en matière d'apprentissage au Canada doit miser d'abord sur l'éducation de la petite enfance.

Nous avons déjà eu l'occasion de voir le leadership exercé par certaines provinces, tout particulièrement le Québec. Par contre, le manque de leadership du gouvernement fédéral a valu au Canada de recevoir une piètre note de la part d'institutions internationales, y compris l'OCDE et l'UNICEF, pour son manque de politique nationale coordonnée en matière d'éducation et de soins de la petite enfance. Entre-temps, les parents qui travaillent, en plus de subir toutes sortes de pressions, sont placés sur des listes d'attente en raison du nombre restreint de places existantes. L'attente dure parfois des années.

Un gouvernement libéral créera un **fonds pour l'apprentissage et les soins de la petite enfance** qui sera doté de 500 millions de $ la première année, puis ira en augmentant jusqu'à 1 milliard de $ annuellement la quatrième année.

Administré comme un nouveau fonds d'infrastructure sociale, ce programme acceptera les demandes adressées par les provinces et les territoires pour partager les coûts d'initiatives liées à l'apprentissage et aux soins de la petite enfance qui créent et mettent en œuvre de nouvelles places abordables, de qualité et avec un personnel professionnel qualifié.

L'objectif à long terme est la création de places de qualité et abordables pour toutes les familles canadiennes qui en désirent. Cependant, le gouvernement fédéral ne peut pas agir seul dans ce dossier. Cela demandera une collaboration soutenue entre tous les ordres de gouvernement. À mesure que la mise en œuvre du fonds contribuera à des investissements conjoints, un gouvernement libéral collaborera avec les autres gouvernements à l'élaboration de la recherche, des politiques et au partage des meilleures pratiques afin de développer le système qui permettra de concrétiser cet objectif à long terme. Ce plan appuiera l'innovation et les différentes approches au niveau provincial et communautaire.

Un gouvernement libéral mettra le Canada sur la voie du progrès en procédant étape par étape, année après année, pour améliorer l'accès à l'apprentissage et aux soins de la petite enfance. Grâce à cela, les familles canadiennes profiteront de services de meilleure qualité, attendront moins longtemps pour des places et verront leur pays s'engager sur la voie de l'apprentissage et de l'épanouissement de nos jeunes citoyens.

Le passeport canadien d'apprentissage

Les familles canadiennes sont prêtes à investir dans l'apprentissage. Cependant, face à la hausse continue des frais de scolarité – plus de 20 pour cent au cours des cinq dernières années – l'enseignement supérieur risque d'échapper à un trop grand nombre de familles canadiennes de la classe moyenne. Selon une étude du Groupe financier BMO en 2010, près des deux tiers des parents craignent de ne pas être en mesure de payer les études postsecondaires de leurs enfants. C'est une tendance troublante alors que les emplois de demain nécessitent de plus en plus des études collégiales ou universitaires.

C'est pourquoi la démarche du Canada dans ce domaine doit s'axer sur un objectif simple :

« Si vous avez les notes, vous pouvez y aller. »

Un gouvernement libéral instituera le **passeport canadien d'apprentissage**, un important stimulant financier pour les études supérieures qui sera livré directement aux familles. Il offrira 1 000$ par an pendant quatre ans à chaque élève de niveau secondaire au Canada pour leurs études au cégep, au collège ou à l'université. Dans le cas des familles à faible revenu, le paiement s'élèvera à 1 500$ par année, soit un montant additionnel de 6 000$.

Tout ce que les parents auront à faire sera d'ouvrir un régime enregistré d'épargne-études (REEE). Ils n'auront pas à y contribuer eux-mêmes afin de recevoir le passeport d'apprentissage.

Ce sera un nouvel investissement fédéral d'un milliard de $ par année.

Le REEE est le véhicule adéquat pour un nouvel investissement national dans le domaine de l'apprentissage. Il contient déjà des incitatifs pour que les familles épargnent ce qu'elles peuvent en prévision des études. Le passeport canadien d'apprentissage augmentera le taux de participation aux REEE, surtout auprès des familles qui ont de la difficulté à épargner. Il offrira aussi un incitatif additionnel de demeurer aux études, diminuant ainsi le taux de décrochage scolaire.

Un gouvernement libéral travaillera avec les institutions financières, les gouvernements provinciaux et territoriaux et d'autres partenaires afin d'inciter les parents à investir dans un REEE pour leurs enfants. Les activités de promotion et de sensibilisation relatives au passeport canadien d'apprentissage débuteront en bas âge, de façon à encourager les jeunes Canadiens à songer aux études postsecondaires et à bien s'y préparer. L'assurance d'un soutien financier aidera à valoriser l'éducation postsecondaire chez les familles qui, à l'heure actuelle, pensent qu'elles n'en ont pas les moyens. De plus, le passeport d'apprentissage sera encaissable partout au Canada, ce qui permettra aux étudiants de choisir l'établissement d'enseignement qui leur conviendra le mieux.

Une aide supplémentaire pour faire face au fardeau de la dette chez les étudiants passera par le Corps de service du Canada créé par le gouvernement libéral, qui offrira 1 500$ en effacement du prêt étudiant aux jeunes Canadiens qui feront du bénévolat.

Le passeport canadien d'apprentissage

Les sommes d'argent associées au passeport d'apprentissage seront données en versements annuels de 1 000$ ou 1 500$, au début de chaque année scolaire, au moment où les étudiants en ont le plus besoin. Une prestation plus modeste sera versée pour les études à temps partiel. Si le prestataire termine ses études avant le paiement complet de la prestation (par exemple à l'issue d'un programme collégial de deux ans), le solde restera dans le REEE et l'étudiant y aura accès plus tard pour d'autres études postsecondaires. Si le bénéficiaire du REEE ne s'inscrit pas au collège ou à l'université, alors les sommes d'argent qui restent dans le passeport ne seront pas déboursées et seront retournées dans les coffres du gouvernement.

Le passeport d'apprentissage simplifiera le système actuel de crédits d'impôt en mettant fin et en redéployant les modestes crédits d'impôt pour les manuels et les études (sauf pour les étudiants de deuxième et troisième cycles). Le crédit d'impôt pour frais de scolarité sera maintenu, tout comme le Programme canadien de prêts aux étudiants et le Programme canadien de bourses aux étudiants.

L'apprentissage pour les Autochtones

L'Accord de Kelowna a permis de jeter un nouveau jalon dans la relation entre les leaders fédéraux, provinciaux et autochtones basé sur le respect, l'engagement commun à l'équité et aux résultats. Beaucoup a changé depuis 2005, mais il n'est pas trop tard pour revenir aux leçons et à l'esprit du processus de Kelowna.

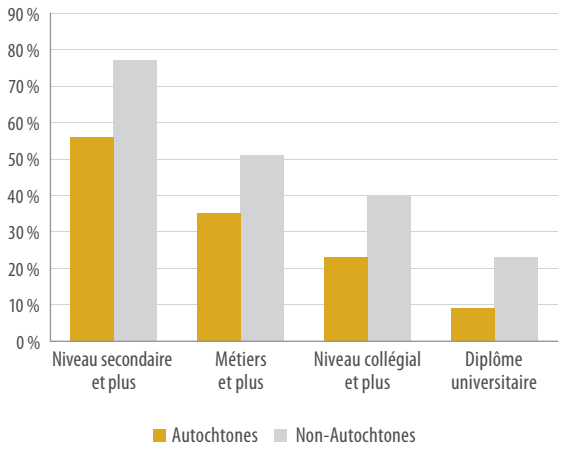
Les peuples autochtones agissent avec de grands espoirs et de grandes ambitions pour l'avenir. Le gouvernement fédéral doit les appuyer en étant un partenaire et les aider à accélérer le progrès dans différents domaines. L'éducation est à la base et doit être la priorité. Un gouvernement libéral travaillera avec les leaders autochtones pour s'assurer que les peuples autochtones ont des opportunités d'apprentissage de la même qualité que les autres Canadiens.

Avec une population qui augmente six fois plus vite que la moyenne nationale et un âge médian d'à peine 27 ans, le succès des peuples autochtones est crucial à la prospérité économique de notre pays. Pour eux, comme pour la plupart des Canadiens, l'apprentissage est la clé du succès.

Le taux de décrochage scolaire chez les élèves autochtones est deux fois plus élevé que la moyenne nationale. Même parmi ceux qui ont la possibilité de poursuivre des études postsecondaires, les taux de réussite sont bas.

Le sous-financement de l'éducation autochtone au Canada constitue l'un des facteurs déterminants de ces statistiques. Par exemple, la plupart des écoles dans les réserves financées par le gouvernement fédéral reçoivent beaucoup moins de financement par élève, comparativement aux écoles dans les réseaux provinciaux. De plus, le financement fédéral pour l'enseignement postsecondaire pour les Autochtones est plafonné à 2 % par année, même si les frais de scolarité augmentent à deux fois ce rythme.

L'écart d'apprentissage chez les peuples autochtones



Un gouvernement libéral investira 200 millions de $ supplémentaires dès les deux premières années de son mandat afin d'**élever ce plafond sur le financement de l'enseignement postsecondaire**. Conformément avec l'approche préconisée par le passeport d'apprentissage, en collaboration avec les leaders autochtones, nous tenterons de trouver des moyens pour venir en aide plus directement aux étudiants et à leur famille. Un des objectifs clés sera d'assurer une plus grande rétention des étudiants autochtones dans les établissements canadiens d'enseignement supérieur.

L'Université des Premières nations du Canada

Relever les défis liés à l'éducation de la maternelle à la 12e année est encore plus fondamental. Un gouvernement libéral travaillera avec les leaders autochtones pour **remédier au manque de financement à moyen terme**, en investissant 300 millions de $ en nouveaux fonds dans la deuxième année de son mandat. Nous appuierons les efforts pour améliorer l'administration des écoles.

L'**Université des Premières nations en Saskatchewan**, un établissement clé, sera à nouveau financée sous un nouveau gouvernement libéral. Nous créerons aussi un programme de **Bourses Métis Canada** grâce à un investissement annuel de 5 millions de $ pour les étudiants métis.

Un gouvernement libéral créera le **Bureau du Vérificateur général des Premières nations** dans le but de mesurer les progrès, d'inventorier les pratiques exemplaires et d'assurer l'imputabilité des comptes.

La prestation pour l'apprentissage des anciens combattants

Un gouvernement libéral mettra sur pied la **prestation pour l'apprentissage des anciens combattants**, qui couvrira tous les coûts associés au collège, à l'université ou à la formation technique (jusqu'à 4 ans) pour les vétérans des Forces canadiennes qui ont complété leur service.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le Canada et les États-Unis ont déboursé tous les coûts liés aux études postsecondaires pour les anciens combattants. Même si le *GI Bill* est encore en vigueur aux États-Unis, il n'existe aucun programme équivalent au Canada. Il est temps que nous en fassions davantage.

En plus d'honorer les anciens combattants, l'aide fournie pour les études postsecondaires contribuera à l'atteinte d'autres objectifs importants. Elle stimulera le recrutement, au moment où les Forces ont de la difficulté à enrôler suffisamment de candidats dans plusieurs catégories professionnelles, notamment dans les secteurs hautement spécialisés ou techniques. Par ailleurs, l'aide aux études facilitera la réinsertion du personnel des Forces canadiennes au sein de la société et de la population active. L'idée présente des avantages à la fois pour les personnes concernées et pour l'économie canadienne axée sur le savoir et les compétences.

Si l'on se fie aux projections actuelles portant sur les taux d'attrition et les besoins des Forces, et si l'on suppose un haut taux de participation au programme, cela représente un investissement évalué à 120 millions de $ pour l'apprentissage des anciens combattants au cours des deux premières années d'un gouvernement libéral.

Une formation linguistique accrue pour les nouveaux Canadiens

Aux prises avec une population vieillissante et un taux de natalité décroissant, le Canada aura besoin de davantage d'immigrants pour maintenir sa croissance démographique et pour combler ses besoins en main d'œuvre.

Malheureusement, les immigrants réussissent moins bien que les citoyens canadiens nés ici, un écart qui s'est accentué au cours des trente dernières années. Les études nous ont démontré à maintes reprises que l'incapacité pour les immigrants de fonctionner dans l'une ou l'autre des langues officielles du pays est un obstacle majeur à leur succès au travail et dans leur communauté. De plus, les compétences linguistiques ont une influence positive sur les salaires des individus et sur la productivité au sein de notre économie.

Seulement environ 25 pour cent des gens qui arrivent au pays reçoivent une formation linguistique financée par le gouvernement fédéral. Malgré cela, le gouvernement Harper a réduit son engagement dans ce domaine crucial en ne déboursant pas les fonds alloués et même en sabrant dans les fonds prévus pour la formation linguistique de base. Les règles font aussi partie du problème puisque les nouveaux arrivants n'ont plus accès à la formation linguistique dès le moment où ils deviennent citoyens canadiens.

Les libéraux croient qu'il est dans l'intérêt de tous que les nouveaux Canadiens réussissent dans le marché du travail et qu'ils participent pleinement au sein de leur communauté. À travers la stratégie canadienne d'apprentissage, un gouvernement libéral augmentera de manière significative les fonds alloués afin d'**améliorer et** d'**élargir les programmes de formation linguistique**, pour atteindre une majoration de 100 millions de $ annuellement dans un horizon de 4 ans.

Nous élargirons également les critères d'admissibilité afin d'inclure les citoyens qui ne sont pas nés au Canada et qui ont besoin d'améliorer leur niveau de langue anglaise et française. Nous travaillerons avec nos partenaires pour rendre la formation linguistique plus accessible et mieux diffuser l'information auprès des participants potentiels afin d'en augmenter le nombre.

La dimension internationale de l'apprentissage au Canada

Il est dans l'intérêt du Canada d'attirer les meilleurs étudiants étrangers, surtout ceux qui proviennent des puissances économiques émergentes, et de maintenir leurs liens avec le Canada une fois leurs études terminées. Nous voulons aussi soutenir les initiatives qui permettent aux étudiants canadiens d'aller étudier et faire du bénévolat outre-mer.

Dans le monde de plus en plus interdépendant dans lequel nous vivons, l'entreprenariat et l'innovation dans tous les domaines seront nourris par le flux d'idées auquel seront soumis d'une part les étudiants canadiens qui iront étudier à l'étranger et d'autre part les étudiants étrangers qui découvrent notre pays, notre culture, notre économie et notre système d'éducation postsecondaire.

Nous tirerons davantage de notre réputation pour notre ouverture, notre multiculturalisme et notre excellence en éducation, en faisant de l'apprentissage une composante majeure d'une nouvelle initiative de « *branding* » du Canada.

Soins familiaux : aider les Canadiens qui prennent soin de leurs proches

À un moment donné, presque chaque famille aura à relever le défi de la maladie d'un être cher, que ce soit un parent vieillissant, un jeune enfant, un époux ou un partenaire.

Les familles canadiennes assument la responsabilité de prendre soin de leurs proches, et elles méritent un gouvernement qui les soutient. Un gouvernement libéral améliorera le sort des familles en les aidant à assumer les dépenses reliées aux soins des êtres chers malades ou vieillissants.

Pour le Canada, il est logique sur le plan économique d'appuyer les familles. De nombreux aidants naturels sont obligés de choisir entre demeurer sur le marché du travail et prendre soin de leurs proches. Le Canada doit tenir compte des répercussions qu'entraîne le vieillissement de la population sur sa productivité. Faciliter la tâche des aidants naturels afin qu'ils puissent concilier le travail et les soins les aidera. Nous vivons à une époque difficile au niveau économique, ce qui veut dire que les gouvernements – et les Canadiens – doivent faire des choix. Nous choisissons d'aider les familles canadiennes.

Aujourd'hui, 2,7 millions de Canadiens prennent soin de personnes âgées. Les aidants naturels sont responsables de 80 pour cent des soins à domicile, dispensant chaque année plus de 9 milliards de $ en soins non rémunérés.

- Plus de 40 pour cent des aidants naturels ont recours à leur épargne personnelle pour joindre les deux bouts.
- Le quart des aidants naturels s'absentent du travail pendant au moins un mois pour fournir des soins.

- 65 pour cent des aidants naturels disposent d'un revenu familial inférieur à 45 000$.
- Les trois quarts des aidants naturels sont des femmes, plus susceptibles d'avoir des salaires inférieurs, moins d'épargnes et des responsabilités accrues pour la garde des enfants.

Le plan libéral pour les soins familiaux

Afin d'améliorer les soins offerts à nos êtres chers qui sont malades, sans égard à leur âge, et afin de reconnaître l'importante contribution des aidants naturels, un gouvernement libéral investira 1 milliard de $ annuellement dans un nouveau **Plan pour les soins familiaux**. Ce plan permettra d'amenuiser les pressions économiques sur plusieurs centaines de milliers de familles canadiennes qui peinent à joindre les deux bouts.

Le plan libéral pour les soins familiaux instaurera :

1) Une nouvelle prestation d'assurance-emploi de six mois pour les soins familiaux afin de permettre à plus de Canadiens de prendre congé et de prendre soin de leurs êtres chers gravement malades sans avoir à quitter leur emploi;
2) Une nouvelle prestation fiscale pour les soins familiaux, basée sur le modèle de la prestation fiscale pour enfants, afin de venir en aide aux aidants naturels à faible ou moyen revenu qui prodiguent des soins essentiels à un membre de la famille à domicile.

La nouvelle prestation d'assurance-emploi de six mois pour les soins familiaux vous permettra de prendre six mois de congé de votre travail pour prendre soin d'un membre de votre famille qui est malade.

Une nouvelle prestation d'assurance-emploi de six mois pour les soins familiaux. Le régime d'assurance-emploi prévoit des prestations de compassion aux Canadiens qui doivent s'absenter de leur travail afin de prendre soin et de venir en aide à un membre de leur famille atteint d'une maladie grave. En vertu du programme actuel, un aidant naturel ne peut recevoir des prestations d'assurance-emploi que pendant six semaines et, conformément aux règles d'admissibilité, doit abdiquer tout espoir en obtenant la confirmation d'un médecin que le membre de sa famille est « gravement malade et qu'il y a un risque élevé que l'être cher décède au cours des 26 prochaines semaines. » Un gouvernement libéral remplacera la prestation de compassion de six semaines par une nouvelle prestation d'assurance-emploi de six mois pour les soins familiaux.

Le nouveau programme comporte des exigences d'admissibilité plus humaines, par exemple en modifiant la nature du billet médical requis. Nous accroîtrons également la souplesse du programme en permettant que les six mois soient répartis en blocs sur une période d'un an et en autorisant les membres de la famille à partager les six mois pour prodiguer des soins. La nouvelle prestation d'assurance-emploi pour les soins familiaux coûtera 250 millions de $ par année et elle appuiera quelques 30 000 aidants naturels. Un gouvernement libéral ne majorera pas les cotisations d'assurance-emploi pour financer cette mesure.

Une nouvelle prestation fiscale pour les soins familiaux. Bien des aidants naturels ne versent actuellement pas de cotisations au régime d'assurance-emploi et ne sont donc pas admissibles à l'actuelle prestation de compassion. Ce groupe comprend des travailleurs autonomes, des retraités et des gens qui ont dû quitter leur emploi pour prendre soin d'un membre de leur famille qui est malade. De plus, le crédit d'impôt actuel pour les aidants naturels se limite aux personnes qui s'occupent d'un membre de leur famille vivant sous le même toit, et ne profite pas à de nombreux Canadiens qui n'ont pas un revenu suffisamment élevé.

Un gouvernement libéral mettra en place une nouvelle prestation fiscale pour les soins familiaux afin de soutenir les aidants naturels à faible ou moyen revenu, peu importe leur situation d'emploi. Pour aider les Canadiens à assumer le coût des soins prodigués à des membres de leur famille vivant à la maison, cette nouvelle prestation prendra la forme d'un versement mensuel non imposable d'une valeur maximale de 1 350 $ par année.

Cette nouvelle prestation sera appliquée de la même façon que la prestation fiscale canadienne pour enfants et elle sera offerte à tous les aidants naturels dont le revenu familial est inférieur à 106 000$ qui produiront un certificat médical confirmant qu'un membre malade de leur famille requiert d'importants soins et de l'aide pour exécuter les tâches courantes de la vie. Les familles ayant des enfants malades qui rencontrent les critères seront également admissibles.

La nouvelle prestation fiscale pour les soins familiaux aidera près de 600 000 aidants naturels au coût de 750 millions de $ par année.

Renforcer le régime public de retraite pour les travailleurs canadiens

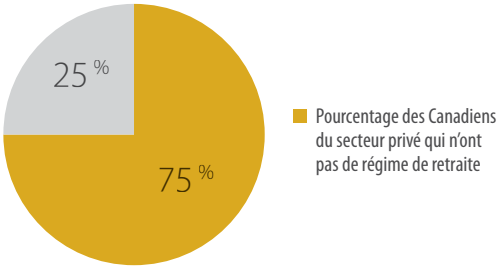
Les Canadiens qui travaillent toute leur vie afin de subvenir aux besoins de leur famille méritent une retraite sûre et confortable.

Malheureusement, de moins en moins de Canadiens ont accès à un régime de retraite de qualité parrainé par leur employeur. De fait, en 2008, 75 pour cent de tous les employés du secteur privé n'avaient pas de régime enregistré de retraite. Entre-temps, le niveau de cotisations à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) n'a pas augmenté au cours de la dernière décennie et seulement un contribuable sur quatre verse une cotisation à un REER. Pis encore, bien des REER exigent des frais annuels de 2 % ou plus sur l'actif. Les coûts, les risques et la complexité des REER découragent plusieurs Canadiens d'utiliser cette méthode d'épargne pour la retraite.

Grâce au travail du gouvernement libéral dans les années 1990, les assises du Régime de pensions du Canada (RPC) et du programme de Sécurité de la vieillesse (SV) sont solides. Cependant, pour bien des aînés, ces deux pièces maîtresses de notre régime de retraite constituent la seule source de revenus.

Le gouvernement Harper a refusé de bonifier le RPC, même s'il a laissé flotter l'idée plusieurs mois. Il a plutôt opté pour une option du secteur privé qui ne ferait presque rien de plus que les REER. Même si le secteur financier a un rôle important à jouer pour les investisseurs qui peuvent se permettre les frais et assumer les risques, une option du secteur privé à elle seule ne sera pas adéquate. L'approche de M. Harper est certes bien vue sur Bay Street, mais ne satisfait pas aux besoins des familles canadiennes.

La plupart des employés du secteur privé n'ont pas de régime de retraite



Un régime de retraite solide doit être offert à tous les Canadiens, plutôt qu'être un luxe réservé à quelques privilégiés. La manière la plus fiable et abordable d'y arriver est de renforcer le Régime de pensions du Canada qui a si bien servi les Canadiens. Le RPC offre d'énormes avantages aux employeurs et aux employés en évitant les risques, la complexité et les frais administratifs qui trop souvent drainent les épargnes de retraite gérées par le secteur privé.

Un gouvernement libéral travaillera avec les provinces et les territoires pour bonifier le Régime de pensions du Canada de deux façons complémentaires. Nous appuierons une **augmentation graduelle des prestations déterminées par le RPC de base** afin d'améliorer la sécurité de retraite de tous les Canadiens. De plus, un gouvernement libéral proposera un nouveau supplément volontaire au RPC, l'**option de retraite sûre** (ORS).

L'ORS sera offerte à tout travailleur canadien qui le souhaite et sera aussi souple que possible. L'adhésion à l'ORS sera complètement volontaire et les Canadiens pourraient économiser entre 5 à 10 % de plus de leur salaire dans un fonds de retraite sûr et appuyé par le RPC. Ce serait une option pour les millions de Canadiens qui ne peuvent se permettre ni les risques, ni les coûts des marchés boursiers ou des REER.

Les engagements libéraux en matière de pensions

- ✓ Une augmentation graduelle du Régime de pensions du Canada
- ✓ L'option de retraite sûre, un supplément volontaire au Régime de pensions du Canada
- ✓ Protection des prestations d'invalidité de longue durée en cas de faillite
- ✓ Une agence protégeant les pensions de retraite d'entreprises en faillite

Les cotisations au compte ORS seraient assujetties aux mêmes limites que les contributions au REER, afin d'éviter que les mieux nantis puissent se soustraire à l'impôt de façon inéquitable.

Les employeurs auraient aussi la possibilité de contribuer au compte ORS de leurs employés, ce qui constituerait un avantage notamment pour les petites et moyennes entreprises pour

lesquelles il serait autrement trop onéreux de mettre sur pied un régime de retraite. Grâce à l'effet de levier du RPC, les employeurs de toutes les tailles auraient accès à un important fonds commun dont les frais administratifs et les risques seraient bas.

L'ORS serait aussi entièrement transférable, ce qui permettrait aux travailleurs de continuer à y verser des cotisations même s'ils changent d'un employeur à l'autre.

Un gouvernement libéral mettra en œuvre cette approche novatrice pour la sécurité de retraite en travaillant de concert avec les gouvernements provinciaux et territoriaux. Il est en effet nécessaire d'obtenir l'engagement de ces derniers pour changer le RPC et le Régime de rentes du Québec.

Un gouvernement libéral prendra des mesures supplémentaires pour veiller à ce que le Régime de pensions du Canada protège les personnes les plus vulnérables de notre société. Nous ferons en sorte que les bénéficiaires de **prestations d'invalidité de longue durée** puissent bénéficier d'une protection étendue au cas où l'entreprise offrant le régime ferait faillite. Nous créerons aussi une **agence protégeant les pensions de retraite d'entreprises en faillite**. Cette agence offrira aux employés dont l'entreprise a fait faillite l'option de transférer leurs pensions au RPC afin de faire fructifier leurs actifs de retraite avec un régime qui est sûr au lieu de les laisser dans un fonds à faible rendement.

L'option de retraite sûre

Cette nouvelle option publique, dans le cadre du RPC, changera la donne pour ceux et celles qui n'ont pas de plan de pension. Elle leur permettrait d'éviter les risques, la complexité et les frais administratifs cachés qui caractérisent les REER. Par exemple, un ménage de deux personnes avec un revenu combiné qui commence à 35 000$ par année et qui augmente jusqu'à 65 000$ au fil du temps aura besoin d'une pension annuelle de 14 000$ en plus du RPC et de la SV pour obtenir une pension équivalant à 60 pour cent de leur revenu à l'âge de la retraite. Un taux de contribution de 6 pour cent de la paie brute à un compte ORS permettrait à ce ménage d'atteindre ce but. Les travailleurs participants qui cotisent davantage ou qui travaillent pour un employeur qui en fait de même bénéficieraient d'une retraite encore plus généreuse.

Soutenir les aînés à faible revenu

La pension de la sécurité de la vieillesse et le supplément de revenu garanti (SRG) fournissent aux aînés à faible revenu une prestation pleinement indexée qui garantit un niveau minimal de revenu tout au long des années de retraite. Toutefois, un nombre croissant d'entre eux sont aux prises avec la pauvreté. Un gouvernement libéral, et en fait la plupart des Canadiens, ne peuvent accepter cette situation sans que rien ne soit fait pour y remédier.

Dans leur budget électoral qui a été rejeté, les conservateurs de Harper ont pris une mesure modeste et décevante, mais un gouvernement libéral ira bien plus loin. Nous bonifierons la prestation SRG de 700 millions de $ par an pour les aînés à faible revenu, renforçant ainsi un outil important en vue d'éliminer la pauvreté chez les aînés, surtout chez les femmes âgées et les aînés handicapés.

La santé et les soins de santé : à la table pour le Canada

L'élection en cours pose une question simple : à qui faites-vous confiance pour parler au nom du Canada au moment où des décisions cruciales se prennent sur l'avenir de notre système de soins de santé?

Ce sont les gouvernements libéraux qui ont mis en place l'assurance-maladie universelle et qui ont voté la Loi canadienne sur la santé. Un nouveau gouvernement libéral offrira un engagement robuste et renouvelé. Pour les libéraux, comme pour la plupart des Canadiens, l'accès universel à des soins de qualité au moment opportun, sans égard ni à la capacité de payer, ni à la province de résidence, fait partie de ce qui définit le Canada. Cette prémisse se trouve au cœur des valeurs canadiennes et des réalisations libérales. Sous un leadership libéral, le gouvernement redeviendra un partenaire sérieux dans la santé et les soins de santé.

Les Canadiens se préoccupent de plus en plus de la viabilité du système et de la qualité des services que nous obtenons pour l'argent qui y est investi. Les difficultés économiques poussent certains à offrir de fausses solutions. Un ticket modérateur, par exemple, pourrait faire en sorte que les soins de santé soient plus dispendieux pour tous les Canadiens. Des personnes malades qui renoncent à obtenir des soins quand elles en ont besoin pourraient voir leur état s'aggraver et devoir nécessiter des interventions encore plus coûteuses ultérieurement.

Le gouvernement fédéral joue un important rôle dans les soins de santé sur le plan du financement, de la recherche et de l'information, de la promotion de la santé publique, de la réglementation des médicaments, de la poursuite d'objectifs et de principes pancanadiens, ainsi que de la livraison des services pour les Autochtones et les anciens combattants. Le gouvernement fédéral est aussi en mesure de travailler avec les provinces pour promouvoir l'innovation et rendre disponibles les meilleures pratiques élaborées au Canada et à l'étranger.

Ce qui importe le plus est la façon dont un gouvernement libéral voudra bâtir sur le bilan de ses réalisations antérieures. Nous parlerons au nom du Canada en fonction de quatre objectifs :

1) **alléger les pressions que subissent les familles canadiennes**, particulièrement celles qui doivent prendre soin d'un être cher à domicile;

2) réaliser des améliorations mesurables et à long terme en ce qui a trait aux **résultats en matière de santé**;

3) **améliorer la qualité** du système de soins de santé;

4) **maîtriser les coûts** à long terme.

Parler au nom du Canada se révèle être d'une grande importance dans l'atteinte de ces objectifs car aucun gouvernement ne peut à lui seul être aussi efficace que s'il collabore véritablement avec les autres gouvernements et avec les parties intéressées. Nous mettrons de l'avant ces objectifs avec les nouvelles initiatives suivantes :

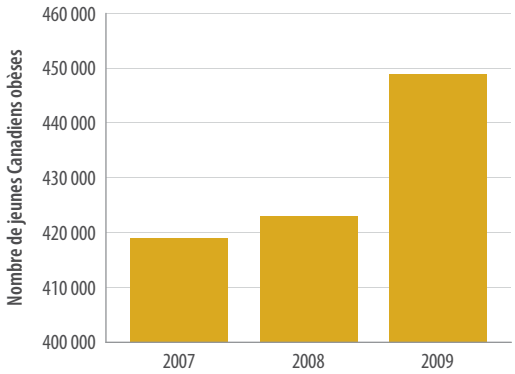
- le plan libéral sur les **soins familiaux** : soutenir les Canadiens qui prennent soin d'un être cher à domicile;
- investir dans **la promotion de la santé, le sport et une politique alimentaire nationale**;
- lancer une **stratégie canadienne sur la santé du cerveau**;
- collaborer avec les provinces et les professionnels de la santé en matière de **qualité et** d'**innovation**;
- mettre en œuvre de nouvelles mesures pour améliorer **les soins de santé en milieu rural**;
- combler les écarts dans la couverture des médicaments sur ordonnance et s'attaquer au coût élevé des médicaments en général.

La promotion de la santé, le sport et la politique alimentaire nationale

Un grand nombre de moyens pour améliorer la qualité de vie de tous les Canadiens se trouvent dans des solutions qui n'ont rien à voir avec les hôpitaux ou les cabinets de médecin. Il en résulterait des économies de plusieurs milliards de dollars en coûts liés aux soins de santé.

Depuis 1979, le taux d'obésité a triplé chez les enfants et les adolescents au Canada. Qui plus est, l'obésité durant l'enfance et l'adolescence perdure de plus en plus à l'âge adulte. Selon les estimations, les coûts directs et indirects liés au traitement de l'obésité s'élèveraient à 4,3 milliards de $.

Le taux d'obésité augmente chez les jeunes Canadiens



À lui seul, ce problème pourrait être réduit substantiellement par des modes de vie qui incorporent une meilleure alimentation et de l'exercice physique.

Pour ces raisons, un gouvernement libéral mettra en œuvre une nouvelle **stratégie canadienne de promotion de la santé**. Nous rehausserons le soutien au sport et à la vie active, et nous améliorerons l'éducation et la promotion de saines habitudes alimentaires. Nous collaborerons avec le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada pour fixer des objectifs nationaux visant l'activité physique dans les écoles primaires et secondaires.

Un gouvernement libéral fera appel aux athlètes de haut calibre afin qu'ils servent de modèles pour les jeunes Canadiens. Et pour veiller à ce qu'il y ait une prochaine génération d'athlètes olympiques pour inspirer tous les jeunes du Canada, un gouvernement libéral s'engagera à assurer un financement stable et soutenu de l'initiative « À nous le podium » et à Sport Canada. Nos athlètes ont été une source d'inspiration pour tout le pays durant les Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver, et un gouvernement libéral les appuiera dans les prochaines manifestations sportives internationales.

Au cœur de cet engagement à assurer un pays sûr et en santé se trouve la première **politique alimentaire nationale**, qui prévoit une série exhaustive de mesures conçues pour atteindre un objectif simple, mais puissant, soit celui d'accroître la part d'aliments sains en provenance du Canada qui se retrouvent dans l'assiette des Canadiens. Ces mesures comprennent :

- un nouveau programme baptisé « **Des choix sains** » pour informer la population canadienne des bonnes habitudes alimentaires, du fonctionnement du système alimentaire et de la façon de limiter les risques à la salubrité des aliments;
- une nouvelle **réglementation progressiste sur l'étiquetage** qui renseigne de manière claire et simple sur la valeur nutritive des aliments, qui améliore la réglementation des nouvelles allégations relatives à la santé, et qui clarifie la mention « Produit du Canada »;
- de nouvelles **réglementations fermes relatives aux gras trans et au sel**;
- la somme de 40 millions de $ sur quatre ans pour mettre en œuvre un nouveau programme « **Bon départ** » afin d'aider 250 000 enfants de familles à faible revenu à avoir accès à des aliments sains produits localement, en partenariat avec les provinces, les territoires et les organismes non gouvernementaux. Un gouvernement libéral s'engagera aussi à maintenir le Programme canadien de nutrition prénatale (PCNP) et le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones (PAPA);
- la somme de 80 millions de $ sur quatre ans pour créer un **Fonds d'achat local**, qui fera la promotion des aliments de qualité produits par des agriculteurs locaux et qui soutiendra un **Programme de développement des marchés de producteurs** pour promouvoir les marchés de produits locaux et en accroître le nombre, le tout en collaboration avec les provinces et les territoires;

- un **examen en profondeur de l'Agence canadienne d'inspection des aliments** (ACIA), de Santé Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) pour veiller à ce que le système assurant la salubrité des aliments au Canada soit coordonné de manière efficace afin de minimiser les risques et de garantir la salubrité des aliments à la population canadienne;
- la somme supplémentaire de 50 millions de $ sur quatre ans pour **améliorer l'inspection des aliments** assurée par l'ACIA et pour veiller à ce que les mêmes normes de salubrité des aliments exigées des producteurs canadiens soient aussi imposées aux aliments importés au Canada.

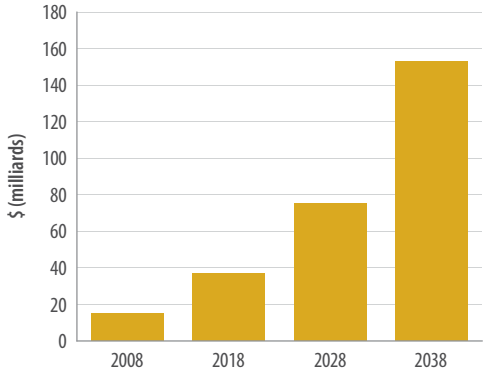
La stratégie canadienne sur la santé du cerveau

En 2008, un nouveau cas de démence était diagnostiqué toutes les cinq minutes au Canada. En 2039, il y en aura un à toutes les deux minutes. La maladie d'Alzheimer affecte à elle seule 500 000 Canadiens et coûte 15 milliards de $ par année, en plus des dommages émotifs qu'elle crée chez les aidants naturels et les proches.

Ce « raz-de-marée » touche les familles canadiennes de tous les horizons et la tendance continuera à aller en s'accroissant. Les répercussions de cette maladie, en termes de perte de productivité, sont déjà considérables, tant pour les familles que pour l'économie canadienne.

Un gouvernement libéral consultera les provinces, les acteurs clés et les spécialistes en vue de mettre en place une **stratégie canadienne sur la santé du cerveau** dès la première année de son mandat. Cette stratégie, qui aura pour objectif principal d'aider les familles canadiennes à mieux faire face au défi, englobera la maladie d'Alzheimer, la sclérose en plaques et la maladie de Parkinson. Cette stratégie comprendra les éléments suivants :

Les coûts reliés à la maladie d'Alzheimer et la démence augmentent en flèche



Sensibilisation, éducation et prévention. Nous élaborerons une campagne de sensibilisation publique pour favoriser la santé du cerveau tout au long de la vie, y compris pour mieux comprendre comment une bonne alimentation, l'exercice physique et l'exercice mental peuvent ralentir le déclin des facultés. Les efforts de sensibilisation serviront aussi à lutter contre les préjugés sociaux liés aux maladies du cerveau.

Recherche. La somme de 100 millions de $ sera investie dans la stratégie canadienne sur la santé du cerveau au cours des deux premières années du mandat d'un gouvernement libéral en vue d'appuyer la recherche pour trouver de nouveaux traitements et thérapies visant les troubles neurologiques et psychiatriques, et d'accélérer les percées au niveau de la compréhension, du traitement et de la prévention des maladies du cerveau. Ces nouveaux investissements fédéraux seront acheminés à travers les principaux organismes de recherche nationaux.

Sécurité du revenu. Nous procéderons à un examen en vue de déterminer les mesures nécessaires pour éviter que les troubles cérébraux n'entraînent les patients et les familles dans la pauvreté. Le plan libéral pour les soins familiaux aidera, mais il faudra sûrement faire plus à long terme pour aider le nombre grandissant de familles canadiennes affectées.

Traitement et soutien intégrés. Nous diffuserons le savoir et les pratiques exemplaires en vue d'améliorer la qualité des traitements et du soutien pour les patients et les familles aux prises avec des troubles cérébraux.

Prévention de la discrimination génétique. De nos jours, même les personnes ne présentant aucun symptôme peuvent se voir refuser une assurance-vie, une assurance-hypothèque, une assurance-invalidité ou encore un emploi à cause des résultats de tests génétiques montrant des risques de troubles futurs. Un gouvernement libéral mettra en place des mesures, y compris d'éventuelles modifications législatives, pour prévenir ce genre de discrimination.

Une collaboration pancanadienne pour l'amélioration de la qualité, de l'innovation et des pratiques exemplaires

Les provinces prennent des mesures pour assurer la qualité et la sécurité des services au niveau de la prestation de soins de santé. Des innovations réussies dans les domaines de la gestion et de la prestation de services ne sont que rarement partagées. Le travail entrepris par les organisations provinciales et nationales vouées à l'amélioration de la qualité de divers services n'a pas encore donné tous les résultats escomptés à l'échelle du pays.

Fait de façon systématique et à large échelle, le partage de pratiques exemplaires et l'adoption de méthodes efficaces utilisées par d'autres gouvernements réduiront les coûts et amélioreront la qualité des soins.

Le gouvernement fédéral est bien placé pour faire la promotion de l'amélioration de la qualité, des pratiques exemplaires et de l'innovation. Cette action doit être nationale, et un gouvernement libéral en fera de nouveau une priorité. Le gouvernement fédéral a mis en place des outils utiles, y compris l'Institut canadien d'information sur la santé, l'Institut canadien pour la sécurité des patients et l'Inforoute Santé du Canada, qui desservent tous les gouvernements. Ces organismes sont des éléments essentiels au progrès. Le gouvernement fédéral doit faire de l'amélioration de la qualité un objectif prioritaire, particulièrement en ce qui a trait à la santé des Autochtones.

Les soins de santé en milieu rural

Les Canadiens vivant en milieu rural sont depuis longtemps pénalisés par un niveau de services de soins de santé qui n'est pas équivalent à celui offert dans les centres urbains. Cet écart ne changera pas du jour au lendemain, mais un gouvernement libéral s'engage à travailler de concert avec les provinces, les territoires et les professionnels de la santé pour trouver des solutions. Parmi les mesures proposées, nous offrirons un incitatif aux médecins, aux infirmières et aux infirmières praticiennes pour aller travailler dans des communautés mal desservies.

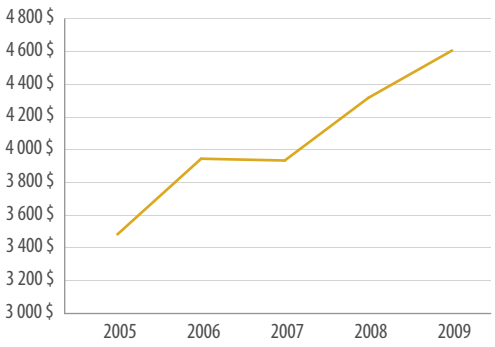
Une meilleure couverture des médicaments sur ordonnance partout au Canada

Les soins prodigués aux patients dans les hôpitaux ne représentent qu'un volet du traitement. Les produits pharmaceutiques continuent de jouer un rôle prépondérant dans le traitement des patients. Or, les médicaments dispensés à l'hôpital sont couverts par notre système de santé, mais ce n'est pas le cas pour les médicaments prescrits à l'extérieur des hôpitaux.

Chaque province et territoire compose à sa façon avec la montée du coût des produits pharmaceutiques. Cette réalité rend la qualité des soins tributaire de votre code postal. Plus de 3,5 millions de Canadiens ont une couverture des médicaments inadéquate ou sont sans couverture.

Un gouvernement libéral collaborera avec les provinces et les territoires afin que tous les Canadiens où qu'ils soient au pays, puissent bénéficier d'un régime de remboursement des médicaments sur ordonnance contre les maladies comme le cancer, le diabète ou l'arthrite. Le prix de ces médicaments peut être catastrophique sur le plan financier pour les familles canadiennes.

Les Canadiens dépensent davantage pour les médicaments sur ordonnance



Augmentation des frais pour médicaments sur ordonnance non couverts des familles canadiennes (2005-09)

Un gouvernement libéral étudiera aussi les façons de réduire le coût des médicaments sur ordonnance pour le système de santé, notamment en aidant les provinces et territoires à acheter davantage en gros.

Les décisions à prendre

Au moment où l'Accord fédéral-provincial-territorial sur la santé s'apprête à venir à échéance en 2014, une nouvelle entente de financement doit être une priorité pour le prochain gouvernement. Les impacts sur les Canadiens sont incommensurables, mais le gouvernement Harper a démontré peu d'intérêt.

Par contraste, un gouvernement libéral sera à la table de discussions pour les Canadiens. Nous aborderons les négociations dans un esprit de collaboration et nous serons animés par les objectifs sur la santé contenus dans cette plate-forme : alléger les pressions que subissent les familles canadiennes, améliorer les résultats et les services offerts à la population canadienne et maîtriser les coûts à long terme.

Deux autres secteurs spécifiques seront aussi des priorités pour un gouvernement libéral : les services de soins à domicile et la couverture des médicaments. Avec un nombre croissant de patients pris en charge à la maison plutôt qu'à l'hôpital, nous travaillerons en collaboration avec les provinces et les territoires afin d'assurer que les Canadiens des différentes régions du pays n'aient pas à subir de grandes variations quant à la couverture des médicaments et aux soins à domicile, incluant des secteurs prioritaires tels que la santé mentale et les soins palliatifs.

Le gouvernement du Canada contribue substantiellement au financement de la santé par les transferts aux provinces en espèces et en points d'impôt. Tous les gouvernements doivent mieux rendre compte à la population canadienne de leurs résultats, de l'optimisation des ressources et de la qualité des services de santé rendus partout au pays. S'il est vrai que les provinces et les territoires sont confrontés à la montée en flèche des coûts, il est loin d'être clair que la solution passe uniquement par l'injection de fonds supplémentaires. Il est essentiel de tirer le maximum de profit des fonds substantiels qui sont déjà investis dans le système. En partageant plus efficacement l'information sur les meilleures pratiques au niveau de la gestion et de l'innovation, tant au plan national qu'international, il sera plus facile de contenir les coûts et d'améliorer les services offerts aux Canadiens.

Le Canada a déjà été considéré comme ayant l'un des meilleurs systèmes de santé du monde. Pour que cela redevienne une réalité, le gouvernement fédéral doit renouveler son engagement et être un bon partenaire avec les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que les autres leaders dans le secteur de la santé.

CANADA

CHAPITRE TROIS

Des ressources propres, un environnement sain et l'économie de demain

Dans les sociétés prospères de demain, les niveaux de vie les plus élevés seront atteints grâce à un haut taux de croissance ***et*** à un environnement sain. Les économies les plus dynamiques seront les plus propres. « Éconergétiques » et « éco-efficaces » seront synonymes de « compétitifs ».

Le monde est en pleine transition.

Dans les pays où l'on fait preuve d'un leadership intelligent – dans les secteurs public et privé ainsi que dans la société civile – les meilleurs cerveaux, les bonnes politiques publiques et les investissements stratégiques sont la clé d'un avenir où la prospérité économique et la responsabilité environnementale se renforcent mutuellement.

Au fil des générations, les Canadiens sont devenus les experts mondiaux du développement des ressources naturelles, de l'énergie, de l'agriculture, de la foresterie, des mines et des pêches. Notre défi consiste désormais à tirer parti de cette expérience pour répondre aux exigences des marchés mondiaux de demain et pour mieux gérer notre empreinte écologique tant à l'échelle nationale et internationale qu'à l'échelle locale et régionale.

Si les gouvernements, les entreprises, les familles et les citoyens font chacun leur part, le Canada pourra prospérer pendant cette importante transition. De nombreux Canadiens tracent déjà la voie. C'est maintenant au tour du gouvernement fédéral d'en faire autant.

Le crédit d'impôt pour la rénovation écologique

Un nouveau gouvernement libéral mettre en œuvre le crédit d'impôt pour la rénovation écologique afin de rénover plus d'un million de résidences d'ici 2017.

Des ressources propres, un environnement sain et l'économie de demain

Notre monde est au milieu d'une grande transition – vers une économie à haut rendement et faibles émissions en carbone. Pour demeurer compétitifs et garder les emplois bien rémunérés au Canada, nous devons bien réussir cette transition.

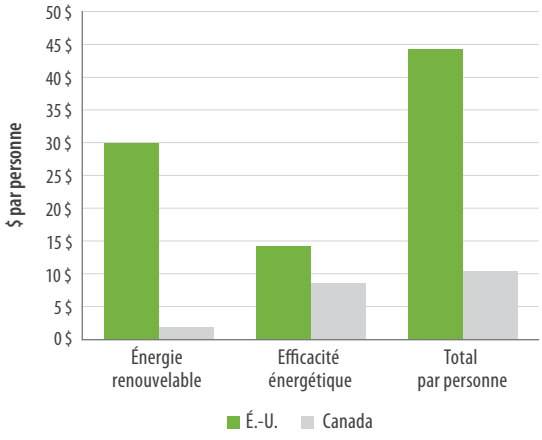
Les pays qui agissent maintenant en matière de technologies propres et qui sont plus responsables sur le plan de la protection de l'environnement prennent de l'avance pour assurer les emplois de l'avenir. Dans les sociétés dynamiques de demain, les ressources propres et la gestion saine des ressources naturelles seront gages de prospérité.

Nombreux sont ceux du secteur privé, de la société civile et des gouvernements provinciaux et locaux qui tracent la voie.

Les familles canadiennes souhaitent aussi contribuer à un environnement sain et un mode de vie prospère. Mais l'absence de leadership du gouvernement dans ce dossier est claire.

Sur la scène internationale, le gouvernement Harper a mis le Canada dans l'embarras en entravant les négociations sur les changements climatiques. En fait, jusqu'à récemment, Stephen Harper s'est montré ouvertement sceptique en ce qui a trait à la recherche scientifique sur les changements climatiques, la qualifiant de « complot socialiste ».

Les investissements dans l'énergie propre tirent de l'arrière face aux É.-U.



Les montagnes vues à partir de la région du lac Minnewanka au parc national de Banff en Alberta, Canada.

Entretemps, les émissions du Canada ne cessent d'augmenter, aucun plan n'a encore été mis en place et la réputation du Canada est en lambeaux.

Alors même que les entrepreneurs, les provinces canadiennes, les États-Unis et plusieurs autres pays prennent des mesures importantes pour développer l'énergie renouvelable et créer une économie à faibles émissions de carbone, le gouvernement Harper est singulièrement absent du dossier énergétique.

Un gouvernement libéral fera preuve du leadership nécessaire afin d'assurer une transition réussie vers l'économie prospère et propre de demain, par l'entremise de mesures visant quatre principaux volets : devenir un leader mondial en matière de **ressources propres**, établir un nouveau **partenariat canadien pour l'énergie propre**, agir dans le dossier des **changements climatiques** et faire la gestion saine de notre **milieu naturel**.

Un leader mondial en matière de ressources propres

Le Canada possède en abondance des ressources naturelles qui sont en demande sur les marchés mondiaux : le pétrole, le gaz naturel, la potasse, le fer, le nickel, le zinc, le cuivre, l'or, le plomb et l'uranium. Notre pays est l'un des cinq premiers pays exportateurs d'aliments et possède d'importantes ressources liées à la pêche et à la forêt qui ont constitué le pilier de l'économie canadienne pendant plusieurs décennies. À titre de gardien de l'une des plus importantes réserves d'eau douce au monde, nous sommes bien placés pour continuer à développer et à exporter les prochaines générations de technologies et d'expertise en matière d'utilisation efficace et de conservation de l'eau. Des décennies d'expérience et d'investissements dans les secteurs de l'hydroélectricité et de l'énergie nucléaire contribuent grandement à la base des connaissances et aux occasions futures du Canada.

Au fur et à mesure que les marchés mondiaux imposeront des normes plus rigoureuses en matière de gestion saine des ressources naturelles, d'efficacité énergétique et de responsabilité sociale des entreprises, le Canada pourra montrer la voie aux autres pays. Sous un gouvernement libéral, c'est précisément ce que nous ferons en nous taillant une réputation comme **leader mondial en matière de ressources propres**. Ceci signifie à la fois exporter des produits à base de ressources naturelles qui ont été extraites et transformées en perturbant le moins possible l'environnement, et transmettre à d'autres marchés le savoir, les technologies et l'expertise nécessaires à la gestion, à la transformation et à la consommation responsables des ressources naturelles.

Voilà pourquoi un gouvernement libéral fera des ressources propres l'un des trois « secteurs champions du Canada » de sa stratégie sur l'innovation, notamment grâce à de nouveaux incitatifs fiscaux pour les jeunes entreprises innovantes.

Les ressources propres peuvent être un moteur de l'innovation et de l'entrepreneuriat, assurant ainsi le succès du Canada au niveau du commerce international tout en favorisant notre transition vers l'économie de demain fondée sur l'efficacité et de faibles émissions de carbone.

Le partenariat canadien pour l'énergie propre

L'énergie est le point de convergence de certains des plus importants défis qui façonnent l'avenir du Canada : la compétitivité économique, la responsabilité environnementale, la lutte contre les changements climatiques, le coût de la vie des ménages et notre contribution sur la scène internationale.

Les provinces utilisent chacune leurs propres combinaisons de sources d'énergie; l'exportation et l'importation de ces sources d'énergie jouent un rôle important dans leurs économies respectives. Cependant, il existe des enjeux et des défis communs, ainsi que d'excellentes occasions à saisir. Un processus de collaboration pancanadien pour relever ces défis communs est essentiel à la transition à long terme vers l'économie de demain fondée sur l'énergie propre et efficace.

Un gouvernement libéral lancera le **partenariat canadien pour l'énergie propre** et invitera les gouvernements provinciaux et territoriaux, le secteur privé et les parties intéressées à collaborer pour réaliser les cinq objectifs nationaux suivants :

- gérer la transition à long terme vers l'économie de demain fondée sur de faibles émissions en carbone;
- aider les familles à améliorer leur efficacité énergétique et leur efforts de conservation de l'énergie;
- encourager les entreprises canadiennes à devenir plus concurrentielles en améliorant leur efficacité énergétique;
- créer des emplois associés aux technologies propres ici au Canada; et
- faire notre part dans la lutte mondiale contre les changements climatiques.

La conservation de l'énergie : le crédit d'impôt pour la rénovation écologique

Une grande partie de la solution canadienne en matière d'énergie propre consiste à mettre en œuvre des mesures énergétiques pratiques qui entraîneront des économies pour les familles.

Aux États-Unis, l'administration Obama dépense deux fois plus par habitant que le Canada sur des mesures d'efficacité énergétique et 18 fois plus par habitant sur les technologies propres. De son côté, le gouvernement Harper a laissé expirer un ensemble de programmes d'énergie propre d'une valeur de plusieurs milliards de dollars. Dans son budget électoral qui a été rejeté, le gouvernement Harper a temporairement renouvelé le programme écoÉNERGIE Rénovation pour un an.

Un gouvernement libéral investira 400 millions de $ pour un nouveau **crédit d'impôt pour la rénovation écologique** visant les rénovations résidentielles qui permettent aux familles d'économiser et d'aider l'environnement.

Les Canadiens qui procéderont à ce type de rénovations (installation de fenêtres neuves, de nouvelles portes ou d'un nouveau toit) pourront réclamer un crédit d'impôt allant jusqu'à 13 500 $. Un gouvernement libéral couvrira également 50 pour cent des frais de l'évaluation énergétique effectuée avant les rénovations. Ce crédit d'impôt permanent et remboursable sera plus facile et coûtera moins cher à administrer que le programme temporaire de subventions. Il sera aussi plus généreux pour plusieurs types de projets et favorisera la croissance de petites entreprises en efficacité énergétique.

Économiser de l'argent et aider l'environnement

Le nouveau crédit d'impôt pour la rénovation écologique vous permettra de bénéficier d'un crédit d'impôt allant jusqu'à 13 500$ pour des rénovations qui rendront votre résidence plus écologique.

Les familles canadiennes souhaitent contribuer à un environnement sain et à la lutte contre les changements climatiques. Elles méritent un gouvernement qui les aidera à concrétiser leurs bonnes idées. Les propriétaires qui ont amélioré l'efficacité énergétique de leur résidence économisent en moyenne 500 $ par année en coûts d'énergie. Grâce à l'efficacité énergétique, les finances familiales et l'environnement se portent mieux d'année en année. Nous aiderons les familles canadiennes à défrayer les coûts initiaux pour des rénovations écologiques à plus d'un million de résidences d'ici 2017.

Des mesures telles que le crédit d'impôt pour la rénovation écologique aideront les familles à posséder un niveau de vie élevé tout en réduisant leur impact environnemental.

L'énergie renouvelable

Les libéraux s'engagent à **quadrupler la production d'énergie renouvelable du Canada** par rapport au niveau de 2009 d'ici 2017 pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de façon importante et créer des emplois dans le secteur de l'énergie propre.

Pour nous aider à atteindre cet objectif, nous ressusciterons le programme Encouragement à la production d'énergie renouvelable (EPER), un programme très efficace qui a été supprimé par les conservateurs de Harper. Ce programme incitera les producteurs d'énergie renouvelable à accélérer le développement de technologies commercialisables axées sur des sources telles que le soleil, le vent, les marées et la biomasse. Parallèlement aux initiatives provinciales et à un plan canadien sur la lutte contre les changements climatiques dont il est question plus loin dans ce chapitre, un investissement d'un milliard de $ dans le programme EPER augmentera les sources d'énergie renouvelable du Canada à 10 pour cent de notre production énergétique globale d'ici 2017.

L'énergie renouvelable doit occuper une place grandissante au sein des sources d'approvisionnement d'énergie du Canada. Un gouvernement libéral travaillera à réaliser cet objectif. Le Canada doit agir sur tous les fronts – produire plus d'énergie renouvelable et réduire l'empreinte écologique et les émissions de carbone liées à l'exploitation et à la consommation d'énergie fossile.

L'exploitation moins polluante des sables bitumineux

L'exploitation des sables bitumineux doit devenir plus durable étant donné que cette ressource majeure continuera de contribuer à la prospérité du Canada.

Dans le cadre du partenariat canadien pour l'énergie propre, un gouvernement libéral travaillera à :

- accélérer le développement et **le déploiement de technologies** qui réduiront tous les impacts environnementaux, y compris l'empreinte carbone, de l'exploitation des sables bitumineux avec pour objectif d'éliminer l'écart de 15 pour cent qui existe avec les hydrocarbures traditionnels;
- augmenter la rigueur avec laquelle le gouvernement fédéral s'acquitte de ses **responsabilités liées à la règlementation** de l'exploitation des sables bitumineux; et
- améliorer **la base de connaissances** sur laquelle doit s'appuyer une règlementation responsable en investissant davantage dans la recherche scientifique et la surveillance relatives à l'exploitation des sables bitumineux.

L'objectif fondamental de ces mesures, bien sûr, est d'exploiter les sables bitumineux de façon moins polluante et « plus ordonnée », comme le préconise l'ancien Premier ministre de l'Alberta, Peter Lougheed. L'industrie des sables bitumineux tente d'améliorer l'image qu'on a d'elle aux États-Unis et dans le monde. Ceci est aussi problématique pour le Canada. La meilleure façon d'améliorer cette image est d'accélérer la réduction de l'impact environnemental de l'exploitation des sables bitumineux. Tout progrès réalisé dans ce dossier aidera le Canada à lutter contre les changements climatiques et à bien gérer notre eau, notre terre et notre faune.

Pour encourager une exploitation moins polluante des sables bitumineux, un gouvernement libéral **mettra immédiatement fin à l'allègement fiscal important qui profite à l'industrie**. Le gouvernement Harper élimine progressivement d'ici 2015 la déduction pour amortissement accéléré pour les investissements dans les sables bitumineux. Des mesures plus décisives produiront des revenus d'État de près de 500 millions de $ au cours des deux prochaines années. Nous réserverons ces fonds pour deux objectifs. Nous investirons dans: des nouvelles mesures incitatives pour encourager les investissements ciblant les technologies émergentes qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre et les autres impacts environnementaux de l'exploitation des sables bitumineux. Nous investirons aussi dans la recherche scientifique et la surveillance des impacts environnementaux de l'exploitation des sables bitumineux afin d'acquérir les connaissances qui permettront de mieux informer l'acquittement des responsabilités fédérales en matière de règlementation.

Le gouvernement Harper s'est engagé à « éliminer progressivement et à rationaliser » les subventions à l'exploitation des hydrocarbures, tout comme les autres membres du G20 réunis au sommet des chefs qui s'est déroulé à Pittsburgh en 2009.

Cependant, aucune mesure n'a été prise au Canada et l'initiative n'a même pas été mentionnée dans le communiqué final diffusé lors du sommet du G20 suivant, qui a eu lieu en juin 2010 sous la présidence de Stephen Harper. Dans son approche équilibrée à l'exploitation des sables bitumineux, un gouvernement libéral prendra au sérieux cette obligation internationale.

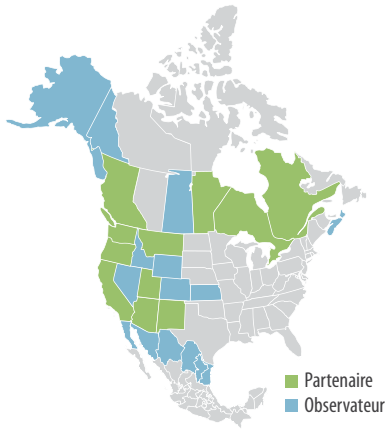
Agir contre les changements climatiques au Canada et à l'étranger

Les conservateurs de Stephen Harper ont promis de fixer le prix du carbone lors de la dernière élection fédérale, mais ils n'ont pas tenu cette promesse. Après cinq ans et quatre ministres de l'Environnement, ils ne se sont toujours pas penchés sur la question des émissions de gaz du Canada et n'ont pas bâti l'économie éconergétique de demain. L'industrie canadienne cherche la clarté et appuie de façon générale une approche de réduction des émissions axée sur le marché.

Un gouvernement libéral mettra sur pied un système de plafonnement et d'échanges - un mécanisme qui établira un plafond des émissions totales de gaz à effet de serre provenant des grandes installations industrielles et qui vendra aux enchères des permis d'émission aux entreprises qui pourront ensuite s'échanger ces permis entre elles en conformité avec la loi.

L'Europe a déjà adopté un système de plafonnement et d'échanges. Au Canada, face à l'inertie du gouvernement Harper, la Colombie-Britannique, le Manitoba, l'Ontario et le Québec se sont joints à des états américains pour mettre en place d'ici 2015 un système de plafonnement et d'échanges dans le cadre de la Western Climate Initiative (WCI).

De concert avec les provinces, un gouvernement libéral mettra sur pied un système qui s'appliquera à tous les secteurs de l'économie, sans exception, et qui sera équitable pour toutes les régions du pays.



Western Climate Initiative

Un gouvernement libéral collaborera aussi de façon responsable avec d'autres pays et des organismes multilatéraux afin d'assurer l'adoption d'une entente internationale sur les changements climatiques qui soit musclée et fondée sur la science.

Les libéraux se sont engagés à une cible de réduction à long terme des émissions de 80 pour cent d'ici 2050 par rapport à leur niveau de 1990. Nous avons aussi pressé le gouvernement Harper d'appuyer une entente internationale ambitieuse qui maintiendrait la hausse globale des températures sous la barre de 2°C. Par son obstruction gênante à la conférence de Copenhague et son invisibilité un an plus tard à Cancun, le gouvernement conservateur a démontré qu'il n'a nullement l'intention d'aider à conclure une nouvelle entente internationale.

Nous continuerons à progresser vers notre cible de réduction à long terme des émissions et nous demanderons à un organisme consultatif indépendant, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, de recommander des cibles à moyen terme réalisables qui seront basées sur des études scientifiques.

Au lieu d'attendre le signal du Congrès américain pour agir, comme l'a fait le gouvernement Harper, un gouvernement libéral engagerait des pourparlers avec des interlocuteurs au sein de l'administration américaine et du Congrès sur des questions clés telles que le prix du carbone, la recherche et le développement liés aux normes et aux règlements, les technologies axées sur l'énergie propre, le développement coopératif du réseau électrique et les transports. Plutôt que de faire comme le gouvernement Harper et laisser la politique énergétique et environnementale canadienne entre les mains du Congrès, un gouvernement libéral agira dans l'intérêt des Canadiens.

La gestion saine de notre environnement naturel

Parcs et aires protégées

En dépit de notre relation profonde avec la nature, le Canada tire de l'arrière à l'échelle internationale en ce qui concerne la protection écologique. Le Canada se classe au 16e rang des pays de l'OCDE pour la superficie de nos aires protégées. En fait, moins de 10 pour cent de nos terres et bien moins qu'un pour cent de nos territoires marins font l'objet de mesures de protection.

Le Canada ne déploie pas suffisamment d'efforts pour protéger sa biodiversité et pour assurer la préservation de ses écosystèmes fragiles pour des générations à venir.

Un gouvernement libéral s'alliera aux provinces, aux territoires, aux Premières nations et aux groupes voués à la conservation pour protéger davantage d'aires naturelles intactes du Canada. Il privilégiera une approche de conservation axée sur les écosystèmes en vertu de laquelle les parcs nationaux, les parcs provinciaux et les autres aires protégées, dont des parties de notre forêt boréale, seront reliés au moyen « d'écocorridors » protégés qui permettront aux espèces de se déplacer entre ces aires protégées.

La stratégie canadienne sur l'eau douce

Le Canada a sur son territoire six des dix plus grands plans d'eau douce au monde et sept pour cent des réserves d'eau douce renouvelables de la planète, un trésor national que nous devons conserver. Nous ne pouvons pas tenir nos ressources en eau pour acquises, d'autant que la pollution, la surexploitation, les changements climatiques et la croissance de la population dans certaines régions mettent à risque la qualité et la disponibilité de l'eau.

Un gouvernement libéral travaillera avec les provinces, les municipalités et les parties intéressées pour élaborer une nouvelle **stratégie canadienne sur l'eau douce**, la première politique fédérale d'ensemble dans ce domaine en plus de vingt ans. Elle s'attaquera aux défis grandissants que sont la contamination des eaux souterraines, le besoin de nouvelles mesures pour combattre la sècheresse et les inondations, ainsi que l'utilisation plus efficace de l'eau. Le but ultime de cette stratégie sera de conserver les réserves d'eau douce du Canada pour les générations à venir. Cela comprendra la protection de nos ressources en eau contre l'exportation en vrac.

Un gouvernement libéral appuiera aussi les efforts d'assainissement des importants bassins hydrographiques en injectant 100 millions de $ par année qui augmentera jusqu'à 125 millions de $ dans :

- la restauration des zones dégradées et menacées des régions des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent;
- les efforts d'assainissement du Lac Winnipeg qui contient des niveaux trop élevés de phosphore et d'azote; et;
- les études et les efforts qui ont pour but de protéger les écosystèmes d'eau douce contre les espèces envahissantes telles que la moule zébrée.

Gestion des océans canadiens

Le littoral canadien est le plus long au monde. Nos eaux des océans Pacifique, Atlantique et Arctique abritent certains des écosystèmes marins les plus riches de la planète.

L'industrie de la pêche continuera d'être un élément clé du secteur des ressources naturelles du Canada. Toutefois, la reconstitution des stocks et la volatilité des marchés constituent un double défi qui a amplifié les pressions financières sur les collectivités côtières. L'engagement envers la gestion durable et responsable des stocks demeure fort au sein de l'industrie et un gouvernement libéral agira en tant que partenaire. Nous travaillerons de concert avec l'industrie pour aborder une vaste gamme de mesures, dont la rationalisation de la flotte et la création de programmes de retrait de permis de **pêche dans les secteurs en crise**, d'incitation à la retraite des travailleurs âgés et de rééducation professionnelle des travailleurs. La capacité de pêche doit mieux refléter les ressources disponibles et certains travailleurs ont besoin d'une aide plus efficace pour effectuer la transition vers de nouvelles occasions d'emploi. Un gouvernement libéral reconnaîtra également l'importance fondamentale du **saumon du Pacific** dans l'économie, les cultures et le mode de vie de la côte Ouest du Canada et s'assurera que sa conservation soit la priorité dans les questions portant sur les pêches dans ce coin du pays.

Moins d'un pour cent du territoire marin du Canada est protégé. En Australie et aux États-Unis, les zones marines protégées sont respectivement 32 et 16 fois plus grandes. En vertu de la Convention sur la diversité biologique, le Canada s'est engagé à établir d'ici 2012 un réseau de zones marines protégées qui couvrira 10 pour cent de son territoire marin. Malheureusement, nous sommes encore très loin d'atteindre cet objectif.

Un gouvernement libéral **élargira le réseau de zones marines protégées du Canada** et veillera à ce qu'il soit assorti d'une approche de gestion des océans plus efficace. En consultation avec les communautés côtières, les Premières nations, les gouvernements provinciaux, les entreprises touristiques, les industries océaniques et les autres intervenants, nous conviendrons des meilleures façons de réduire les facteurs de risque qui menacent la santé des océans. Afin de conserver nos territoires marins et de soutenir notre économie océanique, nous ferons avancer le dossier de la mise en œuvre intégrée de la gestion et du zonage des océans avec la même rigueur qui s'applique à l'aménagement du territoire canadien.

En attribuant des utilisations spécifiques aux zones marines, nous diminuerons le risque de conflit entre utilisateurs et nous atténuerons l'incidence cumulative des activités humaines tout en dotant l'industrie d'un cadre règlementaire mieux défini. La promotion d'une approche intégrée face au zonage des océans sera une pierre angulaire de la gestion durable des océans qui, en bout de ligne, permettra à l'industrie canadienne des pêches d'accéder au marché grandissant des fruits de mer éco-certifiés.

Un plan d'urgence de calibre mondial en cas de déversement pétrolier

Le gouvernement Harper n'a pas pu assurer aux Canadiens que les capacités d'intervention du gouvernement fédéral suffiraient à la tâche si un désastre comparable à celui entraîné par l'explosion d'une plateforme pétrolière dans le golfe du Mexique devait se produire en eaux canadiennes.

Un gouvernement libéral procédera avec ses homologues provinciaux et territoriaux à une **étude indépendante des capacités du Canada en matière d'intervention et de prévention des déversements pétroliers en haute mer**, notamment en ce qui a trait aux cadres législatifs et règlementaires ainsi qu'aux capacités et aux pratiques actuellement en place. Une fois l'étude complétée, un gouvernement libéral élaborera un **plan d'urgence de calibre mondial en cas de déversement pétrolier** afin de veiller à ce que les meilleures mesures d'urgence et de sécurité soient intégrées aux coûts de fonctionnement des pétrolières.

Dans l'éventualité d'un déversement pétrolier, les seuils absolus de responsabilité des entreprises sont actuellement de 30 ou 40 millions de $ selon l'organisme de réglementation qui régit leur exploitation. Seules les entreprises reconnues coupables de négligence par un tribunal ont à payer plus. Étant donné les milliards de dollars que coûtera le nettoyage du golfe du Mexique, un gouvernement libéral établira de **nouveaux seuils de responsabilité** pour que les contribuables n'aient pas à défrayer la note en cas de déversements importants.

En cas de déversements majeurs, les pêcheurs, les entreprises touristiques, les communautés côtières et les autres intervenants doivent être compensés adéquatement, sans avoir à recourir pendant des années aux tribunaux. Les nouveaux seuils de responsabilité tiendront compte des indemnités à verser en cas de perte de revenus ainsi que le coût des activités de nettoyage, sans pour autant être à ce point prohibitifs qu'ils entravent le fonctionnement des entreprises d'exploitation pétrolière et gazière.

Mettre fin à l'octroi de nouveaux permis d'exploration pétrolière dans les eaux arctiques

Aucune technologie existante ne permettrait de nettoyer un déversement de pétrole sous les glaces de l'Arctique. Il y a deux ans, le gouvernement Harper a accéléré l'octroi de permis d'exploration à BP et Imperial Oil dans la mer de Beaufort, et ce, en sachant qu'il était impossible de protéger cette zone écologiquement sensible advenant un déversement majeur.

Compte tenu de l'incertitude entourant la technologie, un gouvernement libéral mettra **fin à l'octroi de nouveaux permis d'exploration pétrolière dans les eaux arctiques du Canada** en attendant qu'une étude indépendante soit menée sur les risques qui y sont associés.

Une plus grande collaboration entre un réseau de gouvernements et de peuples autochtones est la clé de la stratégie libérale dans l'Arctique et de la politique étrangère libérale. Un gouvernement libéral mènera des initiatives de coopération à l'échelle internationale sur les enjeux dans l'Arctique tels que les changements climatiques, la gestion des ressources naturelles, le développement responsable des ressources et les futures voies de transport commercial dans le passage du Nord-Ouest. Nous créerons et consoliderons des institutions multilatérales pour favoriser la coopération en matière de gestion des ressources naturelles, de développement économique et social, de transport, de recherche et sauvetage ainsi que de sécurité. Les priorités comprendraient un projet de cartographie conjointe des territoires et des plans d'eau de l'Arctique qui aidera à identifier les territoires, les pêches, la faune et les sites sacrés des peuples autochtones protégés par la communauté internationale.

Officialiser le moratoire existant sur le passage de pétroliers transportant du brut au large de la Colombie-Britannique

En 1972, le gouvernement libéral a imposé un moratoire sur le passage de pétroliers transportant du brut dans les eaux côtières du nord de la Colombie-Britannique.

Ouvrir toute la côte de la Colombie-Britannique au passage de pétroliers transportant du brut augmenterait le risque d'un déversement majeur, mettant en danger la faune, la flore et la subsistance des douzaines de communautés qui vivent à proximité de l'océan. Pour prévenir un déversement dans l'écosystème fragile des eaux de la côte nord du Pacifique, un gouvernement libéral **officialisera**, soit en légiférant, en réglementant ou une combinaison des deux, **le moratoire** sur le passage de pétroliers transportant du brut dans ces eaux, y compris dans l'entrée Dixon, le détroit d'Hécate et celui de la Reine-Charlotte.

CHAPITRE QUATRE

Rassembler les Canadiens

Un premier ministre responsable doit être imputable face aux Canadiens pour l'ensemble des décisions de son gouvernement. Mais, les libéraux croient que la responsabilité du Premier ministre est d'abord et avant tout de rassembler les Canadiens.

Les gouvernements libéraux ont toujours mis l'accent sur ce que les Canadiens ont en commun et sur ce que nous pouvons accomplir en tant que pays.

C'est ce genre de leadership dont nous avons de nouveau besoin. Plus que jamais, nous devons travailler à combler les écarts qui nous séparent et favoriser la contribution de chacun à renforcer nos communautés et faire du Canada un meilleur pays.

Le Canada n'est pas un pays égoïste qui manque d'ambition. Nous sommes un pays bilingue, une société multiculturelle et novatrice, fier de notre héritage, de nos communautés, de nos provinces, de nos villes et de notre diversité culturelle. Notre diversité nous rend plus forts. Nous attendons de nos dirigeants qu'ils reflètent le meilleur de nous-mêmes et qu'ils s'en inspirent.

Les Canadiens attachent beaucoup d'importance à l'égalité – l'égalité entre les citoyens, entre les hommes et les femmes, entre les Autochtones et les non-Autochtones, entre le Nord et le Sud, entre les régions rurales et urbaines et entre les personnes ayant un handicap et leurs concitoyens. L'égalité est le fondement de la Charte canadienne des droits et libertés. En présence d'un écart entre l'idéal et la pratique, nous travaillons à le réduire. Nous sommes tous dans le même bateau.

Nos institutions démocratiques nous ont bien servis et nous nous attendons à ce que nos représentants les traitent avec respect. Le fédéralisme canadien a évolué en fonction de nouvelles réalités et nous a permis de concilier nos identités multiples autour d'objectifs communs. Tout en préservant ce qu'il y a de meilleur dans nos institutions, nous devons aussi faire preuve d'ouverture face aux changements qui nous permettront de mieux nous adapter aux réalités d'un monde en rapide évolution.

Rassembler les Canadiens

Les politiques qui sèment la division ont diminué notre pays. C'est le moment ensemble de combler les écarts, de renouveler notre démocratie et de renforcer nos communautés.

Des communautés plus fortes et sécuritaires

Les Canadiens sont fiers de leurs communautés qu'ils habitent la grande ville, une banlieue en expansion, une petite ville ou un village de campagne.

Cependant, nous faisons face à de véritables défis. Malgré un recul de la criminalité, certaines familles ne se sentent pas en sécurité dans leurs propres quartiers. Plusieurs de nos concitoyens souffrent de maladies mentales qui ne sont pas soignées de manière adéquate, vivent dans la pauvreté, sont sans-abri, n'ont pas assez d'argent pour payer leur loyer ou n'ont d'autres choix que de louer des logements insalubres qui affectent la santé et le bien-être de leurs enfants. Un trop grand nombre de Canadiens ayant un handicap ne jouissent pas du même niveau de vie que leurs concitoyens.

Ces défis nous affectent tous, même si nous sommes fortunés de ne pas tous les vivre personnellement. Ce sont des défis importants pour nos communautés.

Il y a des acquis sur lesquels nous pouvons construire. Des gens dédiés au service de nos communautés – les policiers, les pompiers et le personnel affecté aux services d'urgence - veillent sans relâche à notre sécurité. Nous devons leur fournir les outils dont ils ont besoin pour mener leurs tâches à bien. Les groupes communautaires ainsi que les gouvernements provinciaux, territoriaux et locaux formulent des stratégies pour contrer la pauvreté et s'attaquer à des problèmes précis tels que le manque de logements abordables. Ils ont besoin que le gouvernement fédéral soit un meilleur partenaire. Bon nombre de Canadiens font preuve de générosité en faisant du bénévolat et nous pouvons continuer de renforcer nos communautés avec davantage de bénévolat.

L'unique préoccupation du gouvernement Harper au sujet de nos communautés a été de punir le crime et d'exploiter la peur. Le Directeur parlementaire du budget estime qu'à lui seul l'un de leurs projets de loi sur la criminalité coûtera entre 10 et 13 milliards de $ au gouvernement fédéral et aux provinces sur 5 ans afin de bâtir des mégaprisons à l'américaine. Personne ne remet en cause le besoin d'imposer des peines aux criminels. Mais se concentrer exclusivement à construire plus de prisons ne rendra pas nos communautés plus fortes ou sécuritaires. Cette approche a échoué aux États-Unis. Tout indique qu'il en faudra bien plus que des prisons.

Le logement abordable

Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), le quart des ménages canadiens ont du mal à payer le coût de leur logement, ce qui veut dire que plus de 30 pour cent de leur revenu est dédié au logement.

Treize pour cent des logements ont besoin d'importantes réparations ou ne sont pas conçus pour le nombre de personnes qu'ils abritent. Les données sont encore plus alarmantes lorsqu'il s'agit des personnes âgées et des nouveaux Canadiens, sans parler des sans-abri. Au même moment, le manque de logements abordables dans les grandes villes est un obstacle important pour les familles à revenu modeste qui cherchent une première maison.

Quoiqu'un modeste financement public ait permis d'offrir de nouveaux logements abordables sur le marché, d'autres logements du même type disparaissent à un rythme deux fois plus rapide en raison notamment de l'embourgeoisement de certains quartiers, de la faiblesse des taux d'intérêt et de la demande toujours plus forte. Depuis quelques années, on ne peut plus compter sur le gouvernement fédéral au niveau des logements abordables. Un engagement de partenariat à long terme avec les autres ordres de gouvernement est nécessaire.

Un gouvernement libéral travaillera avec ses partenaires provinciaux et municipaux afin de créer un nouveau cadre sur le logement abordable (CLA). Un cadre avait été élaboré il y a dix ans et plusieurs de ses programmes ont été prolongés, mais il fait présentement l'objet d'un examen par le gouvernement Harper. Le nouveau cadre aura comme principaux objectifs de:

- réduire l'itinérance;
- maintenir et renouveler l'inventaire actuel de logements abordables; et
- encourager la construction de nouveaux logements abordables.

Le nouveau cadre s'appuiera sur un engagement financier à long terme de la part du gouvernement fédéral et remplacera l'amalgame de programmes temporaires qui existe à l'heure actuelle. L'ampleur de cet engagement à long terme dépendra du résultat des consultations avec les municipalités et de la situation financière globale du gouvernement dans les années à venir. Toutefois, au cours des deux premières années de son mandat, le gouvernement libéral augmentera de 550 millions de $ le financement fédéral pour la création de logements abordables.

Dans chaque région, les défis et les opportunités qui sont liés au logement diffèrent. C'est pourquoi le nouveau cadre sur le logement abordable sera assez souple et flexible pour y inclure une gamme de nouvelles approches, dont des incitatifs fiscaux et des garanties d'emprunt. Le cadre servira aussi à faciliter la collaboration entre les différents ordres de gouvernement, le secteur privé et les organisations sans but lucratif. Le nouveau cadre portera une attention particulière aux besoins des personnes handicapées, ainsi des communautés autochtones et du Nord. Elle reconnaîtra aussi que le logement abordable est un des éléments pouvant palier au problème de la pauvreté au Canada.

Combattre la pauvreté

Plus de 3,5 millions de Canadiens vivent sous le seuil de la pauvreté, dont plus d'un enfant sur dix. À ce chapitre, le Canada se classe en bas du peloton des principaux pays développés.

Les leaders à tous les niveaux doivent faire face à l'inégalité grandissante. La pauvreté à l'échelle du pays persiste et reste un défi à relever. Elle prive les citoyens de chances équitables, elle nuit à la productivité de notre économie et elle porte atteinte à la confiance en notre système démocratique. Le Canada ne peut pas se permettre de *ne pas* combattre la pauvreté. Tous les Canadiens, y compris les entreprises, les individus, les experts et la société civile doivent s'engager dans ce combat.

La plupart des gouvernements provinciaux se sont dotés de stratégies pour faire reculer la pauvreté. En s'appuyant sur leurs efforts, un gouvernement libéral collaborera avec ses partenaires à tous les niveaux pour formuler un **plan de réduction de la pauvreté au Canada**. Nous établirons des objectifs et des mesures pratiques pour les atteindre et définirons le rôle des partenaires. Ce sera un plan à long terme.

Plusieurs éléments clés de cette plate-forme seront la fondation du plan de réduction de la pauvreté au Canada, telles que la stratégie canadienne d'apprentissage, notamment quant à l'apprentissage et aux soins des jeunes enfants, au passeport canadien d'apprentissage pour favoriser l'accès aux études postsecondaires, à l'apprentissage pour les Autochtones; les soins familiaux; la revalorisation du bénévolat au moyen du Corps de service du Canada; la politique alimentaire nationale et le cadre sur le logement abordable. Ce sont autant de mesures pratiques, évaluées à plus de 5 milliards de $ sur deux ans, qui auront une incidence positive, surtout si elles s'inscrivent dans un effort pancanadien visant à dynamiser nos communautés en luttant contre la pauvreté et l'inégalité. Elles contribueront aussi à renforcer l'économie à long terme.

Soutenir nos policiers, nos pompiers et nos premiers répondants

Nos communautés ont une dette morale envers les policiers, les pompiers et les autres travailleurs affectés aux services d'urgence qui souvent mettent leur propre vie en danger. Les gouvernements doivent leur fournir les outils dont ils ont besoin pour faire leur travail.

Améliorer le registre des armes d'épaule. Un gouvernement libéral améliorera le registre des armes d'épaule afin qu'il réponde mieux aux besoins des policiers, des propriétaires d'armes d'épaule et des Canadiens qui vivent en milieu rural.

Les policiers consultent le registre des armes à feu en moyenne 11 000 fois par jour. Il n'est donc pas surprenant si l'Association des policiers du Canada, l'Association canadienne des chefs de police et l'Association canadienne des commissions de police appuient le registre, tout comme de nombreuses organisations qui militent en faveur de la santé et de la sécurité des femmes.

Depuis la création du registre des armes d'épaule, plus de 90 pour cent des propriétaires ont enregistré leurs armes. Les Canadiens qui vivent en milieux ruraux et les propriétaires d'armes d'épaule ont néanmoins exprimé des frustrations et critiques légitimes quant aux coûts, à la lourdeur administrative et aux charges criminelles en cas d'infraction.

Un gouvernement libéral maintiendra l'intégrité du registre des armes à feu pour assurer la sécurité publique, mais posera aussi des gestes pour répondre aux préoccupations légitimes des propriétaires des armes d'épaule. Nous améliorerons le registre des armes d'épaule en adoptant les mesures suivantes :

1) **Décriminaliser.** Une première omission d'enregistrer son arme à feu ne devrait pas constituer une offense criminelle, mais devrait plutôt faire l'objet d'une amende en l'absence de facteurs aggravants. Travaillant avec les provinces et les territoires afin d'effectuer ces changements permettra aux agents de première ligne d'avoir les outils légaux pour différencier les erreurs commises de bonne foi des menaces réelles envers la sécurité publique.

2) **Abolition des frais.** Un gouvernement libéral abolira de façon permanente les frais pour les nouveaux permis, les renouvellements et les mises à jour.

3) **Simplifier.** Même si les demandes de permis sont disponibles en ligne, le système d'enregistrement demeure inaccessible pour bien des gens qui vivent en milieu rural et dans le Nord canadien. Un gouvernement libéral simplifiera les formulaires et l'enregistrement et améliorera l'accès aux services d'enregistrement dans les comptoirs de Service Canada à travers le pays.

Le gouvernement Harper a démontré qu'il accordait peu d'importance à l'opinion des forces policières à travers le pays et a fait de l'abolition du registre des armes d'épaule, l'un de ses chevaux de bataille. Il en a résulté que des divisions que le Parti conservateur exploite à des fins partisanes. Les libéraux continuent d'appuyer les forces policières du Canada. Nous avons aussi répondu aux préoccupations légitimes par rapport au registre et nous nous sommes engagés à l'améliorer. Cela donnera les outils nécessaires aux policiers afin qu'ils puissent faire leur travail et amenuisera les clivages entre les Canadiens qui vivent dans les villes et ceux qui vivent dans les régions rurales.

La gestion de la GRC. La Gendarmerie royale du Canada occupe une place unique dans l'histoire du pays et joue un rôle prépondérant dans la protection des communautés de toutes les régions du pays. Malheureusement, depuis quelques années, certains événements ont ébranlé la confiance du public. Le gouvernement Harper a négligé de prendre des mesures efficaces pour corriger les problèmes de gestion de la GRC. Sur l'un des enjeux clés – celui d'assurer une surveillance civile – le gouvernement Harper a une fois de plus démontré son intolérance face aux critiques objectives et factuelles et n'a pas reconduit dans son poste le Commissaire aux plaintes de la GRC, qui a critiqué l'absence de progrès du gouvernement en matière de réformes.

Un gouvernement libéral agira afin de **créer un comité de surveillance civile**, rétablir la transparence et corriger les problèmes de gestion et de leadership au sein de la GRC. Les membres de la GRC d'hier, d'aujourd'hui et de demain ne doivent pas en attendre moins de leur gouvernement, car ils travaillent fort pour protéger leurs communautés à tous les jours.

Fonds des héros communautaires. Les représentants des policiers et des pompiers réclament depuis longtemps un fonds national pour reconnaître le service et le sacrifice des agents de la police et des incendies qui meurent dans l'exercice de leurs fonctions. Un gouvernement libéral mettra sur pied le Fonds des héros communautaires. En versant la somme de 300 000 $ aux familles des agents décédés, le Fonds protégera l'avenir financier de ces familles tout en exprimant le respect et la reconnaissance de leurs communautés et de leur pays.

Le crédit d'impôt pour les pompiers volontaires. Des communautés à travers le Canada dépendent des pompiers volontaires et leur service sera reconnu sous un gouvernement libéral grâce à un crédit d'impôt remboursable.

Traiter du problème des femmes autochtones disparues ou assassinées

La violence contre les femmes subsiste dans toutes les communautés canadiennes. Les femmes autochtones sont tout particulièrement touchées par cette violence. L'Association des femmes autochtones du Canada estime à plus de 580 le nombre des femmes autochtones disparues ou assassinées. Cela représente près de dix pour cent des femmes assassinées au Canada, alors que les femmes autochtones comptent pour seulement trois pour cent de la population féminine du pays. Peu a été fait par le gouvernement fédéral pour remédier à cette situation tragique.

Un gouvernement libéral mandatera un groupe d'étude national chargé d'examiner les causes systémiques de ce problème, en mettant l'accent sur leur élimination afin de prévenir que cette situation ne persiste à l'avenir. Le groupe tirera parti du travail déjà effectué par les provinces et les femmes autochtones. Il fera rapport au ministre de la Justice en présentant une analyse de la situation et des recommandations.

Valoriser le bénévolat

Le bénévolat – l'action de donner de son temps et de ses énergies pour aider les autres – est vital à une société saine et à une démocratie vibrante. Cela rend nos communautés plus dynamiques et aide à la fois les bénévoles et les organismes.

Afin de susciter une plus grande contribution au sein de nos communautés, un gouvernement libéral lancera un « appel au service » à tous les Canadiens. En consultation avec le secteur bénévole, nous fixerons un objectif national visant à augmenter la participation bénévole au Canada.

Afin d'atteindre cet objectif, un gouvernement libéral créera un nouveau **Corps de service du Canada**. Ce programme remplacera l'Initiative bénévole canadienne qui a été annulée par le gouvernement Harper. Le mandat du Corps sera :

- de sensibiliser les Canadiens à la valeur et aux bénéfices de l'engagement civique et du bénévolat;
- d'augmenter la capacité des organisations bénévoles à partager l'information et à offrir de la formation;
- de créer des occasions additionnelles pour les Canadiens de faire du bénévolat pour des causes qui leur tiennent à cœur.

Nous investirons un montant initial de 180 millions de $ sur 4 ans pour le nouveau Corps de service du Canada. De ces fonds, 20 millions de $ seront dédiés à la promotion et à l'augmentation des capacités du secteur bénévole. De façon spécifique, le Corps de service du Canada travaillera à développer des réseaux d'organisations bénévoles et financera la formation et les programmes visant à encourager, maintenir et appuyer le bénévolat. Le Corps aidera aussi les ONG au niveau du marketing pour attirer davantage de bénévoles.

Le reste de la somme - 160 millions de $ sur 4 ans - sera dédié à encourager le bénévolat chez les jeunes. Le Corps de service du Canada inclura **1 500$ en effacement du prêt étudiant pour les jeunes Canadiens** qui auront contribué au moins 150 heures de bénévolat au cours de l'année dans le cadre d'un poste offert par le Corps après avoir obtenu leur diplôme postsecondaire. Le service bénévole pourrait aussi se faire durant une année de relâche ou pendant les études, mais l'effacement de la dette dépendra de l'obtention du diplôme. Cette initiative créera jusqu'à 26 000 postes bénévoles chaque année. Le Corps de service du Canada travaillera de pair avec les secteurs sans but lucratif et bénévole afin de créer des postes de bénévoles au niveau national et international.

Il est temps de reconstruire une relation respectueuse et constructive entre le gouvernement fédéral et la société civile.

Le gouvernement Harper a été particulièrement hostile envers les groupes bénévoles et communautaires et les ONG, surtout avec ceux qui ne partagent par son idéologie de droite. Cependant, une démocratie saine requiert une diversité de voix et d'opinions. Le gouvernement n'a pas besoin de partager leurs opinions tout le temps, mais il doit respecter le rôle important qu'ils jouent dans notre société. Plutôt que de tenter de contrôler le débat public, et faire taire les gens qui sont en désaccord avec lui, un gouvernement libéral respectera les différents groupes de la société civile et leur droit de faire avancer leur cause et de critiquer le gouvernement.

Un Canada créatif, bilingue, fort de sa diversité et plus équitable

Promouvoir les arts, la culture et le contenu local dans un Canada numérique

Le secteur culturel représente une partie importante de notre économie.

Selon une étude du Conference Board, la culture génère annuellement plus de 80 milliards de $ en retombées économiques directes et indirectes et crée 1,1 million d'emplois partout au pays.

Les libéraux ont toujours reconnu que les artistes sont des citoyens qui travaillent fort pour gagner leur vie et qui sont voués à l'expression culturelle. Un gouvernement libéral les aidera à faire face aux défis, mais aussi à tirer pleinement profit de la nouvelle société numérique.

Au moment où les choix des émissions d'information et de variété se multiplient, stimulés par les nouvelles technologies numériques, nous sommes de plus en plus préoccupés par l'avenir du contenu canadien dans nos principaux médias d'information et dans notre programmation à l'échelle locale. Dans cet environnement médiatique fragmenté, la radiodiffusion publique contribue grandement au rayonnement et à la promotion de la culture canadienne, en français comme en anglais. À la radio, à la télévision et sur Internet, la mission de CBC et de Radio-Canada est d'informer et de divertir en offrant une programmation typiquement canadienne, qui présente le pays et ses régions à des auditoires locaux et nationaux.

Le rôle de radiodiffuseur public de Radio-Canada est particulièrement important. Il demeure le seul défenseur de la langue française sur les ondes partout au pays. Un gouvernement libéral accordera à CBC et à Radio-Canada un financement stable et prévisible pour appuyer leur mission à la fois unique et cruciale pour le pays.

Un soutien additionnel pour les artistes canadiens

Le Conseil des arts du Canada est une force majeure lorsqu'il s'agit d'appuyer nos artistes. Un gouvernement libéral augmentera le financement en faveur des artistes et des créateurs canadiens en **doublant le budget annuel du Conseil des arts du Canada**, en le faisant passer de 180 millions de $ à 360 millions de $ au cours des quatre prochaines années.

Un gouvernement libéral r**établira l'aide financière des programmes PromArt et Routes commerciales** qui font la promotion des arts en augmentant leur financement à 25 millions de $. Ces programmes jouent un rôle important dans le rayonnement de la culture canadienne à l'échelle mondiale et dans l'accroissement de nos exportations. Le nouveau budget annuel permettra aussi de créer un programme de tournées nationales.

Appuyer les langues officielles

Les deux langues officielles du Canada aident à définir notre identité. C'est un gouvernement libéral qui a fait du bilinguisme officiel une réalité il y plus de 40 ans. Et en travaillant avec les minorités linguistiques partout au Canada, les libéraux ont mis en place des mesures efficaces pour soutenir et promouvoir le français et l'anglais dans l'ensemble du pays. Le succès de cette initiative a permis de rapprocher les citoyens canadiens.

Lorsque le plan sur les langues officielles a pris fin en 2008, le gouvernement Harper s'est empressé de mettre en place une nouvelle initiative, mais a négligé de consulter les minorités linguistiques qui sont censées en bénéficier. Deux ans plus tard, certains éléments du programme n'ont pas encore été mis en place, ce qui préoccupe et dérange les communautés. La gouvernance au niveau des langues officielles par le gouvernement fédéral s'est atrophiée sous le gouvernement Harper. Et il faut maintenant renverser cette tendance.

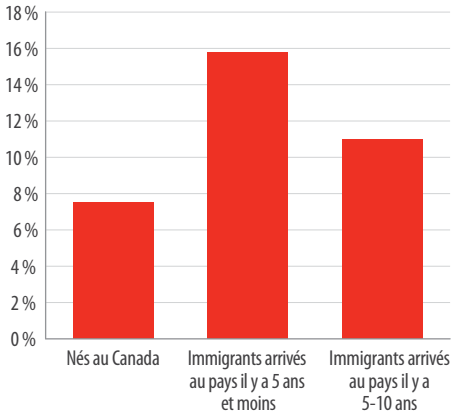
Un gouvernement libéral amorcera immédiatement des consultations pour **la prochaine génération du plan sur les langues officielles** afin qu'il soit le plus inclusif et le plus complet possible. Ces consultations auront pour but de recueillir les idées du public, notamment en ce qui concerne les mesures à prendre pour adapter la politique sur les langues officielles aux nouvelles technologies numériques. Ces consultations porteront aussi sur les moyens d'encourager l'élaboration d'un plus grand nombre de programmes bilingues dans les établissements d'enseignement supérieur.

Le Canada est en perpétuelle évolution et croissance. Le bilinguisme est l'un des éléments fondamentaux de cette croissance. Ainsi, de nos jours, personne ne peut imaginer qu'un premier ministre soit incapable de bien communiquer en anglais et en français, mais cela n'a pas toujours été le cas. Le bilinguisme est bien établi aussi dans la fonction publique fédérale. Un gouvernement libéral s'assurera de bâtir sur ces progrès et de continuer à favoriser le rapprochement entre les Canadiens.

La réussite des nouveaux Canadiens

L'immigration est un élément fondamental de notre histoire. Les témoignages d'immigrants sont des histoires canadiennes qui font partie intégrante de notre identité. Le Parti libéral reconnaît que notre système d'immigration et de réfugiés n'est pas toujours aussi efficace et juste qu'on le voudrait. C'est pourquoi un gouvernement libéral fera de **l'amélioration des processus de sélection d'immigrants et de réfugiés** une priorité. Les temps d'attente sont trop souvent longs, l'information et la communication inadéquates et les procédures confondantes et inefficaces. Ces services sont trop importants pour qu'on les laisse dans cet état lamentable. Nous développerons des solutions en consultant les nouveaux Canadiens, les intervenants clés et les experts.

Un taux de chômage plus élevé pour les nouveaux Canadiens



Le regroupement familial doit demeurer une composante cruciale de la politique d'immigration du Canada. Après cinq ans de réduction dans la catégorie de regroupement familial sous le gouvernement Harper, les libéraux rétabliront l'équilibre en augmentant le nombre de visas de regroupement familial.

Un gouvernement libéral améliorera la **formation linguistique** pour les nouveaux Canadiens étant donné que les compétences linguistiques sont un obstacle majeur à leur réussite. Les autres obstacles bien connus à l'insertion professionnelle des nouveaux Canadiens sont le manque d'expérience professionnelle en territoire canadien et la non-reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger. On estime que la reconnaissance inadéquate des qualifications acquises à l'étranger coûte plus de 2,6 milliards de $ par année à notre économie. Le gouvernement fédéral doit mieux conseiller les immigrants potentiels sur la question de **la reconnaissance des qualifications** *avant* qu'ils quittent leur pays d'origine. Pour résoudre ces problèmes et faciliter plus rapidement l'insertion professionnelle des nouveaux Canadiens, il faut renouveler les efforts de concertation et assurer une collaboration plus efficace entre le gouvernement fédéral, les provinces, les territoires, les ordres professionnels, le milieu de l'enseignement, les conseils sectoriels et les syndicats. Un gouvernement libéral en fera une priorité.

Contestation judiciaire

Les Canadiens sont fiers de leur Charte des droits et libertés. Ils y voient l'expression de nos valeurs et un outil précieux pour bâtir une société plus juste. L'accès à la justice est essentiel à l'atteinte de l'égalité dans notre démocratie, mais les coûts élevés des poursuites judiciaires peuvent parfois empêcher les citoyens, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables, de faire valoir leurs droits. Le programme de contestation judiciaire permettait aux citoyens de faire valoir leurs droits en matière linguistique et d'égalité inscrits dans notre Constitution, mais le gouvernement Harper a mis fin au programme. Un gouvernement libéral **rétablira le programme de contestation judiciaire** de manière à assurer l'accès à la justice et à empêcher que des obstacles financiers soient un frein à l'atteinte de l'égalité.

L'égalité des chances pour les Canadiens handicapés

Trop de Canadiens ayant un handicap vivent dans la pauvreté, sont sans emploi ou n'ont pas accès à des biens et services. Nous devons en faire davantage pour éliminer les obstacles à l'égalité des chances.

La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées fournit un cadre pour traiter de ces obstacles. Toutefois, bien que le Canada ait signé et ratifié la Convention, très peu a été fait à ce jour pour mettre en œuvre les mesures qu'elle renferme.

Un gouvernement libéral collaborera avec les provinces, les territoires, les Canadiens handicapés et leurs organismes afin d'élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre de la Convention, d'en faire le suivi et de faire rapport au public des progrès réalisés.

Un salaire égal pour un travail de valeur égale

L'équité salariale, ou un salaire égal pour un travail de valeur égale, est un droit fondamental qui assure l'équité économique en milieu de travail. Malgré les progrès des récentes années, l'écart de salaire entre les hommes et les femmes persiste. Par exemple, les femmes de 50 à 54 ans ne gagnent que 72 pour cent du salaire de leurs vis-à-vis masculins. Les données de Statistique Canada indiquent que, malgré les progrès des jeunes femmes, l'écart est demeuré inchangé depuis quelques années. L'équité salariale demeure un enjeu pour les personnes handicapées et les minorités visibles.

Le gouvernement fédéral est le plus grand employeur au pays. Il doit à ce titre mener par l'exemple au niveau de l'équité salariale. Voilà pourquoi un gouvernement libéral **renversera la décision du gouvernement Harper de réduire l'équité salariale à une simple question relative aux relations industrielles et à la négociation collective** dans les industries réglementées par le gouvernement fédéral. Nous créerons plutôt un système proactif et efficace qui permettra de mettre en œuvre et d'évaluer l'équité salariale au sein d'un gouvernement fédéral qui reconnaîtra à nouveau l'égalité comme un droit de la personne.

Le Canada rural, ça compte

Le Canada rural nous nourrit et fournit la majeure partie des ressources dont notre pays tire sa richesse.

Mais trop de Canadiens quittent les régions rurales parce qu'ils sont incapables d'y trouver un emploi ou n'ont pas accès aux services essentiels comme les soins de santé, l'Internet et l'éducation.

Un gouvernement libéral s'engagera à combler le fossé entre les régions rurales et urbaines en instaurant de nouvelles mesures dans cinq secteurs principaux.

Le réseau à large bande en milieu rural

L'économie canadienne est de plus en plus reliée par l'Internet. Au fur et à mesure que les secteurs de l'emploi, de l'éducation et des communications dépendront de l'Internet, les Canadiens qui n'y ont pas accès ou qui ne possèdent pas les compétences appropriées seront laissés pour compte.

En 2006, le Groupe d'étude des télécommunications du Canada a recommandé au gouvernement fédéral d'atteindre la connectivité Internet à 100 pour cent haute vitesse d'ici 2010. Cet objectif n'a pas été atteint depuis que le gouvernement conservateur est au pouvoir. Selon le CRTC, en 2009, près de 800 000 ménages canadiens – 20 pour cent de tous les habitants des régions rurales – n'avaient toujours pas accès à un service Internet haute vitesse. En 2000, le Canada se classait au deuxième rang dans le monde en matière de connectivité Internet. Aujourd'hui, nous nous classons au dixième rang. Cela menace notre compétitivité économique et notre qualité de vie.

En utilisant les revenus tirés de la mise aux enchères du spectre qui est prévue pour 2012, un gouvernement libéral se fixera l'objectif de **connectivité Internet à 100 pour cent haute vitesse** d'au moins 1,5 méga-octet par seconde dans toutes les communautés canadiennes au cours des trois premières années de son mandat. Cela permettrait d'accroître la disponibilité d'une connectivité avec fil et sans fil abordable et d'améliorer la couverture de téléphonie cellulaire en milieu rural.

Les soins de santé en milieu rural

Depuis de nombreuses années, les Canadiens vivant dans les villages et les régions rurales s'inquiètent de l'accès à des soins de santé dans leur communauté. Quelques 20 pour cent des Canadiens vivent en milieu rural, mais seulement dix pour cent des médecins y exercent leur profession. De nombreuses familles en milieu rural doivent parcourir de longues distances pour consulter un médecin généraliste pour leurs enfants, pour trouver des services de soins de santé mentale ou pour placer leurs parents âgés dans des établissements de soins.

En collaboration avec les provinces et les territoires, un gouvernement libéral présentera **un nouvel incitatif qui effacerait une partie de du prêt canadien aux étudiants** pour les médecins, les infirmières et les infirmières praticiennes qui choisissent de pratiquer dans un village ou une communauté rurale reconnu comme étant mal desservi. Les médecins de famille seront admissibles à un effacement de leur prêt étudiant jusqu'à 8 000$ par an pour un maximum de 40 000$. Les infirmières et les infirmières praticiennes seront admissibles à un effacement de leur prêt étudiant jusqu'à 4 000$ par an pour un maximum de 20 000$. Puisque le Québec ne participe pas au Programme canadien de prêts aux étudiants, un gouvernement libéral travaillera avec le gouvernement du Québec pour trouver les meilleurs moyens d'atteindre ces objectifs.

Un gouvernement libéral investira 40 millions de $ supplémentaires sur deux ans afin d'améliorer les services de santé dans les régions rurales en partenariat avec les provinces, les territoires, les municipalités et les professionnels de la santé.

Les pompiers volontaires

Plus de 90 pour cent des casernes de pompiers au Canada dépendent de nos 84 000 pompiers volontaires. Ils fournissent un service essentiel à leurs communautés, surtout dans les plus petites d'entre-elles.

Un gouvernement libéral instaurera **un crédit d'impôt remboursable de 3 000$** en reconnaissance des coûts engagés par les pompiers volontaires dans l'exercice de leur service au public. Tous les pompiers volontaires qui consacrent un minimum de 200 heures de service au cours de l'exercice financier auront droit à ce crédit d'impôt. Le service volontaire annuel prendrait en compte le temps consacré à atteindre et à maintenir un niveau de formation de pompier conformément aux normes reconnues. Ce crédit d'impôt sera accordé à toute personne qui remplit les conditions fixées, peu importe son revenu.

Le service postal

Peu importe où ils habitent, les Canadiens devraient pouvoir compter sur un service postal fiable et de grande qualité au sein de leur communauté. Nombreux sont ceux qui perçoivent leurs bureaux de poste comme des carrefours communautaires. Mais depuis 2006, le gouvernement Harper a procédé à la fermeture de 42 bureaux de poste ruraux et le service a été annulé à 55 000 boîtes postales en bordure des routes rurales.

On peut s'attendre à d'autres fermetures à moins qu'un engagement soit pris pour **protéger les services postaux en milieu rural**. C'est pourquoi un gouvernement libéral :

1) **protégera l'universalité des services postaux.** La Société canadienne des postes maintiendra les services de cueillette, d'acheminement et de livraison de la correspondance, des colis et des publications partout au Canada, et s'assurera que les régions rurales continuent de faire partie intégrante de l'universalité de ses services.

2) **rétablira et maintiendra les services postaux en milieu rural.** Un moratoire sera décrété sur la fermeture des bureaux de poste et la priorité sera accordée à la reprise des services postaux et la livraison aux boîtes postales en milieu rural.

3) **améliorera les consultations à l'échelle locale.** Tout changement apporté aux services postaux et aux modes de livraison en milieu rural, qu'il s'agisse des bureaux de postes ou des boîtes postales en bordure des routes, devra être annoncé six mois à l'avance par la Société canadienne des postes qui communiquera avec la clientèle et les communautés concernées. Elle consultera aussi les citoyens locaux pour explorer des solutions en vue de répondre à leurs préoccupations.

La première politique alimentaire nationale du Canada

Sécurité alimentaire : resserrer l'inspection et l'application

Les Canadiens s'attendent à ce que tous les produits alimentaires vendus au pays répondent aux normes de qualité et de sécurité, et qu'ils ne soient pas dommageables à l'environnement, qu'il s'agisse d'aliments provenant d'ici ou d'ailleurs.

Un gouvernement libéral :

- procédera à une revue en profondeur de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), de Santé Canada et de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), pour assurer la coordination efficace du **système de sécurité alimentaire** afin de réduire au minimum les risques pour la santé et d'assurer la sécurité alimentaire des Canadiens;
- fournira plus de 50 millions de $ supplémentaires sur une période de quatre ans pour améliorer **l'inspection des aliments** effectuée par l'ACIA et veiller à ce que les normes de sécurité alimentaire imposées aux producteurs canadiens soient aussi imposées aux aliments importés.

Revenus agricoles durables : soutenir l'innovation et protéger contre les risques

Les revenus agricoles durables, les infrastructures rurales, la recherche et l'innovation sont essentiels pour assurer le maintien d'un système de production alimentaire solide et dynamique. Malheureusement, les agriculteurs canadiens sont confrontés à des programmes qui manquent de cohérence et sur lesquels ils ne peuvent compter. Un gouvernement libéral travaillera de concert avec les agriculteurs canadiens pour élaborer des programmes agricoles émanant des fermes, et non d'Ottawa. Nous :

- prendrons un « **engagement à repartir sur de nouvelles bases** » afin de revoir en profondeur les programmes du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire en partenariat avec les agriculteurs au cours de la première année de son mandat, y compris les programmes de gestion des risques, de recherche agricole, en matière d'environnement et d'innovation;
- rétablirons la mission première de l'initiative AgriFlex afin d'offrir des **programmes régionaux souples**, notamment une gestion efficace et sécuritaire des risques pour aider les agriculteurs à assumer les frais de production. Ces mesures pourraient inclure le Plan de gestion des risques en Ontario, le programme d'assurance

stabilisation des revenus agricoles au Québec, une assurance pour les prix sur marché et une assurance améliorée pour les cultures dans l'Ouest ou une initiative pour encourager les achats locaux dans les provinces atlantiques.

La gestion environnementale des terres agricoles

Les Canadiens savent que nos fermes et nos aliments sont étroitement liés à notre environnement. Ils savent aussi qu'un environnement sain pour les années à venir signifie que nous devons investir dans l'énergie propre et la gestion des terres agricoles. Dans le cadre de son « engagement à repartir sur de nouvelles bases », un gouvernement libéral :

- travaillera de concert avec les agriculteurs canadiens pour renforcer la planification agroenvironnementale des fermes, favoriser l'amélioration de la gestion des engrais et des pesticides, et instaurer de nouveaux programmes sur les produits et services écologiques qui récompensent les agriculteurs pour leurs initiatives écologiques durables, notamment de réserver des terres pour la préservation d'habitats fauniques ou pour la séquestration du carbone.
- investira dans le développement de l'énergie propre à partir des fermes canadiennes – la biomasse, les éoliennes, l'énergie solaire et la géothermie – dans le cadre de l'engagement des libéraux de quadrupler la production d'énergie propre au Canada.

Leadership international : l'ouverture de nouveaux marchés et le renforcement des capacités

La croissance constante du **commerce équitable et réglementé de l'agroalimentaire** continuera d'être d'un intérêt vital pour le Canada. La compétitivité et les débouchés futurs en matière d'exportations au Canada reposent sur l'élargissement de notre part des marchés d'exportation de haute valeur où nous avons une solide réputation pour la qualité. Mais nous avons aussi un rôle à jouer pour veiller à ce que certains des pays les plus pauvres de la planète – notamment en Afrique – aient accès à une alimentation saine et sécuritaire et puissent participer au commerce international de l'agroalimentaire.

Un gouvernement libéral :

- élargira les débouchés sur les marchés d'exportation et fera la promotion du « branding » du Canada à l'échelle internationale à titre de producteur d'aliments et de boissons de la plus grande qualité;
- appuiera le renforcement des capacités de production alimentaire locale et de sécurité alimentaire dans les pays les plus vulnérables, notamment en Afrique. Pour ce faire, il faudra réévaluer la liste des pays prioritaires de l'Agence canadienne de développement international et se concentrer sur des initiatives telles que les microprêts, la recherche, le renforcement des capacités liées au commerce extérieur et l'amélioration de la productivité agricole et du développement durable de l'agriculture.

Le fédéralisme à l'ère des réseaux et l'excellence dans la fonction publique

Le leadership à l'ère des réseaux

Un gouvernement libéral n'hésitera pas à consulter tous ceux qui peuvent contribuer à résoudre un problème complexe. Le pouvoir le moins utilisé par le premier ministre Harper est sans doute le pouvoir de réunir les divers intervenants autour de la même table. Dans le monde contemporain des réseaux, les leaders efficaces expliquent clairement la mission commune, réunissent les principaux interlocuteurs, favorisent les ententes sur les responsabilités et s'engagent à rendre compte, avec les autres participants, des résultats.

Ce style de leadership exige une collaboration étroite de la part des leaders, même lorsqu'il y a divergence d'opinions.

Bien entendu, certaines décisions difficiles exigent d'un premier ministre qu'il fasse bande à part. Mais consulter uniquement ses propres partisans ne répond pas aux besoins de notre pays. Un gouvernement libéral mettra à contribution les forces d'un plus grand cercle de personnes. Il vaut mieux travailler à remporter des victoires communes que de détruire ses détracteurs.

Le fédéralisme moderne

Les principaux défis auxquels sera confronté le Canada au cours des prochaines années traversent plus que jamais les juridictions respectives: l'incertitude économique; la demande toujours croissante pour les connaissances et l'innovation afin de conserver des emplois de qualité; les diverses pressions financières qui fragilisent les familles de la classe moyenne; la population vieillissante et ses répercussions sur les soins de santé et les services sociaux; la productivité de notre main-d'œuvre; les changements climatiques et la gestion de l'eau, des terres et de l'air; et la gestion de la transition vers l'économie de l'avenir axée sur des technologies propres. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux détiennent chacun des pouvoirs importants dans tous ces dossiers, mais ni l'un ni l'autre de ces paliers ne peut à lui seul aborder de façon sérieuse ces défis.

Un gouvernement libéral fédéral collaborera avec les autres gouvernements afin de relever les défis du 21e siècle, qui ne se prêtent pas à un partage clair des compétences. Mais notre approche sera basée sur un respect rigoureux des compétences, des rôles et des responsabilités des provinces et des territoires.

Lorsqu'on est confronté à un problème de taille, il arrive souvent que des experts et des acteurs demandent de développer une « stratégie nationale ». Même si les priorités doivent être soigneusement définies, un gouvernement libéral n'hésitera pas à faire face aux défis auxquels le pays est confronté, comme le démontre d'ailleurs la présente plate-forme. Toutefois, personne ne devrait confondre le courage de relever les enjeux d'ordre national avec un désir de créer de nouveaux programmes fédéraux intrusifs.

Le fédéralisme canadien n'est pas une clôture de sécurité érigée pour séparer des camps ennemis. Pour demeurer dynamique, le fédéralisme doit servir de cadre pour les partenariats dans ce nouveau siècle, et non invoquer des motifs pour s'isoler ou pour justifier des ambitions non réalisées.

Il s'agit d'un cadre qui respecte la diversité, qui concilie l'identité avec les objectifs communs et qui favorise l'innovation. C'est dans cette fédération que nous pouvons relever des défis ensemble.

L'excellence de la fonction publique

La fonction publique du Canada est à la pierre angulaire de notre démocratie et de la bonne gouvernance. Depuis des décennies, des femmes et des hommes dévoués au service public ont œuvré au sein de gouvernements de différentes allégeances politiques avec professionnalisme, intégrité et compétence.

Toutefois, au cours des dernières années, nombreux sont ceux qui estiment que la fonction publique est en déclin. Cela est plus évident dans les services de première ligne. Le public a souvent dû composer avec des informations contradictoires, des files d'attente interminables et une organisation déficiente des services de la part du gouvernement fédéral. Les préposés des services de première ligne travaillent fort, mais le fonctionnement des systèmes est défaillant.

Les libéraux sont d'avis qu'un gouvernement peut - et doit - être une force positive dans la vie des citoyens.

En collaboration avec la fonction publique, ses membres, ses syndicats et les responsables de la gestion, un gouvernement libéral établira et appliquera des normes concrètes de prestation de services. Ainsi, les Canadiens sauront exactement à quoi s'attendre lorsqu'ils transigeront avec leur gouvernement. L'atteinte de l'excellence est un objectif que les fonctionnaires ont en commun. La mise en place de normes de prestation de services favorisera les meilleures pratiques au sein de la fonction publique, en appuyant les efforts du personnel de première ligne à fournir le meilleur service possible.

La fonction publique fédérale doit faire l'objet d'un renouveau dans son ensemble, non seulement dans les services de première ligne. Toutefois, les défis se sont multipliés au cours des dernières années en raison de la méfiance du gouvernement Harper envers les professionnels de la fonction publique. En fait, les conservateurs ont blâmé publiquement, congédié ou forcé de démissionner de nombreux fonctionnaires qui ont agi de façon responsable et prodigué des conseils, donné des avis éclairés ou fourni une analyse technique qui ne leur convenait pas.

Comme première condition d'un renouveau, la relation empoisonnée entre les fonctionnaires et leur gouvernement doit être réparée. Avec volonté et détermination, la fonction publique du Canada peut redevenir le fondement d'un bon gouvernement et être une force d'attraction pour recruter les meilleurs et les plus brillants jeunes Canadiens qui ont hâte d'apporter leur contribution pour améliorer leur pays.

Les Canadiens établissent les règles : respecter et renouveler notre démocratie

La démocratie canadienne a bien mauvaise mine. Elle n'est pas en phase terminale, mais elle est assurément en déclin. Le taux de participation électorale a diminué à un niveau record, surtout chez les plus jeunes électeurs.

Les Canadiens veulent continuer à être fiers de leurs institutions démocratiques, mais ils les trouvent souvent paralysées par l'acrimonie, les attaques personnelles et les jeux partisans. Ils estiment regrettable que le débat politique national porte rarement sur les idées. Ils perçoivent le gouvernement fédéral comme une entité fermée, insensible à leurs besoins et sans importance dans leur vie quotidienne. Aux yeux de trop de Canadiens, le vote n'est pas l'exercice de pouvoir qu'il devrait être. Par conséquent, on assiste à un désengagement public à l'endroit de la démocratie.

Le déclin de la démocratie au Canada n'a pas commencé avec l'élection du gouvernement Harper. Tous les partis politiques ont contribué aux tendances des dernières décennies. Toutefois, ce déclin s'est accéléré depuis 2006.

Stephen Harper a fermé le Parlement à deux reprises sur une période d'un an pour se soustraire à toute imputabilité. Son gouvernement a mis à pied, forcé à démissionner ou intimidé les dirigeants d'agences gouvernementales indépendantes. Des membres influents du Parti conservateur ont bien averti les organismes non gouvernementaux de ne pas bifurquer de la visée idéologique du gouvernement. Les conservateurs ont mis fin au questionnaire détaillé obligatoire du recensement et ainsi ignoré une opposition unifiée composée de représentants des milieux académique, bénévole, confessionnel, des affaires et des langues officielles. Les retards systémiques du gouvernement Harper ont violé l'esprit et la lettre de la *Loi sur l'accès à l'information*. Des ministres conservateurs ont ignoré la volonté du Parlement à maintes reprises, l'ont induit en erreur et ont retenu des informations vitales au Parlement et au public. Les conservateurs ont aussi activement et régulièrement saboté les séances des comités parlementaires. Quatre membres de la garde rapprochée de Stephen Harper font face à des peines de prison s'ils sont trouvé coupables de fraude électorale visant à détourner les limites de dépenses permises. Son ancien chef de cabinet, qui a déjà purgé une peine de prison, est sous enquête pour trafic d'influence. Et le gouvernement Harper – pour la première fois de l'histoire canadienne – a été reconnu coupable d'outrage au Parlement pour avoir refusé de divulguer des renseignements financiers de base sur ses priorités en matière de dépenses : les avions de combat furtifs, les mégaprisons à l'américaine et les allègements fiscaux pour les grandes entreprises. Les conservateurs de Harper croient qu'ils sont au-dessus des lois et de notre démocratie.

Développer des politiques publiques en public

La plate-forme libérale est le résultat de plusieurs mois d'écoute et de consultations avec des milliers de Canadiens dans dix provinces et trois territoires.

Les discussions sur notre pays ont eu lieu dans des cafés, des sous-sols d'église, des salles communautaires et des cours arrière. Quand Stephen Harper a fermé le Parlement, les libéraux ont tenu deux douzaines de tables rondes sur la Colline parlementaire au sujet de différents enjeux de politiques publiques.

À la conférence « Les 150 ans du Canada » à Montréal, nous nous sommes servis de l'internet pour connecter plus de 30 000 participants et tenir 72 réunions par satellite à travers le pays pour une discussion de trois jours sur l'avenir du Canada. Les membres du Parti libéral ont participé à des ateliers dans toutes les régions du pays. Au cours de l'été 2010, nous avons rencontré des Canadiens dans 112 communautés à bord de l'Express libéral. Nous avons poursuivi la conversation lors de forums publics « À micro ouvert » à l'automne et à l'hiver.

Ces consultations constituent à notre avis l'exercice le plus large et le plus ouvert jamais entrepris par un parti politique canadien pour discuter de politiques publiques en public.

Les libéraux proposent d'engager les autres partis politiques et le peuple canadien dans un effort visant à reconstruire la confiance, le respect et une relation digne de ce nom entre nos institutions démocratiques et la population qu'elles doivent servir.

Un gouvernement libéral mettra en œuvre un renouveau démocratique grâce à un vaste plan à trois volets qui visera notamment :

- la création d'un « gouvernement ouvert »;
- la collaboration avec tous les partis afin de réparer notre parlement hyper-partisan; et
- l'élaboration d'un système de vote par internet afin de moderniser les élections.

Le Parlement que méritent les Canadiens

Les libéraux mettront de l'avant des réformes visant à éliminer le climat hyper-partisan au sein du Parlement. Les Canadiens veulent voir les partis se faire concurrence en s'attaquant aux enjeux et non les uns les autres. Pour ramener substance et civilité au sein du Parlement, il faudra la collaboration de tous les partis, mais surtout du leadership.

Sous un gouvernement libéral, de nouvelles restrictions seront imposées aux pouvoirs du Premier ministre, notamment en **imposant des limites procédurales au pouvoir du Premier ministre de proroger le Parlement**.

Un gouvernement ouvert

Un élément clé du plan du Parti libéral pour un renouveau démocratique est un gouvernement ouvert. Les libéraux adopteront une nouvelle approche à l'information, en émettant la directive à l'échelle du gouvernement que la position par défaut de tous les ministères et les agences sera de **diffuser l'information au public de façon proactive et responsable**, après avoir pris en compte l'obligation de protéger les renseignements personnels et autres prescriptions de la loi. Cette initiative aura pour effet de mettre à la disposition du public le plus possible de séries de données du gouvernement, et ce gratuitement, en ligne, dans un format transparent et interrogeable.

De plus, toutes les demandes d'*accès à l'information* et les réponses données seront **affichées en ligne**.

Cette nouvelle transparence mènera aussi à une meilleure imputabilité sur le plan des finances publiques. Nous créerons une nouvelle **base de données en ligne pour les subventions, les contributions et les contrats**.

Tous les paliers de gouvernement, la société civile, les chercheurs, les entreprises et le public doivent avoir accès à des statistiques et renseignements démographiques indépendants et fiables afin de prendre des décisions informées et de développer de saines politiques publiques pour le bien de tous les Canadiens. Un gouvernement libéral rétablirait donc le **questionnaire détaillé obligatoire du recensement**.

Les libéraux croient que tous les partis doivent agir afin d'accroître le niveau de civilité de la **période de questions** et la qualité des discussions. Bon nombre d'observateurs sont d'avis qu'un modèle comparable à celui du Parlement britannique fonctionnerait mieux, avec plus de temps pour les questions et les réponses, des thèmes établis à l'avance et une liste des ministres dont la présence est requise, ainsi qu'une période de questions hebdomadaire pour le Premier ministre (bien que le Premier ministre devrait quand même se présenter tous les jours, dans la mesure du possible). Un gouvernement libéral proposera ces réformes au Parlement.

D'autres innovations sont possibles, notamment en utilisant la technologie Internet pour faire participer les Canadiens directement. Sous un gouvernement libéral, tous les Canadiens pourront participer à une **période de questions des citoyens**, à laquelle le Premier ministre et les ministres répondront directement à des questions non préparées d'avance posées en ligne par les participants. La participation des ministres à cette séance hebdomadaire de questions et réponses en ligne se fera sur une base rotationnelle et, à titre de Premier ministre, Michael Ignatieff participera au moins une fois par mois à la période de questions des citoyens en ligne pour répondre à leurs questions qui ne seront pas filtrées par les partis politiques ou les médias.

Les **comités permanents** ont souffert d'un excès de partisannerie et de manipulation. Les libéraux proposent que l'on confie aux comités permanents des mandats plus larges afin d'étudier en profondeur les principaux enjeux avant que les décisions politiques ne soient prises ou que les projets de loi ne soient déposés. De plus, on devrait plus souvent faire appel au « comité plénier » de la Chambre des communes afin de pouvoir adresser aux ministres individuellement des questions portant sur une vaste gamme de sujets. Des événements récents ont à nouveau fait ressortir le besoin de créer un nouveau Comité permanent sur la sécurité nationale. Nos principaux alliés de l'OTAN ont de tels comités en place depuis des décennies et son existence aurait empêché que la controverse au sujet des documents sur les détenus afghans n'atteigne une impasse très coûteuse en temps.

Outre ces changements biens précis, le rétablissement de la civilité au sein du Parlement et de la substance dans les discussions qui s'y déroulent nécessitera du leadership. Sous un gouvernement libéral, le Premier ministre convoquera régulièrement **des réunions face-à-face de tous les chefs de parti** pour faire le point sur le ton des discussions parlementaires, sur la productivité dans la conduite des affaires publiques et sur les mandats d'études approfondies confiés aux comités permanents.

Moderniser le système de vote

Lors de l'élection fédérale de 2008, la participation électorale au Canada est tombé à son plus bas niveau, soit moins de 59 pour cent. Ce qui inquiète le plus est la diminution constante, au cours des dernières années, du nombre de jeunes Canadiens qui votent. De nombreuses études ont, par ailleurs, révélé qu'on ne peut plus compter sur l'hypothèse que les gens qui ne votent pas le feront nécessairement lors d'élections subséquentes.

Pour la plupart des Canadiens, l'Internet a révolutionné plusieurs aspects de leur vie. Il est temps d'en tirer profit pour rapprocher le processus électoral des citoyens. Un gouvernement libéral donnera à Élections Canada le mandat de mettre sur pied **une option de vote en ligne** en commençant avec un projet pilote visant les personnes déployées à l'étranger par les Forces canadiennes ou la fonction publique fédérale et aux étudiants de niveau postsecondaire vivant à l'extérieur de leur circonscription. Cet exercice permettra d'entamer une discussion plus générale avec les Canadiens au sujet de l'utilisation d'une option de vote en ligne pour l'ensemble des électeurs.

CHAPITRE CINQ

Le Canada dans le monde : une stratégie des réseaux mondiaux

Depuis des générations, les Canadiens sont fiers du rôle que nous jouons dans le monde et de la réputation que nous avons acquise avec le temps grâce à nos prises de positions nuancées, notre tolérance et notre capacité à collaborer pour résoudre les problèmes. Malheureusement, cette réputation a perdu beaucoup de son lustre.

Il est aujourd'hui essentiel de redéployer ces forces dans un monde en évolution rapide. Peu de pays ont les atouts du Canada pour réussir dans le monde axé sur les réseaux dans lequel nous évoluons aujourd'hui. Nous devons envisager ce défi non pas avec méfiance, mais avec ambition.

Nous disposons d'un nombre d'atouts impressionnant : des diplomates compétents, des forces armées endurcies par le combat, des gens d'affaires, des communautés de toutes les origines ethniques, des artistes et professionnels de la scène, des scientifiques, des intellectuels et des organisations non-gouvernementales. Ils représentent tous l'ambition canadienne partout dans le monde.

Cette présence dans le monde a un impact direct sur la création d'emploi et notre qualité de vie au pays. L'économie, le climat et la sécurité sont plus que jamais des enjeux mondiaux. Le monde importe pour le Canada. Il faut que le Canada importe à nouveau pour le monde.

Cela implique que nous devons revenir à un multilatéralisme constructif au sein des Nations Unies et d'autres organisations. Cela signifie aussi que nous devons faire preuve d'innovation en bâtissant des liens personnels à tous les niveaux avec les puissances émergentes comme la Chine et l'Inde. Nous devons faire preuve de leadership dans l'Arctique et redevenir de bons partenaires avec l'Afrique.

Le Canada doit utiliser tous les liens personnels à sa disposition pour maximiser sa relation avec les États-Unis, notre partenaire le plus important, et saisir les occasions qui s'offrent avec le Mexique et d'autres pays d'Amérique latine.

Cette approche « pancanadienne » du monde va exiger du gouvernement fédéral une nouvelle forme de leadership basé sur la confiance et la collaboration.

S’ouvrir à un monde en évolution

De nos jours, le leadership mondial signifie bien plus que des sommets chorégraphiés. Il requiert une compréhension profonde du monde et une volonté de partager les feux de la scène avec tous ceux qui contribuent à tous les jours à créer des liens à l’intérieur et à l’extérieur de nos frontières.

Le Canada dans le monde : une stratégie des réseaux mondiaux

Le Canada a toujours eu une présence forte dans le monde.

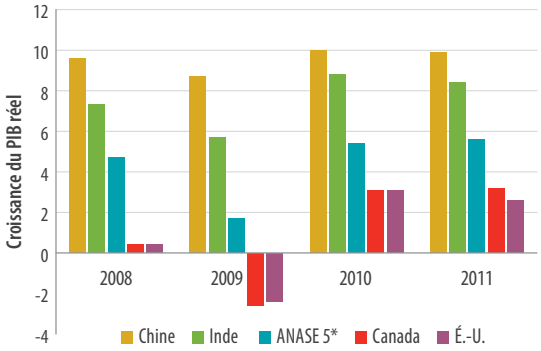
Nos réalisations ont été bénéfiques pour notre pays, et pour les autres aussi: l'invention du concept du maintien de la paix, l'ouverture précoce à la Chine, l'apport important à l'aide au développement et aux relations commerciales, la création du G20, et notre contribution importante à plusieurs institutions multilatérales.

Malheureusement, le gouvernement Harper a perdu du terrain sur la scène internationale. Cela a déclenché une série longue et grandissante de situations embarrassantes et d'occasions ratées, dont :

- un échec humiliant causé par notre incapacité à remporter un siège au **Conseil de sécurité de l'ONU** pour la première fois de notre histoire, un désaveu sans précédent de la communauté internationale à l'égard des actions du gouvernement Harper et fort probablement notre plus grand fiasco de politique étrangère;
- l'obstruction faite par le gouvernement Harper lors des **sommets sur les changements climatiques** à Copenhague en 2009 et à Cancun en 2010, qui a suscité la condamnation de la communauté internationale; et
- le gaspillage de plusieurs années de travail mis à cultiver nos relations avec les puissances économiques émergentes. Stephen Harper a attendu presque quatre ans après avoir été élu Premier ministre pour se rendre **en Inde et en Chine** - une absence aberrante à une époque où les leaders mondiaux s'acharnent chaque jour à approfondir les liens avec ces pays.

Cet esprit étroit va à l'encontre de la réalité moderne du Canada. Nous figurons parmi les pays du monde qui dépendent le plus du commerce international. Les Canadiens sont des gens du monde: en 2020, le quart de notre population aura vu le jour dans un autre pays. Nos villes regorgent d'immigrants talentueux et travaillants venus de l'Asie, de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine.

Les économies de l'Asie mènent la croissance



ANASE 5 : Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Viêt Nam*

Les Canadiens vivent aussi partout dans le monde. Près de 3 millions de Canadiens vivent, travaillent et voyagent à l'étranger, dont plus d'un demi-million en Asie. Près de quatre millions de Canadiens sont d'origine asiatique. Plus d'un million de Canadiens vivent aux États-Unis. Nos artistes et nos scientifiques réussissent à concurrencer et à collaborer avec les meilleurs au monde.

De nos jours, l'influence se trouve au sein de réseaux couvrant le globe, beaucoup plus qu'au sommet des hiérarchies d'autrefois. Dans un monde axé sur les réseaux, ceux qui sont les mieux connectés réussissent le mieux. Les personnes capables de travailler au-delà des frontières et des océans dans le cadre de partenariats mondiaux, qui forgent des alliances avec les gouvernements, le monde des affaires et la société civile, qui font le pont entre les cultures, qui parlent plusieurs langues, qui préconisent la diversité et transcendent les différences sont celles qui réussiront le mieux. Et ces personnes sont les Canadiens.

S'ouvrir à un monde en évolution

Un nouveau gouvernement libéral mettra en œuvre la toute première stratégie canadienne des réseaux mondiaux, qui traverse ce que les gouvernements précédents considéraient comme des domaines distincts, à savoir la diplomatie, le commerce, la défense et le développement international.

La stratégie des réseaux mondiaux exigera du gouvernement fédéral qu'il exerce un leadership nouveau tant au pays qu'à l'étranger. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ne détient plus le monopole des intérêts du Canada à l'étranger ou des relations économiques internationales. De nos jours, de nombreux acteurs contribuent à la présence du Canada dans le monde, qu'il s'agisse de cadres de compagnies de transport fournissant à la Chine du matériel pour les transports en commun, d'ingénieurs informatiques de Waterloo faisant la conquête de marchés étrangers, du médecin canadien qui a dirigé l'organisme Médecins sans frontières ou du génie artistique mondial du Cirque du Soleil. Ils sont tous le reflet des intérêts et des valeurs du Canada. Ils ont réussi parce qu'ils ont compris les besoins et les désirs des gens vivant dans d'autres pays et ont maîtrisé des réseaux mondiaux de relations humaines pour y répondre.

Toutefois, aucun de ces leaders du secteur privé, de la société civile ou du domaine culturel ne possède la légitimité pour diriger et énoncer les priorités et les objectifs globaux de tout le pays à l'échelle mondiale. C'est ce qu'un gouvernement libéral fera avec la stratégie des réseaux mondiaux.

Ententes sur les réseaux mondiaux avec la Chine et l'Inde

En tant que pays de l'Asie-Pacifique, le Canada est le seul membre de l'ALENA qui n'a pas d'entente commerciale avec un pays asiatique. Nous devons agir pour renforcer nos relations avec les grandes économies émergentes qui façonnent l'avenir. Un gouvernement libéral visera à conclure de nouvelles ententes avec la Chine, l'Inde, et d'autres puissances émergentes. Nous avons besoin d'un nouveau modèle pour les ententes bilatérales qui reflètent le fonctionnement du monde d'aujourd'hui. Stimuler les échanges commerciaux sera un élément important des nouvelles « **ententes sur les réseaux mondiaux** », mais celles-ci iront bien au-delà des exportations et importations.

Les nouvelles ententes amélioreront grandement la coopération entre les personnes, les échanges et les projets collaboratifs dans les secteurs clés tel que l'éducation supérieure, les technologies propres, la culture, le tourisme, les services financiers, la santé publique, la salubrité et la sécurité des aliments, les transports, la logistique commerciale et la gouvernance. Au lieu d'une approche réactive et à la pièce, nous établirons des objectifs cohérents pour la relation dans son ensemble et mettrons en place des mandats d'action bien précis aux plus hauts niveaux. Réussir signifiera d'aller au-delà des relations de gouvernement à gouvernement et de mettre en valeur les relations à tous les niveaux, incluant le secteur privé, le milieu universitaire, les arts et la culture ainsi que la société civile.

Au Canada, les ententes sur les réseaux mondiaux témoigneront de l'engagement ferme qu'un gouvernement libéral aura pris à l'égard d'un leadership national et d'un partenariat encourageant la collaboration entre tous les ordres de gouvernement, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile. On fera appel tout particulièrement aux communautés d'immigrants au Canada et aux Canadiens vivant à l'étranger en tant que partenaires au sein de réseaux qui créeront des possibilités économiques.

Le renouvellement des missions d'Équipe Canada s'inscrira aussi dans les ententes sur les réseaux mondiaux. Nous moderniserons le modèle précédent en concentrant chaque mission sur un ou plusieurs secteurs clés, comme ceux mentionnés ci-dessus. Ces missions s'accompagneront d'un soutien et d'une interaction continus plutôt que d'activités ponctuelles et privilégieront des visites réciproques au Canada de la part des leaders des pays partenaires.

Les ententes sur les réseaux mondiaux contribueront aussi à l'avancement des droits de la personne en approfondissant et en élargissant les interactions humaines et en établissant des relations plus matures qui permettront d'améliorer le dialogue et la résolution de problèmes au fil du temps.

Renouveler les partenariats nord-américains

Les atouts géographiques, économiques et culturels du Canada dans un marché nord-américain comptant près de 500 millions de personnes demeureront l'un de nos plus grands avantages stratégiques dans un monde en évolution rapide. Les échanges quotidiens de biens et services entre le Canada et les États-Unis représentent plus de 1,5 milliard de $; l'ampleur de ces relations commerciales entre les deux pays est d'ailleurs sans équivalent ailleurs dans le monde. Chaque année, il y a 200 millions de passages à la frontière entre nos deux pays. En outre, les Canadiens et les Américains fabriquent de plus en plus de produits ensemble pour ensuite les vendre dans le monde.

Suite aux nombreuses mesures reliées à la sécurité aux États-Unis dans la foulée du 11 septembre 2001, des mesures de « resserrement » de la frontière entre le Canada et les États-Unis ont limité les échanges transfrontaliers et ont nui à la vitalité de nos relations économiques.

Dans le cadre de la stratégie des réseaux mondiaux, un gouvernement libéral fera preuve de leadership et collaborera avec des partenaires au pays et avec la communauté de plus d'un million de Canadiens qui vivent et travaillent aux États-Unis pour mieux mettre en valeur les liens riches entre nos deux pays.

Nous examinerons la possibilité de conclure de nouveaux arrangements administratifs plus intelligents pour la gestion de notre frontière commune, afin de limiter, voire renverser, les nouvelles mesures de « resserrement » de la frontière tout en maintenant un niveau élevé de sécurité. La transparence et le dialogue informé avec la population canadienne seront essentiels, contrairement aux discussions secrètes du gouvernement Harper sur le « périmètre de sécurité ».

Nous collaborerons avec les États-Unis dans des cadres multilatéraux, tout comme avec d'autres pays qui partagent nos objectifs, pour progresser sur des enjeux importants d'intérêt mondial.

Au lieu d'attendre que le Congrès américain décide des politiques du Canada, comme persiste à le faire le gouvernement Harper, un gouvernement libéral fera appel à une collaboration proactive avec l'administration Obama sur les enjeux de l'énergie propre, notamment les sources d'énergie renouvelable, les technologies propres et l'efficacité énergétique.

L'intensification des liens avec le Mexique constitue aussi un objectif vital. Voisin et partenaire en Amérique du Nord, le Mexique et son succès importent au Canada. Nous partageons un grand nombre d'intérêts et de perspectives comme la lutte contre le protectionnisme, la collaboration dans la lutte contre les changements climatiques et l'appui aux progrès du Mexique en matière de sécurité intérieure. Un gouvernement libéral travaillera aussi avec le Mexique à éliminer progressivement l'exigence de visa pour les citoyens mexicains en voyage au Canada, sans toutefois négliger les préoccupations canadiennes relatives aux demandes de statut de réfugié.

Le Nord canadien et la région arctique internationale

L'approche libérale en ce qui a trait au Nord canadien et à la région arctique internationale ira au-delà des séances de photo et de la démagogie. Un gouvernement libéral mettra plutôt **l'accent sur les populations du Nord canadien** de même que sur leur savoir, leurs idées et leur dynamisme. La meilleure façon de renforcer la souveraineté de l'Arctique doit comprendre l'établissement d'un partenariat avec les Canadiens qui connaissent le mieux cette région et qui sont les mieux placés pour façonner son avenir.

Michael Ignatieff et le candidat libéral, Joe Handley, ancien Premier ministre des Territoires du Nord-Ouest

Le gouvernement canadien doit **renforcer nos relations avec les autres pays arctiques** afin de susciter l'émergence d'intérêts communs et de créer et consolider des institutions multilatérales. L'Arctique est un excellent exemple qui démontre clairement qu'il est plus utile de défendre les intérêts du Canada en étant au centre d'un réseau, plutôt qu'à la tête d'une hiérarchie désuète qui cherche à imposer une marche à suivre.

Un gouvernement libéral corrigera les erreurs des conservateurs de Stephen Harper et nommera un nouvel **ambassadeur aux Affaires circumpolaires**, dynamisant ainsi la participation canadienne au sein du Conseil de l'Arctique. Nous travaillerons avec tous les membres du Conseil de l'Arctique, y compris les leaders autochtones de l'Arctique, en vue d'officialiser la coopération sur les questions de gestion environnementale, de développement économique et social, de transports, de recherche et de sauvetage et de sécurité. Nous établirons aussi un projet de cartographie conjointe pour aider à définir des territoires, océans, ressources halieutiques et espèces sauvages protégées à l'échelle internationale, des sites sacrés autochtones et d'autres occasions de coopération en matière de sécurité. Un gouvernement libéral établira aussi **un secrétariat permanent pour le Conseil de l'Arctique** au Canada qui assurera les services de soutien pour les négociations, et le renforcement des capacités afin d'assurer la plus vaste participation possible à ces efforts.

L'approche libérale sur le Nord canadien sera d'agir sur des enjeux tels que l'éducation, le développement des ressources naturelles, les soins de santé, les infrastructures, l'environnement et les changements climatiques, ainsi que la préservation de leurs modes de vies traditionnels dans ce monde moderne et turbulent. Ce sont là des défis et des occasions qui définiront le succès du Canada à **faire de la souveraineté dans l'Arctique un bienfait pour les gens qui y vivent**. Une forte capacité militaire est certes importante dans le Nord, mais doit faire partie d'une approche plus vaste au leadership et au partenariat avec les gens du Nord et les pays nordiques voisins.

Des liens solides avec l'Europe

Les liens du Canada avec l'Europe sont enracinés dans notre passé et sont importants pour notre avenir. Nos exportations d'une valeur de 50 milliards de $ vers l'Union européenne soulignent l'importance économique de nos relations transatlantiques et nos deux langues officielles témoignent de notre histoire commune et des affinités culturelles que nous partageons. De bonnes relations avec les pays européens à travers l'OTAN et d'autres organisations multilatérales sont essentielles à la promotion des intérêts canadiens et seront indispensables à notre prospérité et à la place du Canada dans le monde.

Mobiliser les forces du Canada en matière de développement humain

La stratégie des réseaux mondiaux préconisera aussi une approche pleinement intégrée en matière de développement humain, non seulement en diminuant le cloisonnement au sein du gouvernement en matière de défense, de diplomatie et de développement, mais aussi en mettant à profit les atouts des Canadiens tant au pays qu'à l'étranger.

La paix, l'ordre et le bon gouvernement

Dans les démocraties émergeantes et les pays fragilisés, le besoin le plus criant est une gouvernance stable et transparente qui repose sur la primauté du droit et le respect des droits de la personne. Notre expérience nous a démontré que peu importe l'ampleur de l'aide étrangère accordée, aucun changement durable n'est possible pour un peuple au prise avec un régime dont la gouvernance est instable et caractérisée par la corruption et l'oppression. L'aide financière ne suffit pas. Les pays déstabilisés ont besoin d'aide au niveau des services policiers, des systèmes de gestion financière, de justice et de soins de santé. Le Canada possède un bilan impressionnant et une expertise dans une grande variété de domaines d'administration publique et civile qui est essentielle à l'établissement de démocraties stables.

Un gouvernement libéral utilisera « la paix, l'ordre et le bon gouvernement », le principe qui sous-tend la Constitution canadienne, comme cadre de référence pour établir non seulement un programme pour l'ensemble du gouvernement, mais aussi un effort pancanadien visant à mobiliser notre expertise en gouvernance. Nous établirons une **Agence canadienne de la démocratie** avec la capacité de négocier, de coordonner et d'appuyer l'envoi d'aide et de savoir-faire canadiens en gouvernance que fourniront nos organismes fédéraux et d'autres intervenants – y compris d'autres gouvernements, des professionnels retraités, le secteur privé et les ONG. Ceci visera notamment à encourager l'innovation, à offrir une formation, à compiler les leçons et à partager les pratiques exemplaires de nos efforts antérieurs. Les efforts permettront de concentrer plus efficacement la contribution et l'expertise du Canada et contribuera grandement à la prévention et au règlement des conflits, au développement du leadership, à la mise en place d'institutions démocratiques, au respect des droits de la personne ainsi qu'à la stabilité économique dans les États après un conflit et dans les démocraties émergeantes.

L'aide internationale au développement

Dans le cadre de la stratégie des réseaux mondiaux, un gouvernement libéral renouvellera les partenariats avec les nombreux organismes canadiens qui s'emploient à améliorer la qualité de vie des plus démunis. Il n'y a aucune justification pour jeter un froid sur les débats démocratiques portant sur des questions de politique étrangère en recourant à l'intimidation et aux menaces, et en retirant des fonds pour des motifs politiques, comme l'a fait le gouvernement Harper.

Dans le budget de 2010, le gouvernement Harper a sabré des milliards de dollars en fonds prévus pour l'aide au développement. Cela a paralysé l'amélioration constante des niveaux de soutien du Canada et par le fait même menacé la réalisation des différents programmes à long terme. Pour regagner le terrain perdu sous les conservateurs, les libéraux réinvestiront dans l'aide au développement et ainsi **rééquilibreront nos dépenses en matière de priorités internationales**.

Il nous faut aussi cesser les débats stériles sur les montants à consacrer à l'aide étrangère. Bien qu'une aide financière accrue aux pays les plus pauvres soit utile, les spécialistes cherchent dorénavant de nouvelles idées et d'autres moyens de favoriser la croissance dans les pays en développement. Plutôt que de déterminer combien d'argent de plus il faut dépenser, on doit songer aux moyens qui aideront ces peuples à prendre leur avenir en main.

L'aide canadienne sera aussi guidée par **le principe directeur du potentiel immense et inexploité des femmes dans les pays en développement**. Rendre les femmes autonomes est souvent un facteur clé pouvant favoriser le développement économique grâce aux petites exploitations agricoles, à l'éducation et aux initiatives dans le domaine de la santé. Il est possible de mieux déployer le vaste potentiel humain dans bon nombre de pays en développement en mettant l'accent sur le rôle des femmes. Il s'agira d'un élément fondamental de l'approche adoptée par un gouvernement libéral en matière d'aide au développement.

Un retour vers l'Afrique

Le Canada doit arrêter son éloignement progressif de l'Afrique. La stratégie des réseaux mondiaux permettra d'établir des partenariats avec les citoyens les plus démunis. Autrement dit, il faut se préoccuper d'abord des régions où règne une pauvreté extrême, et non pas celles pouvant rapporter un gain commercial à court terme. Il faudra aussi encourager les investissements privés et améliorer la capacité des États africains à servir leurs propres populations.

Le gouvernement Harper a considérablement modifié les objectifs d'aide internationale du Canada en 2009, avec presque aucune consultation. Il a redirigé l'aide des pays de l'Afrique subsaharienne et retiré huit pays africains de la liste des bénéficiaires prioritaires de l'aide canadienne.

Un gouvernement libéral **remettra l'Afrique au premier rang de nos priorités en aide internationale** en alignant les ressources, les capacités et les intérêts économiques du Canada sur les besoins les plus pressants de ce continent. Par rapport au reste du monde, il y a en Afrique un nombre disproportionné de pauvres, de conflits et de maladies graves, comme le VIH-sida et la malaria. L'Afrique subira également de fortes répercussions des changements climatiques. Le Canada doit être à l'avant-garde de nouvelles méthodes innovatrices d'aide aux pays africains afin de corriger ces problèmes, tout en les aidant à développer leur économie, à attirer des investissements du secteur privé et à fournir des services à leurs citoyens. Les enjeux auxquels font face l'Afrique représentent des occasions – et non seulement de la charité – et un gouvernement libéral agira avec ses partenaires dans cet état d'esprit.

La paix au Moyen-Orient

Avant 2006, le Canada était reconnu comme une voix de la raison au Moyen-Orient et était respecté par les deux parties du conflit israélo-arabe. Cela importe, car le but d'une diplomatie sérieuse est d'exercer une influence pour faire progresser les intérêts du Canada et ceux de ses alliés. Mais le gouvernement Harper a gaspillé l'influence du Canada dans la région et a polarisé le débat au Canada à des fins partisanes, diminuant ainsi la possibilité d'une contribution canadienne au progrès.

L'objectif ultime du Canada doit être la paix dans cette région. À court terme, nous devons nous concentrer sur la réduction des hostilités, la croissance économique pour ceux qui en ont le plus besoin et une désescalade de la rhétorique incendiaire.

> Les libéraux croient que la création de deux États est la solution à privilégier et que la stabilité régionale sera possible seulement lorsqu'un État israélien démocratique et sécuritaire coexistera en paix avec un État palestinien viable, démocratique et sécuritaire.

Sur le terrain, le Canada a joué un rôle constructif en fournissant son aide aux autorités palestiniennes en ce qui a trait à la gouvernance et aux capacités policières, et nous devons continuer à le faire. Nous devons aussi faciliter le dialogue entre Israël, le monde arabe et le leadership palestinien.

L'Iran est la plus grande menace à la paix dans cette région et le Canada doit condamner fermement sa rhétorique menaçante et appuyer les efforts internationaux visant à l'empêcher d'acquérir des armes nucléaires.

Qu'ils soient dans une mosquée de Calgary ou une synagogue de Montréal, nos leaders politiques doivent toujours tenir le même discours lorsqu'ils parlent de ces questions cruciales. Les politiciens ont également l'obligation de dissuader les communautés d'importer au Canada les tensions et les comportements hostiles de leur région d'origine. Dans la recherche de solutions à l'étranger, les leaders doivent plutôt faire valoir les valeurs canadiennes de tolérance, de diversité et de compromis fondés sur des principes.

Les Forces armées canadiennes modernes

En plus de protéger notre souveraineté ici au pays, d'entreprendre des opérations de recherche et sauvetage et d'intervenir dans des situations d'urgence civile, les Forces canadiennes font un travail extraordinaire partout dans le monde. Elles servent bien le Canada et ses alliances principales, l'OTAN et NORAD, en préservant la paix et la sécurité et en luttant contre le terrorisme. Des années de service brave et efficace en Afghanistan ont donné une plus grande expérience à nos troupes en matière de combat et suscite un respect international à l'égard de nos militaires. Ces atouts seront indispensables au nouveau rôle que sera appelé à jouer le Canada dans le monde.

Une reprise des missions de la paix

En 2009, les Nations Unies ont déployé un nombre record de Casques bleus, soit cinq fois plus qu'il y a dix ans – avec presque 100 000 militaires et policiers dans 15 missions de l'ONU autour du globe. Paradoxalement, alors que le nombre et le besoin de Casques bleus pour les missions de l'ONU ne cessent de croître, la contribution du Canada n'a jamais été aussi faible. Autrefois premier contributeur de Casques bleus aux missions de l'ONU, le Canada s'est classé au 56e rang en 2009.

Les fonctions traditionnelles de maintien de la paix ont grandement changé depuis que le Canada s'est retiré de ces activités. Les déploiements sont couramment effectués dans des situations plus complexes et souvent dangereuses mieux décrites comme des missions de rétablissement de la paix. De plus en plus souvent, ces déploiements comportent des opérations de combat. En se basant sur l'expérience durement gagnée en Afghanistan, un gouvernement libéral élaborera **un nouveau rôle de leadership pour le Canada lors des missions de la paix**, comprenant la formation, le commandement et le déploiement de personnel lorsqu'il est clair que la mission correspond aux intérêts, aux valeurs et aux capacités du Canada. Même si en ce moment seulement une fraction du budget de la défense du Canada est dédiée aux coûts additionnels liés à des opérations des Nations Unies, les libéraux s'assureront que les Forces canadiennes disposent des ressources nécessaires pour s'engager dans des missions de la paix supplémentaires.

La responsabilité de protéger

Également sous les auspices du concept de « la paix, l'ordre et le bon gouvernement », la doctrine de la responsabilité de protéger fournit un cadre de référence pour un leadership renouvelé du Canada en matière de prévention et de réponse aux cas de conflit et de violation systématique des droits de la personne. Michael Ignatieff a joué un rôle clé dans le développement de cette doctrine, qui a d'ailleurs été une initiative de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des États initiée par le Canada et appuyée par l'ONU.

Selon cette doctrine, un État souverain a l'obligation de protéger ses citoyens contre le danger. Dans les cas où il ne le fait pas, la communauté internationale doit déployer tous les efforts diplomatiques possibles pour le persuader à offrir cette protection. Si un État souverain ne protège pas ou ne peut pas protéger son peuple, la doctrine de la responsabilité de protéger exige que la communauté internationale intervienne sous l'égide des Nations Unies, y compris par des moyens militaires en dernier recours, pour mettre fin aux pertes de vie en grand nombre d'innocents, par exemple lors d'un génocide ou d'un nettoyage ethnique.

Cette doctrine a été officiellement adoptée en 2005 par l'Assemblée générale de l'ONU, grâce au leadership du Canada. Depuis, le gouvernement Harper en a à peine fait mention. Par exemple, le Canada aurait pu invoquer la responsabilité de protéger – à partir d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU – afin de promouvoir une réponse internationale cohérente face à la violence en Libye. Un gouvernement libéral travaillera avec la communauté internationale pour que cette doctrine fasse l'objet d'une plus grande adhésion et élargir sa mise en œuvre. Cela ne signifie pas que le Canada devra intervenir à chaque fois qu'un nouveau conflit émerge, mais plutôt que **nous ferons preuve à nouveau de leadership en matière de prévention des conflits**. Lorsque le monde devra agir pour arrêter le massacre d'innocents, le Canada sera prêt à intervenir avec une force armée hautement qualifiée et expérimentée face aux conflits modernes complexes.

L'avenir de notre engagement en Afghanistan

Le rôle du Canada au sein de l'OTAN en Afghanistan vise à assurer la sécurité et le développement dans un pays en difficulté qui était dirigé par un régime taliban répressif et a offert un refuge sûr aux instigateurs des attentats terroristes d'Al-Qaïda du 11 septembre 2001. Plus de 150 Canadiens ont perdu la vie et plusieurs autres doivent vivre avec un handicap. Notre mission a été honorable et dans l'intérêt national. L'Afghanistan ne doit pas redevenir une terre d'accueil pour les terroristes.

La mission de combat prendra fin en 2011. Cependant, l'objectif de base ne sera pas atteint. Le peuple afghan ne sera toujours pas en mesure à lui seul de se gouverner et d'assurer sa propre sécurité.

Voilà pourquoi le Parti libéral appuie la mission d'aide à la formation de 2011-2014, et la poursuite du travail de développement. Le but de cette mission est d'aider le peuple afghan à se bâtir lui-même un meilleur avenir.

Dans la présence qu'il assurera après sa mission de combat, le Canada devra notamment jouer un rôle important sur le plan diplomatique et dans toutes discussions politiques concernant l'avenir de l'Afghanistan. Un gouvernement libéral désignera un envoyé spécial qui prendra part aux efforts de la paix dans cette région du monde.

Respecter les anciens combattants du Canada

Les anciens combattants canadiens méritent un soutien et des soins de la meilleure qualité possible en plus d'une structure administrative mandatée et organisée autour de leurs besoins et du contrat social à perpétuité qui les lie à notre pays. La nouvelle Charte des anciens combattants leur a fourni des outils utiles pour leur réintégration à la vie civile, mais elle n'est pas parfaite. Des groupes d'anciens combattants, des groupes d'experts, les comités du Sénat et des Communes, et des anciens combattants blessés et leurs familles ont identifié des façons d'améliorer cette Charte pour qu'elle soit encore plus équitable, efficace, orientée sur la famille et les anciens combattants. Un gouvernement libéral travaillera avec ces groupes pour mettre en œuvre des améliorations importantes, et pour réévaluer si les indemnités d'invalidité devraient continuer d'être des montants forfaitaires.

Un gouvernement libéral mettra aussi en œuvre une nouvelle prestation pour l'apprentissage des anciens combattants pour défrayer les coûts de leurs études postsecondaires lorsqu'ils auront complété leur service.

Renforcer l'apprentissage bilingue dans les Forces canadiennes

Le bilinguisme fait partie des nombreux attributs qui font que les Forces canadiennes peuvent à la fois servir et représenter notre pays avec fierté et professionnalisme. On peut en dire de même de l'emphase qui est mise sur le savoir et l'apprentissage. Un engagement renouvelé envers l'apprentissage bilingue s'avère maintenant nécessaire. Le **Collège militaire royal de St-Jean** (CMRSJ) a joué un rôle important durant les diverses phases de son histoire. Un gouvernement libéral investira dans le CMRSJ afin de rétablir son plein statut d'établissement universitaire.

Cela élargira la capacité d'offrir une éducation à la prochaine génération d'officiers au sein du système militaire et viendra complémenter ce qui est déjà offert au Collège militaire royal de Kingston, qui fonctionne à plein rendement. Le CMRSJ s'appuiera sur sa force traditionnelle entourant les arts et les sciences humaines qui sont devenus plus importants au niveau de l'éducation militaire en raison de la complexité grandissante des conflits modernes qui sont davantage liés à la dynamique socio-politique qui se cache derrière les affrontements traditionnels entre les États. Toutefois, ce qui est le plus important est que le milieu francophone du CMRSJ aidera à attirer de jeunes francophones motivés à se joindre aux Forces canadiennes et offrira aussi aux officiers-étudiants anglophones de meilleures occasions de maîtriser leur deuxième langue officielle, tout en poursuivant leurs études au sein du système du Collège militaire royal.

Les achats de matériel militaire

Un gouvernement libéral aura une vision bien différente du rôle du Canada dans le monde. Naturellement, le programme d'achat de matériel militaire du ministère de la Défense nationale devra être revu à la lumière de ce nouveau rôle. Une force militaire bien approvisionnée est essentielle pour un gouvernement libéral. Les décisions d'achat de matériel seront prises de façon claire et transparente en fonction des besoins de missions. Ces décisions devront aussi reposer sur l'obtention du meilleur rapport qualité-prix et sur les retombées industrielles.

Un gouvernement libéral **annulera immédiatement l'entente mal gérée pour l'achat sans appel d'offres d'avions de chasse furtifs F-35 d'une valeur de 30 milliards de $** et économisera ainsi des milliards de dollars. Bien qu'il s'agisse du plus gros achat de matériel militaire de l'histoire du Canada, le gouvernement Harper n'a jamais expliqué pourquoi il était essentiel d'acheter cet avion précis en ce moment. Il n'est toujours pas en mesure de communiquer le prix réel de ces avions et n'a obtenu aucune garantie de retombées industrielles. D'autres pays, dont les États-Unis, ont déjà réduit leurs commandes de ces avions qui sont toujours en développement, mais les conservateurs ont foncé en dépit des faits. Il faut agir de façon plus responsable.

Une fois l'entente de Harper annulée, un gouvernement libéral ne procédera pas plus loin avant d'avoir complété l'examen de toutes les propositions d'achats de matériel militaire à la lumière de la nouvelle politique internationale de la présente stratégie des réseaux mondiaux. Cet examen portera notamment sur les besoins des équipes de recherche et de sauvetage, ainsi que sur ceux de nos forces aériennes, navales et terrestres. Lorsque le Canada fera l'achat d'avions de chasse, il le fera à la suite d'un processus tranparent et concurrentiel pour obtenir l'équipement qui répond le mieux à nos besoins, offre le meilleur rapport qualité-prix, fournit un maximum de retombées industrielles et s'inscrit dans un budget réaliste.

Une nouvelle approche dans un monde en réseaux

Renouveler le multilatéralisme canadien

Le Canada est un membre fondateur des Nations Unies et de l'OTAN, un leader dans la Francophonie, le Commonwealth, l'Organisation des États américains, l'ALENA et l'APEC, et l'un des fondateurs du G20. Par le passé, le multilatéralisme a joué un rôle fondamental dans la contribution canadienne et la poursuite des intérêts canadiens. Il doit aussi être un facteur clé dans notre avenir. Cela signifie qu'il faut consacrer des ressources suffisantes à la participation du Canada dans ces institutions, ainsi que dans de nombreux organismes multilatéraux traitant de différents enjeux où le Canada a à la fois des intérêts et des possibilités. Le leadership canadien peut changer les choses en ce qui a trait aux efforts multilatéraux déployés sur des enjeux tels que les enfants-soldats, la prolifération nucléaire et l'interdiction des armes à sous-munitions.

Un multilatéralisme renouvelé nécessitera l'exercice d'un leadership réaliste et résolu en vue de réformer les institutions en place, plus particulièrement les Nations Unies. Les libéraux sont réalistes en ce qui concerne les limites de certaines organisations internationales telles que l'ONU et nous développerons de nouveaux partenariats et de nouvelles plates-formes d'action. Il ne fait aucun doute que la délibération collective au sein des institutions multilatérales demeurera indispensable en relations internationales.

Le G20 dans un monde en évolution

Un gouvernement libéral aidera à renforcer le G20, qui remplace dorénavant le G8 comme forum privilégié de la coopération à l'échelle internationale. Les pays membres du G20 représentent 90 pour cent du produit national brut mondial. Aucun leader envisageant l'avenir avec réalisme ne peut continuer de croire que les défis mondiaux, qui vont de la stabilité économique aux changements climatiques, de l'insécurité alimentaire à la pauvreté, peuvent être surmontés adéquatement sans la présence à la table de discussion des pays comme le Brésil, le Mexique, l'Afrique du Sud, l'Indonésie, la Corée du Sud, la Chine et l'Inde.

Le gouvernement Harper a raté une occasion unique en 2010 en raison de l'incompétence dont il a fait preuve dans l'organisation des sommets du G8 et du G20. Au lieu de reposer sur une planification judicieuse, la consultation et une volonté d'agir en chef d'État, son approche était fondée sur le calcul partisan et l'autopromotion. Le résultat désastreux pour les contribuables a été l'embarras et les coûts astronomiques évalués à 1 milliard de $. Aucun sommet tenu ailleurs dans le monde n'a coûté aussi cher. La revue *The Economist* a qualifié l'événement de « gâchis du huard » du Canada.

Le « faux lac » de Stephen Harper lors du G20

La collaboration au sein du Canada

Le premier ministre du Canada doit faire preuve de leadership en soutenant les efforts de ses homologues provinciaux, ainsi que ceux des nombreux intervenants du secteur privé et de la société civile afin de promouvoir les intérêts du Canada dans le monde.

C'est pourquoi un gouvernement libéral tiendra compte des intérêts et du savoir-faire des provinces relativement à de nombreux sujets de discussion multilatéraux et mettra en place les structures et les mécanismes qui sont nécessaires pour les amener à participer à des activités multilatérales pertinentes. En outre, nous veillerons à ce que les principales missions à l'étranger soient dotées d'un personnel chargé d'assurer la liaison avec les provinces afin de les tenir informées des questions pour lesquelles elles ont un grand intérêt. Rien de tout cela n'empêchera le gouvernement fédéral de s'acquitter de sa responsabilité de parler au nom du Canada sur la scène internationale. Bien au contraire, le Canada pourra alors s'adresser plus efficacement au reste du monde et avec la cohérence propre à une équipe menée avec efficacité.

Promouvoir le « branding » du Canada afin de réussir dans un monde en réseaux

Un gouvernement libéral lancera **une nouvelle initiative de « branding » du Canada** dans les principaux marchés du monde, en collaboration avec le secteur privé, des artistes de premier plan et des universitaires. En faisant connaître plus largement les forces du Canada à l'étranger, nous rehausserons la stratégie des réseaux mondiaux et les efforts visant à promouvoir les intérêts et les valeurs du Canada. Ceci contribuera également à accroître le commerce et l'investissement et à améliorer les autres secteurs stratégiques mis en relief dans les nouvelles ententes sur les réseaux mondiaux. Les ambassades et les consulats canadiens pourront jouer un rôle de premier plan dans la promotion du « branding » du Canada et aider à joindre un public plus large à l'étranger.

La connaissance favorise les réseaux mondiaux et, par conséquent, l'apprentissage et l'enseignement supérieur deviennent des entreprises de plus en plus internationales. Le Canada compte certaines des meilleures universités au monde mais, au cours des dernières années, il a reculé comparativement aux pays comme l'Australie et le Royaume-Uni, qui misent de plus en plus sur la dimension internationale de l'éducation.

Un gouvernement libéral collaborera avec les provinces, les établissements d'enseignement supérieur et le secteur privé afin de soutenir les efforts déployés par les principaux établissements canadiens qui tentent d'établir une présence dans les marchés émergents clés et d'augmenter le nombre d'échanges étudiants qui permettent aux Canadiens d'aller étudier à l'étranger.

La culture canadienne sera également un élément important de la nouvelle initiative de « branding » du Canada. Les créateurs canadiens qui travaillent en français, en anglais ou dans une autre langue contribuent à la prospérité et à l'identité du Canada, tout en resserrant nos liens dans un monde axé sur les réseaux.

La responsabilité sociale des entreprises

Les entreprises canadiennes sont des acteurs de premier plan dans l'économie mondiale. Elles investissent partout dans le monde, et dans une gamme complète de secteurs économiques. Par exemple, on retrouve au Canada jusqu'à 75 pour cent des entreprises d'exploration et d'exploitation minière au monde. La grande majorité de ces entreprises ont une bonne réputation et opèrent de manière responsable dans les pays en développement.

Toutefois, il arrive à l'occasion qu'un petit nombre d'entre elles soit accusé de violations des droits de la personne et d'abus environnementaux. Un gouvernement libéral prendra des mesures pour soutenir l'investissement international canadien en faisant la promotion des normes les plus élevées de responsabilité sociale des entreprises (RSE) canadiennes.

En 2007, un groupe consultatif sur la RSE représentant l'industrie minière, les syndicats, la société civile et les universitaires en est venu à un consensus sur la RSE. Malheureusement, le gouvernement Harper n'a rien fait de ses recommandations.

Un gouvernement libéral donnera suite aux recommandations du groupe consultatif, en adoptant des normes canadiennes de RSE et en créant un poste d'ombudsman indépendant qui conseillera les entreprises canadiennes, prendra en considération les plaintes faites contre elles, et fera enquête lorsque ce sera nécessaire.

Les jeunes Canadiens en service à l'étranger

Nos jeunes contribuent grandement à façonner la présence canadienne dans le monde. Plusieurs d'entre eux sont passionnés, veulent agir pour le bien commun et ont des idées ambitieuses sur ce que l'on peut accomplir à l'étranger. Ils sont curieux de connaître d'autres lieux et d'autres cultures. Ils ont grandi dans un contexte où l'Internet est puissant et omniprésent, et ils savent s'en servir pour éliminer les distances. L'expérience internationale profite aux jeunes Canadiens en élargissant leurs horizons. Leurs efforts humanitaires aident des gens qui vivent dans des pays défavorisés et le Canada lui-même en tire profit lorsque ces jeunes reviennent au pays plus riches en idées, plus inspirés et forts d'une expérience concrète de la diversité du monde et de ses défis.

C'est pourquoi un gouvernement libéral instaurera un **Corps de service du Canada**. Ce programme mettra en valeur l'énergie et le dévouement de nos jeunes en finançant leurs travaux bénévoles à l'étranger, permettant ainsi à un plus grand nombre d'entre eux d'acquérir une expérience sur la scène internationale.

Renouveler la capacité du gouvernement fédéral

La mise en œuvre de la stratégie des réseaux mondiaux du gouvernement fédéral nécessitera que l'on renforce la capacité de la fonction publique. Nous devons réparer les pots cassés après cinq années de négligence et de mauvaise gestion au sein du corps diplomatique canadien, du service des délégués commerciaux du Canada, de nos ambassades et de la capacité internationale à l'échelle du gouvernement.

Le cas du ministère de la Défense nationale est quelque peu différent. Depuis 2005-2006, à la suite de décisions budgétaires prises par les libéraux et les conservateurs, les dépenses militaires du Canada ont augmenté de presque 50 pour cent et elles devraient continuer de croître même après la fin de la mission de combat en Afghanistan. Le Parti libéral appuie les récents investissements dans les Forces canadiennes, mais la trajectoire des dépenses à engager au cours des années à venir doit être réévaluée. Il nous est essentiel d'avoir des Forces armées dotées des ressources requises pour maintenir notre souveraineté et jouer un rôle constructif dans le monde, mais ce n'est pas le seul déterminant de notre succès.

Le gouvernement estime que le coût additionnel annuel de la mission de combat en Afghanistan s'élève à tout près de 1,7 milliard de $. Le directeur parlementaire du budget a signalé que ce coût était encore plus élevé que ce qui a été divulgué. Le coût additionnel de la mission d'aide à la formation de 2011-2014 s'élèverait quant à lui à 500 millions de $ annuellement. Cela indique qu'un gouvernement libéral pourra réaffecter 1 milliard de $ de manière à mieux rééquilibrer l'ensemble des dépenses en défense, en développement et en diplomatie.

Ce changement permettra de libérer des ressources qui serviront à revitaliser d'autres activités internationales à l'échelle de l'appareil fédéral, afin de mieux tenir compte de l'éventail complet des fonctions et des engagements contenus dans la stratégie des réseaux mondiaux.

Conclusion : Les 150 ans du Canada

Quel genre de pays voulons-nous être lors de notre 150e anniversaire? C'est la décision que doivent prendre les électeurs canadiens.

En 2017, les Canadiens célébreront le 150e anniversaire de notre pays.

Cent cinquante ans est un jalon important dans l'histoire du Canada. C'est l'occasion pour les Canadiens de s'unir pour célébrer notre histoire et préparer notre avenir.

Les années qui mèneront au 150e anniversaire du Canada doivent appartenir aux citoyens, et non aux gouvernements. La conversation doit être animée et rapprocher le plus grand nombre de Canadiens de leur concitoyens, de l'histoire de notre pays et de notre avenir commun.

Un gouvernement libéral mettra sur pied un groupe de travail spécial du 150e anniversaire du Canada. Ce groupe aura une forte représentation de jeunes leaders. Le Premier ministre lui donnera le mandat de travailler de concert avec les jeunes Canadiens, les organismes communautaires, les écoles, le secteur privé et les autres gouvernements afin de sensibiliser la population et de déterminer les meilleures idées afin de commémorer le 150e anniversaire de notre pays.

Le décompte vers 2017 devrait nous inspirer. Le temps est venu pour un Canada plus ambitieux. Nous avons démontré que nous pouvons être compétitifs et gagnants dans les sports et le commerce à l'échelle internationale. Nous excellons dans les sciences, les arts, la culture et le divertissement. Nous avons bâti une société caractérisée par la compassion qui accueille le monde entier et offre à chacun une chance égale de prospérer. Mais si nous ne continuons pas à aller de l'avant, nous prendrons du recul dans un monde qui évolue rapidement. Nous sommes un grand pays et nous devons être maîtres de notre avenir.

Quel genre de pays voulons-nous être lors de notre 150e anniversaire? Avec le bon leadership, le Canada peut être le pays le plus éduqué, le plus avancé en environnement, le plus ouvert et le plus international. Cette plate-forme identifie certaines étapes majeures pour y arriver. Maintenant, c'est au tour des électeurs canadiens de choisir.

ANNEXE UN : Cadre financier de la plate-forme

Sources des fonds (millions de $)	# de page	Année 1	Année 2
Retour du taux d'imposition des sociétés à 18 %	12	3 087	5 237
Revenu de la vente aux enchères du spectre réservé au service sans fil	13	0	500
Plafonnement de la déduction fiscale pour les options d'achat d'actions	12	300	315
Annulation du fonds PPP	13	288	263
Annulation immédiate de l'allègement fiscal au secteur des sables bitumineux	52	265	225
Analyse des dépenses et réaffectation	14	250	500
Total des fonds disponibles		**4 190**	**7 040**

Utilisations des fonds (millions de $)	# de page	Année 1	Année 2
Cadre sur le logement abordable	61	275	275
Conseil des arts du Canada	66	45	90
Statégie canadienne d'apprentissage			
L'éducation postsecondaire des Autochtones et des Métis	30	115	115
Fonds pour l'apprentissage et les soins de la petite enfance	28	500	700
L'éducation des Autochtones - maternelle à la 12e année	31	0	300
Formation linguistique pour les nouveaux Canadiens	32	25	50
Passeport d'apprentissage	28	0	980
Prestation pour l'apprentissage des anciens combattants	31	40	80
Corps de service du Canada	65	45	45
La stratégie canadienne sur la santé du cerveau	41	15	65
Secteurs champions du Canada: crédit d'impôt pour l'innovation et la productivité / actions accréditives	17	0	175
Stratégie canadienne sur l'eau douce	55	100	125
Financement canadien des arts à l'échelle internationale	66	25	25
Exploitation moins polluante des sables bitumineux	52	265	225
Collège militaire royal de Saint-Jean	92	25	15
Fonds des héros communautaires	64	10	10
Programme de contestation judiciaire	68	5	5
Éliminer les frais d'inscription au registre des armes à feu	62	0	20
Prestation d'assurance-emploi pour les soins familiaux	34	190	250
Prestation fiscale pour les soins familiaux	35	545	610
Crédit d'impôt pour la rénovation écologique	50	0	400
Supplément de revenu garanti	37	0	400
Connectivité à 100 % Internet haute-vitesse	70	100	200
Politique alimentaire nationale	40/72	45	45
Gouvernement ouvert (perte de revenu chez Statistique Canada)	78	25	10
Encouragement à la production d'énergie renouvelable	51	140	140
Médecins et infirmières en régions rurales	70	20	20
Crédit d'impôt pour les pompiers volontaires	71	5	5
Incitatif à l'embauche des jeunes	21	130	160
Total des nouveaux investissements		**2 690**	**5 540**
Réserve de contingence (augmente jusqu'à 3 milliards de $)		1 500	1 500
Solde		**0**	**0**

Note : Tous ces chiffres sont une majoration des coûts dans le cadre financier du Gouvernement du Canada.

ANNEXE DEUX : Documents de référence

Les 150 ans du Canada : rapport sommaire (mai 2010)
www.can150.ca

Le Canada rural, ça compte (avril 2010)
www.liberal.ca/fr/enjeux/canada-rural

Le Canada dans le monde : une stratégie des réseaux mondiaux (juin 2010)
www.liberal.ca/fr/enjeux/leadership-mondial

Le plan libéral pour les soins familiaux (octobre 2010)
www.liberal.ca/files/2010/10/lpc-family-care-fr.pdf

Ouvrir le gouvernement aux Canadiens (octobre 2010)
www.liberal.ca/fr/ouvert

MENTIONS DE SOURCES

P 7 Matthew Moulton
P 8 Andy Clark
P 11 Georges Alexandar
P 14 Richard McGuire
P 16 Christina Richards
P 19 Amalia Liogas
P 19 Gaetano De Blasio
P 28 J. M. Carisse
P 31 Daryl Mitchell
P 33 Richard McGuire
P 38 Georges Alexandar
P 38 Richard McGuire
P 40 Georges Alexandar
P 45 Greg Kolz
P 46 Gino Caron
P 48 B. G. Smith
P 49 Howard Sandler
P 50 Richard Gillard
P 54 Sebastien Burel
P 55 J. Helgason
P 56 Liz Leyden
P 56 Alistair Scott
P 57 Uryadnikov Sergey
P 57 Jeff Silvester
P 58 Paul McKinnon
P 61 Georges Alexandar
P 62 Patrick Tam
P 62 Radey Barrack
P 63 Daniel Paquet
P 64 Alyssa Rempel
P 65 Radey Barrack
P 66 Sylvain Perron
P 69 J. M. Carisse
P 71 Matthew Shoemaker
P 77 Queens University Alumni Association
P 79 J. M. Carisse
P 81 Yuri Arcurs *(Poignée de main)*
P 81 Jeffrey Charters *(Brise-glace sur le St-Laurent)*
P 81 Carole Devillers *(Casque bleu)*
P 81 Rob Young *(Nations Unies)*
P 81 Steve Rosset *(Navire de charge)*
P 84 J. M. Carisse
P 85 Bill Braden
P 88 Getty Images
P 91 Radey Barrack
P 93 Christopher Drost
P 97 Michel Albert
P 98 Robert J Galbraith

Libéral

www.liberal.ca